

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	54	21

N° de la séance : 08

Objet de la délibération : Action Foncière -
SPL SOPHIA - Rapport de gestion 2015 de
l'administrateur au Conseil
d'administration

Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.113

Date de la convocation :
Le 20/09/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **10 OCT. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **10 OCT. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 26 septembre 2016

L'an deux mil seize et le 26 septembre à 17h15, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de septembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Nathalie DEPETRIS, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Marguerite BLAZY à Nathalie DEPETRIS, Roger CRESP à Gilbert TAULANE, Michel MAZUET à Guilaïne DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Abderrazak SALOUH à Henri GANNARD

ABSENTS :

Eric MELE, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Albert CALAMUSO, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Par délibération du Conseil Communautaire du 19 mars 2012, la CASA a souhaité adhérer à la Société d'Aménagement, de Construction et de Gestion d'Equipements Sophia (SPL SOPHIA).

Conformément à l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, « les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au Conseil d'administration (...), et qui porte notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées (...) ».

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 12 septembre 2016,

Il est donc proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver le rapport de gestion de l'exercice 2015 de la SPL SOPHIA, joint en annexe ;
- de donner quitus à l'administrateur représentant la CASA pour l'exercice 2015.

Monsieur Marc DAUNIS ne prend pas part au vote.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le rapport de gestion de l'exercice 2015 de la SPL SOPHIA, joint en annexe ;
- de donner quitus à l'administrateur représentant la CASA pour l'exercice 2015.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 26 septembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 26/09/2016
Numéro : CC_2016_113
Nature : DE - Deliberations
Objet : SPL SOPHIA - Rapport de gestion 2015 de l'administrateur au Conseil d'administration
Matière : 5.7 - Intercommunalite
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : QIUZfht

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 10/10/2016
Identifiant : 006-240600585-20160926-CC_2016_113-DE

Acte reçu

Date : 26/09/2016
Numéro interne : CC_2016_113
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 7
Objet : SPL SOPHIA - Rapport de gestion 2015 de l'administrateur au Conseil d'administration
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160926-CC_2016_113-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160926-CC_2016_113-DE-1-1_2.PDF

SPL SOPHIA (Société d'Aménagement, de construction et de gestion d'équipements SOPHIA)
Société Publique Locale au capital de 230 400 €uros
Siège social : Mairie de Valbonne
1 Place de l'Hôtel de Ville – CS 20297 VALBONNE
06905 SOPHIA ANTIPOLIS Cedex

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 25 avril 2016 PV visé par la Sous-Préfecture de Grasse le 29.04.16

ASSEMBLEE GENERALE

Séance du 13 juin 2016

RAPPORT DE GESTION



Exercice 2015

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués à l'assemblée générale ordinaire annuelle, conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires, pour soumettre notamment à votre approbation, le rapport de gestion du Conseil d'Administration, les comptes et le bilan de l'exercice écoulé clos le 31 décembre 2015.

Monsieur le Commissaire aux Comptes vous donnera, par ailleurs, lecture de son rapport.

Tous les documents sociaux, comptes, rapports ou autres documents et renseignements s'y rapportant ont été communiqués ou ont été mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales en vigueur.

En application des dispositions de l'article L 232-6 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune modification n'a été apportée dans la présentation des comptes annuels 2015 par rapport à l'exercice précédent.

Conformément à la résolution du Conseil d'Administration de la société SPL SOPHIA du 26 septembre 2011, visée par la Sous-Préfecture de l'arrondissement de Grasse le 7 octobre 2011, le Conseil d'Administration (CA) a opté pour le cumul des fonctions de Président du CA et de Directeur Général et a désigné Monsieur Marc DAUNIS, Président Directeur Général. Le Président Directeur Général assure donc la direction générale de la société.

La désignation de Monsieur Marc DAUNIS au poste de Président Directeur Général a été confirmée lors du Conseil d'Administration de la société SPL SOPHIA le 18 avril 2014.

Conformément à l'article L1524-5 du Code général des collectivités territoriales : « **Les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration (...), et qui porte notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées (...)** ».

Conformément à l'article L232-1 du Code de commerce : « A la clôture de chaque exercice le Conseil d'Administration (...) établit un rapport de gestion. (...)Le rapport de gestion expose la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement. »

Table des matières

PREMIERE PARTIE : LA VIE DE LA SOCIETE	4
L'actionnariat – Fiche signalétique de la SPL SOPHIA	4
La Gouvernance	5
Les dirigeants	8
Les administrateurs et Commissaire aux Comptes	8
Le personnel de la société	11
L'actionnariat salarié :	11
La rémunération des mandataires sociaux :	11
Les décisions prises par le Conseil d'Administration et par l'Assemblée générale :	11
Les modifications statutaires :	14
DEUXIEME PARTIE : ORIENTATIONS STRATEGIQUES, VIE SOCIALE ET ACTIVITES OPERATIONNELLES PENDANT L'EXERCICE 2015	18
TROISIEME PARTIE : L'ACTIVITE OPERATIONNELLE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2015	24
QUATRIEME PARTIE : LES ELEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE A LAQUELLE EST ETABLI LE RAPPORT	66
CINQUIEME PARTIE : LES RESULTATS DE L'ACTIVITE – COMPTE DE RESULTAT	68
CONCLUSION :	73

L'actionnariat – Fiche signalétique de la SPL SOPHIA

Dénomination sociale :	Société Publique Locale d'aménagement, de construction et de gestion d'équipements
Sigle :	SPL SOPHIA
Secteur d'activité :	SPL d'Aménagement, de construction et de gestion d'équipements
Date de création :	16 juillet 1990 (issue de la transformation de la SEML SOVALAC)
RCS :	Grasse 378 645 238
Code APE :	7112 B
Siret :	Grasse 378 645 238 00031
Siège social :	Hôtel de Ville de Valbonne – CS 20297 06905 SOPHIA ANTIPOLIS cedex
Adresse postale des locaux administratifs de la Société :	SPL SOPHIA Centre administratif Place Joseph Bermond CS 20297 VALBONNE 06905 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX
Téléphone :	04.97.21.36.77
Fax :	04.93.65.20.97
Mail :	spl.sophia@orange.fr
<p>➤ Objet social : la Société a pour objet la mise en valeur des territoires des communes et groupement de communes actionnaires notamment par la mise en œuvre de diverses opérations d'aménagement urbain. Dans ce cadre et celui de l'article L 1531-1 du code général des collectivités territoriales qui dispose que « ces sociétés (SPL) sont compétentes pour réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, des opérations de construction ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général. » Par ailleurs, un nouveau schéma de gouvernance de la technopole Sophia Antipolis a été acté afin d'accroître l'efficacité et la lisibilité des actions des différents acteurs politiques et opérationnels. Cette nouvelle gouvernance adoptée par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et le Comité syndical du Syndicat Mixte Sophia Antipolis (SYMISA) dans sa séance du 3 décembre 2012 est fondée sur le schéma suivant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La gouvernance de la technopole repose sur le couple indissociable CASA/ SYMISA 2. Ce couple CASA/ SYMISA pourra s'appuyer sur deux outils pour mener ses actions : <ul style="list-style-type: none"> - La Société Publique Locale « SPL SOPHIA » - Le projet Sophia Vision pour animer et faire vivre le réseau des acteurs de la technopole. 	

Situation en 2015 :		
Capital social	230 400 €	
Nombre d'administrateurs	18	
Répartition du capital social et des sièges détenus au Conseil d'Administration (AG 06.07.2015 et CA du 30.11.2015) :		
Commune de Valbonne Sophia Antipolis :	54% (1296 actions X 96€ l'action)	10 sièges
Commune de Vallauris Golfe-Juan :	11% (264 actions)	1 siège
Commune de Gourdon :	5% (120)	1 siège
Commune du Rouret :	5% (120)	1 siège
Commune de Châteauneuf :	5% (120)	1 siège
Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis :	5% (120)	1 siège
Commune de Roquefort-les-Pins :	5% (120)	1 siège
Commune d'Opio :	5% (120)	1 siège
Commune de Biot :	5% (120)	1 siège
Président Directeur Général	Monsieur Marc DAUNIS	
Directrice Générale Déléguée	Madame Laure GRANES-RIEU	
Nombre de salariés	5 salariés	
Commissaires aux comptes	Titulaire : Société Fiduciaire de Commissariat et d'Audit sise 19 rue Alphonse 1 ^{er} immeuble Les Mimosas 06200 Nice/ Suppléant Monsieur Jean-Claude MOREL 19 rue Alphonse 1 ^{er} 06200 Nice	
Expert-comptable	Madame Delphine CASTELLA expert-comptable Directrice régionale Cabinet Sémaphores Technopôle Château Gombert Les Baronnie Bâtiment A 3 rue Marc Donadille 13013 Marseille	

La Gouvernance

Pour mémoire, conformément à la résolution du Conseil d'Administration de la société SPL SOPHIA du 26 septembre 2011, visée par la Sous-Préfecture de l'arrondissement de Grasse le 7 octobre 2011, le Conseil d'Administration (CA) a opté pour le cumul des fonctions de Président du CA et de Directeur Général et a désigné Monsieur Marc DAUNIS, Président Directeur Général, dans le prolongement de la délibération du Conseil municipal de la Commune de Valbonne n° 7628 du 27 juin 2011. Le Président Directeur Général assure donc la direction générale de la société.

Par délibération du 18 avril 2014, visée par Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 29 avril 2014, et dans le prolongement de la délibération du Conseil municipal de la Commune de Valbonne en date du 10 avril 2014, le Conseil d'Administration a confirmé la désignation de Monsieur Marc DAUNIS en qualité de Président Directeur Général (PDG) de la SPL SOPHIA et a confirmé l'absence de perception de rémunération et d'avantages par le PDG.

Conformément à l'article 19 des statuts et en application des dispositions de l'article L225-35 du Code de commerce, le Conseil d'Administration a approuvé son Règlement Intérieur lors de sa séance du 6 février 2012, actualisé lors de ses séances :

- **du 15 avril 2013 afin de prendre en compte l'entrée au capital social de la commune de Roquefort-les-Pins,**
- **du 03 novembre 2014 avec l'entrée au capital social de la commune d'Opio,**
- **et du 30 novembre 2015 avec l'entrée au capital social de la commune de Biot :**

L'objet du Règlement Intérieur est notamment de rappeler aux membres du CA leurs différents devoirs mais également de compléter les règles légales, réglementaires et statutaires afin de préciser les modalités de

fonctionnement du CA, de la société et notamment celles relatives à la **mise en œuvre des critères des contrats « in house » et du contrôle analogue.**

Ainsi, conformément à l'article 3.5 du RI « Toute délégation de service public ou toute concession d'aménagement, tout mandat ou tout contrat de prestation de services, passés sans publicité ni mise en concurrence, qualifiés de contrats « in house », passés entre la société et ses actionnaires sont soumis préalablement, en application de l'article L225-28 du Code de commerce, à l'approbation du Conseil d'Administration. En outre, conformément à l'article 29 des statuts, « aucun contrat ne pourra être conclu par la SPL sans l'accord écrit de la collectivité actionnaire membre du Conseil d'Administration, en sus de la signature du Président Directeur Général ». »

De même, ont été instaurés :

- ✓ Un Comité Permanent Stratégique et de Contrôle (**article 18 du RI**) qui :

En application de l'article 18 du Règlement Intérieur de la SPL SOPHIA tel qu'adopté par le Conseil d'Administration du 23 mai 2012, visé par la Sous-Préfecture de Grasse le 15 juin 2012, et actualisé par le Conseil d'Administration du 03 novembre 2014, visé le 07 novembre 2014 par Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse, le Comité Stratégique et de Contrôle réfléchit à et exprime son avis sur :

- Les grandes orientations stratégiques de la société (en ce inclus le plan d'activités à moyen terme) ;
- Les grands projets ou opérations dont il est envisagé qu'ils soient menés par la société.

Il étudie et examine :

- Les conventions de prestations intégrées soumises à l'appréciation du Conseil d'Administration ;
- Le calendrier des différentes opérations pouvant éventuellement être conduites par la société dans le respect de son objet social ;
- Plus généralement, tout projet significatif, de quelque nature que ce soit.

L'appréciation du caractère significatif d'un projet présenté par la direction générale est de la responsabilité du Président du comité stratégique et de contrôle ainsi que du Président Directeur Général qui, pour forger leur décision, s'appuient notamment sur le montant des engagements ou du chiffre d'affaires lié(s) au projet concerné, ou sur l'importance que revêt le projet pour l'actionnaire concerné.

De manière générale, le Comité Permanent Stratégique et de Contrôle (CPSC) donne son avis sur toute autre question stratégique dont le Conseil d'Administration le saisit.

Ainsi, le CPSC s'est réuni les 2 février et 30 mars 2015.

Dans le prolongement de la délibération du Conseil d'Administration du 30 novembre 2015 (afin de tenir compte de l'entrée au capital social de la commune de Biot), il est composé d'au moins neuf membres (un élu représentant chacune des collectivités actionnaires désigné par l'Assemblée délibérante de chacune d'entre elles), en ce compris son président, du Président Directeur Général de la SPL SOPHIA, du Directeur Général Délégué de la SPL SOPHIA, d'un représentant de chaque collectivité actionnaire si elle le souhaite et désigné par elle-même.

Le CPSC est présidé par Monsieur Géraud LOMBARDO, Conseiller départemental et Maire du Rouret (délibération du conseil municipal du 17 avril 2014 et du CA du 18 avril 2014) et composé de :

- Monsieur Emmanuel DELMOTTE, Maire de Châteauneuf (délibération du Conseil municipal du 15 avril 2014 et CA du 18 avril 2014),
- Madame Marguerite BLAZY administratrice représentant la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (délibération du Conseil communautaire du 14 avril 2014 et CA du 18 avril 2014),
- Monsieur Eric MELE Maire de Gourdon (délibération du Conseil municipal du 15 avril 2014 et CA du 18 avril 2014),
- Madame Martine BONNEAU représentant la commune de Valbonne Sophia Antipolis (délibération du Conseil municipal du 10 avril 2014 et CA du 18 avril 2014),
- Monsieur Henri DE RICHECOUR représentant la commune de Roquefort-les-Pins (délibérations du Conseil municipal du 10 avril 2014, CA des 18 avril et 16 juin 2014),
- Monsieur Michel BERTRAND représentant la commune de Vallauris Golfe Juan (délibération du Conseil municipal du 23 avril 2014 et CA du 16 juin 2014),

- Monsieur Thierry OCCELLI, Maire d'Opio (délibération du Conseil municipal du 27 mai 2014 et CA du 03 novembre 2014),
- Madame Guilaine DEBRAS, Maire de Biot (délibération du Conseil municipal n°2015/67/5-01 du 24 juin 2015),
- Monsieur Marc DAUNIS, Président Directeur Général de la SPL SOPHIA (délibération du Conseil municipal du 10 avril 2014 et CA du 18 avril 2014),
- Madame Laure GRANES-RIEU Directrice Générale Déléguée de la SPL SOPHIA.

Le Commissaire aux comptes a été convoqué à toutes les séances et le cabinet d'expertise-comptable a apporté son assistance.

En application de l'article 17.15 du Règlement Intérieur de la société, Monsieur le Président du Comité Permanent Stratégique et de Contrôle, Monsieur Gérald LOMBARDO, rend compte des travaux de ce comité à chaque séance du Conseil d'Administration qui suit.

Ainsi, le CPSC s'est réuni :

- le 02 février 2015 et son Président a rendu compte devant le CA dans sa séance du 16 février 2015, conformément au relevé de décisions joint au dossier de CA ;
- le 30 mars 2015 en présence du Commissaire aux Comptes, Monsieur Philippe Lucchesi assisté de Monsieur Cyrille Verrière, ainsi que de Madame Delphine Castella experte-comptable et directrice régionale du cabinet d'expertise-comptable Sémaphores qui accompagne la Société, pour une présentation notamment des comptes de l'exercice 2015 et son Président a rendu compte devant le CA dans sa séance du 13 avril 2015, conformément au relevé de décisions joint au dossier de CA.

- ✓ **Des comités opérationnels** (article 22 du RI) institués dans le cadre de chaque opération conduite par la société et faisant l'objet d'une Convention de Prestation Intégrée (CPI) signée entre la société et ses actionnaires.

Ces comités dont la composition et le fonctionnement seront détaillés par lesdites conventions, permettent d'assurer dans le cadre de chaque opération les modalités de contrôle effectif des actionnaires sur la société.

Notamment ils seront obligatoirement composés d'au moins un représentant de l'actionnaire concerné par l'opération et signataire de la CPI, du Directeur général délégué de la SPL ou de son représentant, du Directeur général des services ou de son représentant ainsi que du chargé d'opération de chaque collectivité actionnaire.

Pour chaque opération faisant l'objet d'une CPI, deux comités sont constitués :

- Un comité technique qui a notamment pour mission de :
 - Valider les études à lancer et déterminer les groupements de prestations ;
 - Arrêter les modalités et le planning des consultations et du déroulement des études avec les phases de validation ;
 - Recueillir les données générales de l'opération ;
 - Suivre l'avancement de la mission et valider les orientations techniques et financières.
- Un comité de pilotage qui a notamment pour mission d'orienter et de valider les différentes étapes des études et des opérations conduites par la société.

Des réunions régulières, à la demande et sous l'autorité de la collectivité actionnaire, se sont déroulées tout au long de l'année et ont fait l'objet de comptes- rendus adressés à la collectivité concernée.

Les dirigeants

Le Directeur Général, Monsieur Marc DAUNIS a été désigné par délibération du Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA du 26 septembre 2011, visée par la Sous-Préfecture de l'arrondissement de Grasse le 7 octobre 2011.

Par délibération du 18 avril 2014, visée le 29 avril 2014, et dans le prolongement de la délibération du Conseil municipal de la Commune de Valbonne en date du 10 avril 2014, le Conseil d'Administration a confirmé la désignation de Monsieur Marc DAUNIS en qualité de Président Directeur Général (PDG) de la SPL SOPHIA et a confirmé l'absence de perception de rémunération et d'avantages par le PDG.

La Directrice Générale Déléguée, Madame Laure GRANES-RIEU a été désignée par délibération du Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA du 13 décembre 2012 visée par la Sous-Préfecture de l'arrondissement de Grasse le 20 décembre 2012. Les limitations de pouvoirs de la directrice générale déléguée en vertu de la délibération correspondante du Conseil d'Administration du 13 décembre 2012, confirmées par délibération du Conseil d'Administration du 18 avril 2014 visée le 29 avril 2014 par Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse, sont les suivantes :

- « Nommer et révoquer tous agents en accord avec le PDG, fixer les conditions de leur admission et de leur renvoi ainsi que les traitements, salaires, remises et gratifications ;
- Diriger et surveiller toutes les affaires sociales ;
- Signer la correspondance afférente aux fonctions déléguées par le PDG ;
- Effectuer tous les achats de matériel, d'outillage, de matières premières, de marchandises et autres ;
- Passer et accepter dans les domaines délégués par le PDG, tous traités et marchés rentrant dans l'objet de la société, faire toutes soumissions, prendre part à toutes adjudications dans la limite de 90 000 euros ;
- Toucher les sommes dues à la société, payer celles qu'elle pourra devoir, régler et arrêter tous comptes ;
- Contracter et résilier toutes assurances ;
- Faire ouvrir à la société, dans tous les établissements de crédits ou banques, tous comptes-courants et d'avances sur titres ; créer tous chèques et effets pour le fonctionnement de ces comptes ;
- Passer et signer, dans les domaines délégués par le PDG, tous actes et pièces, constituer tous mandataires spéciaux et généralement faire tout ce qui sera nécessaire pour l'administration générale des affaires de la société et l'exécution des décisions du conseil. »

Les administrateurs et Commissaire aux Comptes

Le tableau ci-dessous récapitule les mandats des administrateurs et du Commissaire aux comptes.

Il est à noter qu'en 2015, la **commune de Biot est entrée au capital social par la cession d'actions intervenues entre la Commune de Vallauris Golfe Juan et celle de Biot entraînant notamment la suppression d'un siège d'administrateur pour la Commune de Vallauris Golfe Juan (Conseil municipal du 15 avril 2015).**

En effet, le Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA en date des :

- 13 avril 2015, a donné son agrément à l'entrée au capital social de la commune de Biot,
- 30 novembre 2015, a actualisé le Règlement intérieur de la société, le Règlement intérieur de la CAO et du CPSC en prenant acte :

- de la désignation par délibération du Conseil municipal de Biot n° 2015/67/5-01 du 24 juin 2015 visée par Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 1^{er} juillet 2015, de **Madame le Maire Guilaine DEBRAS, nouvelle administratrice** ;
- de la désignation par délibération du Conseil municipal de Vallauris Golfe Juan du 15 avril 2015 de **Monsieur Michel BERTRAND comme représentant de la commune de Vallauris Golfe Juan.**

Les formalités de publicité ont été réalisées (insertion dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social, dépôt au greffe du tribunal de commerce, insertion au BODACC, modification au RCS)

Le Kbis de la société a été mis à jour le 29 juillet 2015.

NOMS DES ADMINISTRATEURS	DUREE DU MANDAT – article 15 des STATUTS (AG constitutive du 30.06.2011, modif 1 CA 23.05.12 et AG 08.06.2012, modif 2 CA 04.03.2013 et AG 21.03.2013, modif 3 CA 18.04.2014 et AG mixte 24.07.2014 à la suite du renouvellement intégral des conseils municipaux de mars 2014 et de l'adhésion de la commune d'Opio + CA 13.04.2015 et AG mixte 06.07.2015 adhésion de Biot)	DATE DE RENOUELEMENT AGO
Représentant la commune de Valbonne Sophia Antipolis :		
1. Marc DAUNIS	<i>Prend fin avec celui de l'assemblée qui les a désignés- Elections municipales de mars 2014 : Délibération du Conseil municipal de Valbonne du 10 avril 2014 / CA du 18.04.2014</i>	AGO 16.06.2014
2.Martine BONNEAU	<i>idem</i>	AGO 16.06.2014
3.Richard SAVORNIN	<i>idem</i>	AGO 16.06.2014
4.Gautier DERONT-BOURDIN	<i>idem</i>	AGO 16.06.2014
5.Fabien DALMAS	<i>idem</i>	AGO 16.06.2014
6.Marie-José LANCHARRO	<i>idem</i>	AGO 16.06.2014
7.Eric SIMON	<i>idem</i>	AGO 16.06.2014
8.Frédéric BOSSARD	<i>idem</i>	AGO 16.06.2014
9.Alexandra ROUGELIN	<i>idem</i>	AGO 16.06.2014
10.Sandrine SELOSSE	<i>idem</i>	AGO 16.06.2014
Représentant la commune de Vallauris Golfe-Juan :		
11.Michel BERTRAND	<i>Conseil municipal du 23 avril 2014/ CA du 18.04.2014 Conseil municipal du 15 avril 2015/ CA du 30 nov 2015</i>	AGO des 16.06.2014 et 06.07.2015
<i>Michel VIANO</i>	<i>Siège supprimé à la suite de la cession d'actions de Vallauris à Biot – Conseil municipal du 15 avril 2015</i>	
Représentant la commune du Rouret :		
12.Gérald LOMBARDO	<i>Conseil municipal du 17 avril 2014/ CA du 18 avril 2014</i>	AGO 16.06.2014
Représentant la commune de Gourdon :		
13.Eric MELE	<i>Conseil municipal du 08 avril 2014/ CA du 18 avril 2014</i>	AGO 16.06.2014

Représentant la commune de Châteauneuf :		
14.Emmanuel DELMOTTE	<i>Conseil municipal du 16 avril 2014/ CA du 18 avril 2014</i>	AGO 16.06.2014
Représentant la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis :		
15.Marguerite BLAZY	<i>Conseil communautaire du 14 avril 2014/ CA du 18 avril 2014</i>	AGO 16.06.2014
Représentant la Commune de Roquefort-les-Pins :		
16.Henri DE RICHECOUR	<i>Conseil municipal du 10 avril 2014/ CA du 18 avril 2014</i>	AGO 16.06.2014
Représentant la Commune d'Opio :		
17.Thierry OCCELLI	<i>Conseil municipal du 27 mai 2014- rachat de 120 actions soit 5% du capital social à la Commune de Valbonne/ CA du 16 juin 2014 agrément de l'entrée au capital social / AG MIXTE du 24.07.2014 modification des STATUTS à la suite de l'entrée d'Opio et désignation du nouvel administrateur</i>	AG Mixte 24.07.2014
Représentant la Commune de Biot :		
18. Guilaine DEBRAS	<i>Conseil municipal du 24 juin 2015-rachat de 120 actions soit 5% du capital social à la commune de Vallauris Golfe Juan/ CA du 13 avril 2015 agrément de l'entrée au capital social/ AG Mixte du 06.07.2015</i>	AG Mixte 06.07.2015

NOM DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	DUREE DU MANDAT- AGO du 15 juin 2015 pour 6 ans soit jusqu'à l'issue de l'AG qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31.12.2020	DATE DE RENOUVELLEMENT AGO
Titulaire : SOCIETE FIDUCIAIRE DE COMMISSARIAT ET D'AUDIT sise 19 rue Alphonse 1 ^{er} , immeuble Les Mimosas 06200 NICE (immatriculée au RCS sous le n° 344 197 322)	<i>AGO 15 JUIN 2015</i>	<i>AGO Juin 2021 devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020</i>
Suppléant : Monsieur Jean-Claude MOREL sis 19 rue Alphonse 1 ^{er} 06200 NICE (en lieu et place de la société FIDUCIAIRE DE COMMISSARIAT ET D'AUDIT)	<i>AGO 15 JUIN 2015</i>	<i>AGO Juin 2021 devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020</i>

LISTE DES MANDATS OU FONCTIONS (salariées ou non) DES ADMINISTRATEURS DANS UNE AUTRE SOCIETE en 2015 :

- **Marc Daunis Administrateur de la SA SPL AREA PACA et Administrateur de la SA SPL ANTIPOLIS AVENIR**
- Gérald LOMBARDO, néant
- Eric MELE, néant
- Emmanuel DELMOTTE, néant
- Marguerite BLAZY, Présidente de la SACEMA, représentante de la CASA auprès des entreprises sociale (bailleurs) SA d'HLM Nouveau Logis Azur ; ERILIA ; LOGIS FAMILIAL ; ICF SUD EST MEDITERRANEE, administratrice à Côte d'Azur Habitat, représentante permanente de la CASA à la SPL ANTIPOLIS AVENIR, au théâtre communautaire (SPL TCA)
- Michel BERTRAND, néant
- Henri de RICHECOUR, salarié de Dow AgroSciences Export SAS
- Martine BONNEAU, néant
- Richard SAVORNIN, salarié chez Amadeus
- Gautier DERONT-BOURDIN, salarié auprès de L'AGAS (Association de Gestion des Assistants de Sénateurs)
- Fabien DALMAS, néant
- Marie-José LANCHARRO, néant
- Eric SIMON, salarié de la société Conztanz et gérant Majoritaire de la société Auckland Consulting
- Sandrine SELOSSE, salarié de l'Ecole nationale supérieure des Mines de Paris
- Thierry OCCELLI, gérant de la société Plaisance Paysage
- Guislaine DEBRAS, néant

Le personnel de la société

- La Directrice Générale Déléguée Laure GRANES-RIEU au 1^{er} janvier 2013
- Monsieur Jacques MASBOUNGI, chargé de mission Aménagement- Urbanisme Senior dont le CDI est passé de 10% à 50% depuis le 1^{er} janvier 2013 puis 40 % depuis le 01.01.2015
- Madame Laetitia BELTRANDO, Assistante de Direction en CDI au 1^{er} décembre 2013
- Monsieur Thibaut CASANOVA, Chargé d'Opérations en CDI depuis le 1^{er} juillet
- Madame Sophie GODEFROY, fonctionnaire territoriale en cumul d'activités accessoires sur la base de 20% de temps de travail au bénéfice de la SPL SOPHIA depuis le 1^{er} octobre 2013, chargée des achats et des marchés
- Monsieur Hervé BOUFFIER Chargé d'Opérations d'aménagement Junior en Contrat de génération avec J MASBOUNGI Senior, recruté le 01.04.2015.
Au 31.12.2015, l'effectif de la société se composait de : 4,6 ETP depuis le 01.04.2015 soit 1 ETP en plus depuis 2013
- La DGD Laure GRANES-RIEU
- Monsieur Jacques MASBOUNGI (50% et 40% depuis le 01.04.2015)
- Madame Laetitia BELTRANDO
- Monsieur Thibaut CASANOVA
- Madame Sophie GODEFROY (20%)

L'actionnariat salarié :

Les salariés de la société ne possèdent aucune participation dans le capital social de la SPL SOPHIA.

La rémunération des mandataires sociaux :

Conformément à l'article 24 des statuts et dans le respect des délibérations des assemblées concernées, aucune rémunération n'a été versée au Président Directeur Général ni aux mandataires sociaux ni à aucun autre mandataire.

Les décisions prises par le Conseil d'Administration et par l'Assemblée générale :

Le Conseil d'Administration (CA) de la SPL SOPHIA s'est réuni à 4 reprises en 2015 et il a statué sur les ordres du jour ci-après :

- ✓ **Séance du 16 février 2015 (1ere séance) :**

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 01 décembre 2014 visé par M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 5 décembre 2014
2. Présentation du compte-rendu du Comité permanent stratégique et de contrôle du 02 février 2015 par son Président
3. Approbation du Budget Prévisionnel 2015
4. Etat des marchés et marchés à procédure adaptée (MAPA) passés en 2014
5. Fixation du calendrier 2015 des réunions du Comité Permanent Stratégique et de Contrôle (CPSC), du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale
6. Présentation d'un point général sur les opérations en cours et en projet et suivi du plan d'affaires par M le Président Directeur Général

Ont assisté à ce CA 11 administrateurs ainsi que Monsieur le Commissaire aux Comptes, Philippe LUCCHESI.

✓ **Séance du 13 avril 2015** (2ème séance) :

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 16 février 2015 visé par M le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 20 février 2015
2. Présentation du compte-rendu du Comité Permanent Stratégique et de Contrôle du 30 mars 2015 par son Président
3. Arrêté des comptes de l'exercice 2014 - Présentation par Madame Delphine CASTELLA, expert-comptable, directrice régionale cabinet d'expertise-comptable Sémaphores
4. Arrêté du Rapport de Gestion 2014 qui sera soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle
5. Approbation du Rapport 2014 du Président du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale
6. Approbation du Compte-rendu annuel d'activités 2014 à la Commune de Valbonne Sophia Antipolis, de la concession d'aménagement de la ZAC des Clausonnes
7. Approbation du Compte-rendu annuel d'activités 2014 à la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, de la concession d'aménagement de la ZAC d'intérêt communautaire des Hauts de Roquefort sise à Roquefort-les-Pins
8. Convocation de l'Assemblée Générale Mixte, élaboration de l'ordre du jour et présentation du texte des résolutions
9. Souscription d'un emprunt par la SPL SOPHIA avec garantie d'emprunt de la Commune de Valbonne Sophia Antipolis au titre du Contrat de Prestations Intégrées (CPI) de concession d'aménagement de la ZAC des Clausonnes
10. Approbation de la modification du bail des locaux de la SPL SOPHIA au sein du centre administratif, place Joseph Bermond à Valbonne
11. Prise d'acte de la convention de participation entre la Commune de Valbonne et la SCI BRUTUS et Approbation de la Promesse Unilatérale de Vente entre la SCI BRUTUS et la SPL SOPHIA, au titre de la ZAC des Clausonnes
12. Présentation d'un point général des opérations en cours et en projet et suivi du plan d'affaires par M le Président Directeur Général
13. Agrément de l'entrée au capital de la SPL SOPHIA de la Commune de Biot

Ont assisté à ce CA 10 administrateurs ainsi que Monsieur le Commissaire aux Comptes, Philippe LUCCHESI et Madame Delphine CASTELLA, expert-comptable, directrice régionale du cabinet d'expertise-comptable Sémaphores.

✓ **Séance du 06 juillet 2015** (3ème séance) :

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 13 avril 2015 visé par M le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 21 avril 2015
2. Approbation de l'avenant n°3 au Contrat de Prestations Intégrées (CPI) pour la construction de l'Espace associatif et culturel polyvalent du Rouret – Approbation du bilan prévisionnel rectifié
3. Approbation de l'avenant n° 2 au Contrat de Prestations Intégrées (CPI) pour la réalisation d'une école maternelle et d'un parc de stationnement souterrain à Le Pont du Loup à Gourdon

4. Approbation de l'avenant n° 4 au Contrat de Prestations Intégrées (CPI) relatif aux « études et à la réalisation des travaux de modernisation des réseaux et la rénovation des revêtements de surface des rues du village » sis à Valbonne Sophia Antipolis
5. Approbation de l'avenant n° 1 au Contrat de Prestations Intégrées (CPI) pour la requalification du chemin de Val Martin sis à Valbonne Sophia Antipolis
6. Approbation de l'acquisition par la SPL SOPHIA des lots privatifs de la parcelle AP 10 appartenant à la Commune de Valbonne dans le cadre de l'aménagement de la ZAC des Clausonnes
7. Approbation de la convention de participation avec la société VICAT et la Commune de Valbonne sur la ZAC des Clausonnes
8. Approbation du Contrat de Prestations Intégrées (CPI) d'acquisitions foncières d'opportunité relatives aux projets de logements des Bourrelles et de Peidessalle- acquisition par la SPL SOPHIA des terrains communaux- souscription des emprunts et garantie d'emprunts de la Commune de Valbonne Sophia Antipolis
9. Ouverture d'une ligne de crédit relais sous forme d'un découvert individualisé auprès du Crédit Coopératif au titre du Contrat de Prestations Intégrées (CPI) de concession d'aménagement de la ZAC d'intérêt communautaire « Les Hauts de Roquefort » sise à Roquefort-les-Pins
10. Présentation d'un point général des opérations en cours et en projet et suivi du plan d'affaires par M le Président Directeur Général

Ont assisté à ce CA 11 administrateurs.

✓ **Séance du 30 novembre 2015** (4^{ème} séance) :

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 06 Juillet 2015 visé par M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 07 août 2015
2. Approbation du Règlement Intérieur actualisé à la suite de l'entrée de la Commune de BIOT au capital social et prise d'acte de la désignation des administrateurs
3. Actualisation du Règlement Intérieur de la Commission d'Appel d'Offres de la SPL SOPHIA et de sa composition, à la suite de l'entrée au capital social de la commune de BIOT
4. Désignation des membres du Comité Permanent Stratégique et de Contrôle (CPSC) à la suite de l'entrée de la Commune de BIOT au capital social
5. Approbation du texte des résolutions portant sur la modification des statuts de la SPL SOPHIA par l'Assemblée Générale Extraordinaire et convocation de l'Assemblée générale extraordinaire en vue de la modification des statuts
6. Approbation de la convention de participation financière de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) relative à la construction de la déchetterie communautaire sur la ZAC d'intérêt communautaire « Les Hauts de Roquefort » sise à Roquefort-les-Pins
7. Approbation de l'avenant n° 3 au Contrat de Prestations Intégrées (CPI) relatif à la réalisation d'une école maternelle et d'un parc de stationnement souterrain à Pont du Loup à Gourdon
8. Approbation de l'avenant n° 1 portant résiliation du Contrat de Prestations Intégrées (CPI) d'acquisitions foncières d'opportunités des Bourrelles et de Peidessalle
9. Approbation de l'avenant n° 1 au Contrat de Prestations Intégrées (CPI) relatif à la réhabilitation et extension de la Ferme Bermond à Valbonne Sophia Antipolis
10. Approbation de la convention cadre pour la réalisation d'un ensemble d'actions entrant dans le cadre de la politique patrimoniale et foncière de la Commune du Rouret
11. Approbation du Contrat de Prestations Intégrées (CPI) avec la Commune du Rouret relatif aux études préalables de faisabilité sur deux sites communaux (centre village ouest et propriété le Clos des Tilleuls) en vue de la réalisation d'une opération d'aménagement mixte portant logements, commerces, services et équipements publics
12. Approbation du Contrat de Prestations Intégrées (CPI) d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une opération d'aménagement mixte comprenant des logements et des bureaux sur le secteur du Pré de Bâti à Valbonne Sophia Antipolis, en application de la convention cadre pour la réalisation d'un ensemble d'actions entrant dans le cadre de la politique foncière et patrimoniale

13. Approbation du Contrat de Prestations Intégrées (CPI) pour la réalisation d'une opération d'aménagement mixte comprenant des logements et des bureaux sur les terrains appartenant à la société Air France, sis à Valbonne Sophia Antipolis
14. Présentation d'un point général des opérations en cours et en projet et suivi du plan d'affaires par M le Président Directeur Général (Focus sur l'aménagement de la ZAC d'intérêt communautaire « Les Hauts de Roquefort » à Roquefort-les-Pins)

Ont assisté à ce CA 12 administrateurs.

L'Assemblée générale des actionnaires :

✓ **L'Assemblée générale ordinaire annuelle s'est réunie le 15 juin 2015** afin de :

- Approuver le rapport de gestion sur l'activité et les comptes de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et DONNE QUITUS aux Administrateurs de l'exécution de leur mandat pour l'exercice approuvé ;
- Approuver le rapport du Commissaire aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et QUITUS ;
- Approuver les conventions visées par les dispositions de l'article L225-38 et L225-42 du Code de commerce, présentées dans le rapport spécial du Commissaire aux Comptes, la Commune de Valbonne représentée par Marc DAUNIS ne prenant pas part au vote
- Approuver l'affectation du résultat excédentaire de 168 398 €uros au compte «report à nouveau».
- Prendre acte du rapport 2014 du Président du Conseil d'Administration tel qu'approuvé par le Conseil d'Administration du 13 avril 2015.
- Renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes titulaire de la Société FIDUCIAIRE DE COMMISSARIAT ET D'AUDIT et de nommer en qualité de commissaire aux comptes suppléant, Monsieur Jean-Claude MOREL sis 19 rue Alphonse 1^{er}, immeuble Les Mimosas 06200 NICE et immatriculée au RCS de Nice sous le numéro 344 197 322, pour une durée de 6 exercices soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.
- Donner tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du présent procès-verbal pour remplir toutes les formalités de droit.

✓ **L'Assemblée générale extraordinaire s'est réunie le 06 juillet 2015** afin de :

- Modifier les statuts de la SPL SOPHIA après l'entrée au capital de la société de la Commune de BIOT ;
- Donner tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du présent procès-verbal pour remplir toutes les formalités de droit.

✓ **L'Assemblée générale ordinaire annuelle s'est réunie le 24 juillet 2014** afin de :

- Désigner le nouvel Administrateur admis au Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA tel que proposé par l'Assemblée délibérante de la Commune de BIOT dans sa séance du 24 juin 2015, à savoir Madame Guilaine DEBRAS, Maire de la Commune de BIOT et Prendre acte de la désignation de l'Administrateur représentant la Commune de Vallauris Golfe Juan par délibération de son conseil municipal du 15 avril 2015, en la personne de Monsieur Michel BERTRAND ;
- Donner tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit

Les modifications statutaires :

Les statuts de la SPL SOPHIA ont été modifiés de la manière suivante et approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 06 juillet 2015 :

Pour mémoire, outil permettant aux collectivités locales d'optimiser la gestion de leurs services publics locaux en permettant l'application de la jurisprudence des contrats « in house » mais également parce que les Sociétés Publiques Locales (SPL) ne peuvent travailler que pour leurs actionnaires publics et sur leurs territoires, il avait

été prévu dès l'origine que de nouvelles collectivités ou groupement de collectivités pourraient intégrer la SPL SOPHIA au moyen de cession d'actions effectuées par les actionnaires d'origine.

Ainsi, la Société a pour objet la mise en valeur des territoires des communes et groupement de communes actionnaires notamment par la mise en œuvre de diverses opérations d'aménagement urbain. Dans ce cadre et celui de l'article L 1531-1 du code général des collectivités territoriales qui dispose que « ces sociétés sont compétentes pour réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, des opérations de construction ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général. », la Société pourra :

- Mener toutes actions d'aménagement et, pour ce faire, procéder à toute acquisition, location, vente, concession d'usage ou mise à disposition des terrains et immeubles réaménagés ou construits par elle ;
- Réaliser la construction d'immeubles et équipements publics ;
- Exercer toutes activités de gestion déléguée de services industriels et commerciaux, particulièrement s'agissant d'espaces, équipements et activités portuaires ;
- Créer et exploiter des parcs immobiliers d'entreprises.

La Société pourra, d'une façon générale, procéder à l'étude et à la mise en œuvre de toute opération d'aménagement, construction ou gestion liée aux actions ci-dessus, ainsi que réaliser ou participer à la réalisation de toute étude ou opération de même nature favorisant directement ou indirectement les missions ci-dessus. Elle pourra se voir confier les délégations de services publics de gestion rendues nécessaires par son activité.

Plus généralement, elle accomplira toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, dans le respect des lois régissant lesdites opérations.

La Société exercera les activités visées ci-dessus exclusivement pour le compte de ses actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales actionnaires.

La Société issue de la transformation de la Société d'Economie Mixte SOVALAC, n'est partie à aucun contrat qui n'est pas conforme à son objet social à la date de sa création.

Par ailleurs un nouveau schéma de gouvernance de la technopole Sophia Antipolis a été acté afin d'accroître l'efficacité et la lisibilité des actions des différents acteurs politiques et opérationnels. Cette nouvelle gouvernance adoptée par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et le Comité syndical du Syndicat Mixte Sophia Antipolis (SYMISA) dans sa séance du 3 décembre 2012 est fondée sur le schéma suivant :

1. La gouvernance de la technopole repose sur le couple indissociable CASA/ SYMISA
2. Ce couple CASA/ SYMISA pourra s'appuyer sur deux outils pour mener ses actions :
 - La Société Publique Locale « SPL SOPHIA »
 - Le projet Sophia Vision pour animer et faire vivre le réseau des acteurs de la technopole.

Les statuts de la SPL prévoient un Conseil d'Administration composé de 18 membres.

Afin de pouvoir accueillir la Commune de Roquefort-les-Pins qui s'est déclarée intéressée, le Conseil municipal de la Commune de Valbonne par délibération n° 7938 du 18 décembre 2012, a approuvé la cession de 120 actions à son profit, soit une participation à hauteur de 11 520 euros (souscription de 120 actions de 96 euros chacune) soit 5% du capital social.

Par délibération n°2012/66 du 18 décembre 2012, le Conseil municipal de la Commune de Roquefort-les-Pins a décidé de son adhésion à la SPL SOPHIA, approuvé sa participation au capital social, fixé le montant de sa participation à 11 520 euros correspondant à 5% du montant du capital social soit la souscription de 120 actions de 96 euros chacune, a approuvé les statuts de la SPL SOPHIA et désigné un représentant de la commune pour siéger au Conseil d'Administration, aux Assemblées Générales ainsi qu'au Comité permanent stratégique et de contrôle de la SPL SOPHIA en la personne de Monsieur Bernard POTTIER.

La Commune de Roquefort-les-Pins dispose donc d'un Administrateur.

Le Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA dans sa séance du 4 mars 2013 a donné son agrément à l'entrée de la commune de Roquefort-les-Pins au capital de la société et l'Assemblée Générale Mixte du 21 mars 2013 a approuvé la modification des statuts ainsi que désigné Monsieur Bernard POTTIER, nouvel Administrateur tel que proposé par le Conseil municipal de ladite Commune le 18 décembre 2012.

Afin de pouvoir accueillir la Commune d'OPIO qui s'est déclarée intéressée, le Conseil municipal de la Commune de Valbonne, par délibération n° 8266 du 26 juin 2014 visée par Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 3 juillet 2014, a approuvé la cession de 120 actions à son profit, soit une participation à hauteur de 11 520 euros (souscription de 120 actions de 96 euros chacune) soit 5% du capital social.

Par délibération n°02 du 27 mai 2014 transmise à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 3 juin 2014, le Conseil municipal de la Commune d'Opio a décidé de son adhésion à la SPL SOPHIA, approuvé sa participation au capital social, fixé le montant de cette participation à 11 520 euros correspondant à 5% du capital social soit la souscription de 120 actions de 96 euros chacune, a approuvé les statuts de la SPL SOPHIA et désigné un représentant de la Commune pour siéger au Conseil d'Administration, aux Assemblées Générales ainsi qu'au Comité permanent stratégique et de contrôle de la SPL SOPHIA. La Commune d'Opio dispose donc d'un Administrateur.

Le Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA dans sa séance du 16 juin 2014 a donné son agrément à l'entrée de la Commune d'Opio au capital de la SPL SOPHIA.

Afin de pouvoir accueillir la Commune de BIOT qui s'est déclarée intéressée par délibération de son Conseil municipal n° 2015/67/05-01 en date du 24 juin 2015, visé par M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 1^{er} juillet 2015 et a décidé de son adhésion à la SPL SOPHIA à hauteur de 5% de son capital social soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros, à racheter à la Commune de VALLAURIS GOLFE JUAN.

Le Conseil municipal de la Commune de Vallauris Golfe Juan par délibération n° DE-1504B-0013 du 15 avril 2015 visée par M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 22 avril 2015 a approuvé la cession de 120 actions au profit de la Commune de BIOT et ne dispose désormais que d'1 siège d'Administrateur et de 11% du capital social.

Le Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA a agréé l'entrée au capital de la société de la commune de BIOT dans sa séance du 13 avril 2015.

La SPL SOPHIA compte désormais 9 collectivités ou groupement de collectivités actionnaires et le capital social est désormais réparti comme suit :

- Commune de Valbonne : 54% du capital soit 10 administrateurs soit 1296 actions de 96 euros chacune soit 124 416 euros de participation ;
- Commune de Vallauris : 11% du capital soit 1 administrateur soit 264 actions de 96 euros chacune soit 25 344 euros de participation ;
- Commune du Rouret : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Gourdon : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Châteauneuf : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : 5% du capital soit 1 administratrice soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Roquefort-les-Pins : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune d'Opio : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Biot : 5% du capital soit 1 administratrice soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation.

Le Conseil d'Administration a par conséquent, dans sa séance du 30 novembre 2015, également procédé à la modification du Règlement Intérieur de la SPL SOPHIA et du Règlement Intérieur de la Commission d'Appel d'Offres.

Le Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA a procédé aux désignations suivantes :

- ✓ Pour mémoire, lors de sa séance du 26 septembre 2011 confirmée dans sa séance du 18 avril 2014, Marc DAUNIS est désigné **Président Directeur Général** de la SPL SOPHIA, il assure à ce titre la direction générale de la société ;
- ✓ Lors de sa séance du 30 novembre 2015, le Conseil d'Administration, à la suite de l'entrée au capital social de la Commune de BIOT, a actualisé en conséquence la composition de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) de la Société.

Ainsi, les NEUF collectivités ou groupement de collectivités actionnaires sont représentés et le CA a désigné les membres de la **Commission d'Appel d'Offres** (CAO) comme suit :

- Marc DAUNIS, en tant que Président de la CAO et Gautier DERONT-BOURDIN suppléant,
- Valbonne Sophia Antipolis : Martine BONNEAU, membre titulaire et Sandrine SELOSSE suppléante,
- Vallauris Golfe Juan : Michel BERTRAND, membre titulaire,
- Le Rouret : Gérald LOMBARDO, membre titulaire et Richard SAVORNIN suppléant,
- Gourdon : Eric MELE, membre titulaire et Fabien DALMAS suppléant,
- Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : Marguerite BLAZY, membre titulaire et Marie-José LANCHARRO suppléante,
- Châteauneuf : Emmanuel DELMOTTE, membre titulaire et Frédéric BOSSARD suppléant,
- Roquefort-les-Pins : Henri de RICHECOUR, membre titulaire et Eric SIMON suppléant,
- Opio : Thierry OCCELLI, membre titulaire et Alexandra ROUGELIN suppléante,
- Biot : Guilaine DEBRAS, membre titulaire.

Les membres suppléants non mobilisés seront appelés en cas de besoin pour suppléer les membres titulaires des communes de Vallauris Golfe Juan et Biot.

Le Règlement Intérieur (RI) des procédures d'achat et de la Commission d'Appel d'Offres de la SPL SOPHIA a été actualisé par le CA dans sa séance du 30 novembre 2015. Tous les actionnaires sont représentés à la CAO.

Le RI annexé au procès-verbal du Conseil d'Administration du 30 novembre 2015, a été visé par Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 4 décembre 2015.

- ✓ Lors de sa séance du 30 novembre 2015, à la suite de l'entrée au capital social de la Commune de BIOT et à la désignation de Madame Guilaine DEBRAS, Maire de la Commune, par le Conseil municipal, le Conseil d'Administration a désigné les membres du **Comité permanent stratégique et de contrôle** comme suit :
- Monsieur Gérald LOMBARDO, Maire du Rouret, représentant la commune du Rouret et **Président du comité** (délibération du Conseil municipal du 17 avril 2014 et CA du 18.04.2014),
- Monsieur Emmanuel DELMOTTE, Maire de Châteauneuf, représentant la commune de Châteauneuf (délibération du Conseil municipal du 15 avril 2014 et CA du 18.04.2014),
- Madame Marguerite BLAZY, représentant la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (délibération du Conseil communautaire du 14 avril 2014 et CA du 18.04.2014),
- Monsieur Eric MELE, Maire de Gourdon, représentant la commune de Gourdon (délibération du Conseil municipal du 15 avril 2014 et CA du 18.04.2014),
- Madame Martine BONNEAU représentant la commune de Valbonne Sophia Antipolis (délibération du Conseil municipal du 10 avril 2014 et CA du 18.04.2014),
- Monsieur Henri de RICHECOUR, représentant la commune de Roquefort-les-Pins (délibération du Conseil municipal du 10 avril 2014, CA des 18 avril et 16 juin 2014),
- Monsieur Michel BERTRAND représentant la commune de Vallauris Golfe Juan (délibération du Conseil municipal du 23 avril 2014 et CA du 16 juin 2014),
- Monsieur Thierry OCCELLI, Maire d'Opio, représentant la commune d'Opio (délibération du Conseil municipal du 27 mai 2014 et CA du 3 novembre 2014),
- Madame Guilaine DEBRAS, Maire de Biot, représentant la Commune de Biot (délibération n° 2015/67/5-01 du 24 juin 2015 visée par M. le Sous-préfet de l'arrondissement de Grasse le 1^{er} juillet 2015),
- Monsieur Marc DAUNIS, Président Directeur Général de la SPL SOPHIA (délibération du Conseil municipal du 10 avril 2014 et CA du 18.04.2014),
- Madame Laure GRANES-RIEU, Directrice Générale Déléguée de la SPL SOPHIA,
- Monsieur Jacques MASBOUNGI, Chargé de mission Aménagement de la SPL SOPHIA.

Les 17 Administrateurs de la SPL SOPHIA étaient donc :

- Administrateurs représentant la Commune de Valbonne Sophia Antipolis : Marc DAUNIS, Martine BONNEAU, Richard SAVORNIN, Gautier DERONT-BOURDIN, Fabien DALMAS, Marie-José LANCHARRO, Eric SIMON, Frédéric BOSSARD, Sandrine SELOSSE, Alexandra ROUGELIN.
Le Conseil municipal de la Commune de Valbonne Sophia Antipolis dans sa séance du 03 décembre 2015 a approuvé la modification des statuts et désigné les **9 administrateurs de la Commune comme suit** : Marc DAUNIS, Martine BONNEAU, Richard SAVORNIN, Gautier DERONT-BOURDIN, Fabien DALMAS, Marie-José LANCHARRO, Eric SIMON, Frédéric BOSSARD, Sandrine SELOSSE.
- 1 Administrateur représentant la Commune de Vallauris Golfe-Juan : Michel BERTRAND,
- 1 Administrateur représentant la Commune du Rouret : Gérard LOMBARDO,
- 1 Administrateur représentant la Commune de Gourdon : Eric MELE,
- 1 Administrateur représentant la Commune de Châteauneuf : Emmanuel DELMOTTE,
- 1 Administratrice représentant la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : Marguerite BLAZY,
- 1 Administrateur représentant la Commune de Roquefort-les-Pins : Henri de RICHECOUR,
- 1 Administrateur représentant la Commune d'Opio : Thierry OCCELLI,
- 1 Administratrice représentant la Commune de Biot : Guilaine DEBRAS.

DEUXIEME PARTIE : ORIENTATIONS STRATEGIQUES, VIE SOCIALE ET ACTIVITES OPERATIONNELLES PENDANT L'EXERCICE 2015

Le Conseil d'Administration lors de sa séance du 6 février 2012 a fixé les orientations stratégiques suivantes :

Issue de la transformation de la SOVALAC à l'initiative de la Ville de Valbonne et de l'adhésion initiale des Communes de Vallauris, Le Rouret et Gourdon, la SPL Sophia a pour objet la mise en valeur des territoires des Communes actionnaires notamment par la mise en œuvre de diverses opérations d'aménagement et de développement urbain.

Afin de répondre pleinement aux attentes des quatre communes actionnaires initiales, la Société doit mettre en place une stratégie de développement mesurée lui permettant d'adapter progressivement ses moyens en fonction des opérations dont elle aura la charge.

Pour y parvenir, il est proposé de mettre en œuvre un développement en trois temps :

- Constitution d'un volant d'activités composé d'affaires en mandat pour des travaux d'aménagement ou de superstructures identifiés par les collectivités actionnaires, dont la réalisation est envisagée à court terme. Ces activités comprennent les opérations engagées par la SOVALAC au cours des années précédentes.
Parallèlement, et pour préparer l'activité des années 2013, 2014 et au-delà, il convient d'engager la Société dans des études pré opérationnelles, aux côtés des élus, en vue du lancement de projets urbains à fort potentiel. Parmi ceux-ci, la ZAC des Clausonnes et l'aménagement des terrains attenants sur le territoire de Vallauris représentent un enjeu déterminant. Il en est de même des projets de restructuration du centre du Rouret ou bien de la requalification du terrain au lieudit « le Bosquet » à Gourdon.
- Dans un deuxième temps, le développement de la Société sera caractérisé par la prise en charge et la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC des Clausonnes. Le montant des travaux envisagés et la taille de l'opération nécessiteront sans aucun doute, la mise en place de moyens dédiés de manière à ne pas augmenter structurellement les charges de la Société.

Les activités d'aménagement issues d'études engagées à l'initiative de la Ville de Vallauris (Le Rayon de Soleil) ou de la Commune du Rouret (Centre Village) pourraient également être prises en compte dans cette phase de développement.

- La troisième phase du développement consisterait à renforcer la présence et développer l'activité de la Société dans son territoire. Il s'agira, une fois que son intégration dans les dispositifs opérationnels des collectivités concernées aura pleinement réussi, d'envisager une adaptation de ses moyens aux évolutions des besoins de ses actionnaires avec notamment le développement d'activités immobilières et la prise en charge d'activités et de services en DSP.

Une évolution de son actionnariat et, par voie de conséquence de son périmètre d'intervention pourrait alors être envisagé.

Par ailleurs l'Assemblée Générale Mixte du 06 Juillet 2015 qui a approuvé la modification des statuts à la suite de l'entrée au capital social de la commune de BIOT a rappelé que :

Outil permettant aux collectivités locales d'optimiser la gestion de leurs services publics locaux en permettant l'application de la jurisprudence des contrats « in house » mais également parce que les Sociétés Publiques Locales (SPL) ne peuvent travailler que pour leurs actionnaires publics et sur leurs territoires, il avait été prévu dès l'origine que de nouvelles collectivités ou groupement de collectivités pourraient intégrer la SPL SOPHIA au moyen de cession d'actions effectuées par les actionnaires d'origine.

C'est ainsi que la Commune de Biot est entrée au capital social en 2015.

Ainsi, la Société a pour objet la mise en valeur des territoires des communes et groupement de communes actionnaires notamment par la mise en œuvre de diverses opérations d'aménagement urbain. Dans ce cadre et celui de l'article L 1531-1 du code général des collectivités territoriales qui dispose que « ces sociétés sont compétentes pour réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, des opérations de construction ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général. », la Société pourra :

- *Mener toutes actions d'aménagement et, pour ce faire, procéder à toute acquisition, location, vente, concession d'usage ou mise à disposition des terrains et immeubles réaménagés ou construits par elle ;*
- *Réaliser la construction d'immeubles et équipements publics ;*
- *Exercer toutes activités de gestion déléguée de services industriels et commerciaux, particulièrement s'agissant d'espaces, équipements et activités portuaires ;*
- *Créer et exploiter des parcs immobiliers d'entreprises.*

La Société pourra, d'une façon générale, procéder à l'étude et à la mise en œuvre de toute opération d'aménagement, construction ou gestion liée aux actions ci-dessus, ainsi que réaliser ou participer à la réalisation de toute étude ou opération de même nature favorisant directement ou indirectement les missions ci-dessus.

Elle pourra se voir confier les délégations de services publics de gestion rendues nécessaires par son activité.

Plus généralement, elle accomplira toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, dans le respect des lois régissant lesdites opérations.

La Société exercera les activités visées ci-dessus exclusivement pour le compte de ses actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales actionnaires.

La Société issue de la transformation de la Société d'Economie Mixte SOVALAC, n'est partie à aucun contrat qui n'est pas conforme à son objet social à la date de sa création.

Par ailleurs un nouveau schéma de gouvernance de la technopole Sophia Antipolis a été acté afin d'accroître l'efficacité et la lisibilité des actions des différents acteurs politiques et opérationnels. Cette nouvelle gouvernance adoptée par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et le Comité syndical du Syndicat Mixte Sophia Antipolis (SYMISA) dans sa séance du 3 décembre 2012 est fondée sur le schéma suivant :

1. *La gouvernance de la technopole repose sur le couple indissociable CASA/ SYMISA*
2. *Ce couple CASA/ SYMISA pourra s'appuyer sur deux outils pour mener ses actions :*

- *La Société Publique Locale « SPL SOPHIA »*
- *Le projet Sophia Vision pour animer et faire vivre le réseau des acteurs de la technopole.*

Les statuts de la SPL prévoient un Conseil d'Administration composé de 18 membres.

Le Conseil d'Administration dans sa séance du 16 février 2015 a approuvé le Budget prévisionnel 2015, examiné dans le cadre d'une séance de travail du 2 février 2015, consacrée à l'élaboration prospective du Plan d'affaires 2020 par le Comité Permanent Stratégique et de Contrôle.

1) Le Plan d'affaires au CA du 16 février 2015 :

Le CA dans sa séance du 16 février 2015 a précisé que le plan d'affaires de la société comportait fin 2014 : 25 opérations ayant fait l'objet de Contrats de Prestations Intégrées signés dont 3 opérations en concession d'aménagement et 21 contrats de mandat soit 5 réalisées (VSA 01, VSA 07, VSA 12, VSA 14, VSA 20), 4 suspendues (VSA 05-06 Bouillides, VSA 08, VGJ 04 Rayon de Soleil, GOU 01 Les Bosquets) soit **15 opérations en cours** (CA du 1^{er} décembre 2014) .

2) Le suivi du Plan d'affaires est présenté par M. le Président Directeur Général à chaque séance du Conseil d'Administration.

3) Le Plan d'affaires au CA du 30 novembre 2015 portait sur :

- **8 opérations en mandat** : LR 01 Espace associatif et culturel polyvalent au Rouret, CHA 01 Parking La Cazette, GOU 02 Ecole et parc de stationnement à Pont du Loup à Gourdon, VSA 03 Ferme Bermond, VSA 02 Chemin Val Martin, VSA 09 rues du village, VSA 17 études logements Peidessalle, OPIO 01 Le Gorgier ;
- **2 concessions d'aménagement** : ZAC IC Hauts de Roquefort et ZAC des Clausonnes à Valbonne
- 1 convention-cadre avec Valbonne Sophia Antipolis
- 1 convention- cadre avec Le Rouret
- **1 CPI études opération d'aménagement Centre Village Le Rouret**
- **1 CPI études Pré de Bâti avec Valbonne Sophia Antipolis**
- Retiré par VSA - 1 CPI études terrains Air France : Valbonne a sollicité la CASA
- **1 projet de CPI études Saint Eloi soumis à la Commune de Biot**
- 1 CPI signé VSA 10 Impasse de la Giraudière : pas de suites données par Valbonne
- **1 opération achevée CPI études opération de logements aux Bourrelles à Valbonne**
- 4 opérations suspendues par les collectivités actionnaires concernées : ZAC Rayon de Soleil à Vallauris Golfe Juan, VSA 05-06 Bouillides, VSA 08 Pré de la Vignasse, GOU 01 Les Bosquets
- 1 CPI non signé LR 02 Crèche
- **1 CPI pour des acquisitions foncières d'opportunité en vue de la réalisation de logements aux Bourrelles et à Peidessalle à Valbonne Sophia Antipolis, approuvé par le Conseil municipal de Valbonne du 25 juin 2015 et le Conseil d'Administration du 6 juillet 2015 ainsi que souscription des emprunts correspondants avec garantie d'emprunt de la Valbonne – CPI signé le 28 août 2015 - **résilié par avenant par la Commune par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2015 - Conseil d'Administration du 30 novembre 2015 - Contrat de prêt non signé par la SPL****

4) Elaboration prospective du Plan d'affaires par le Comité Permanent Stratégique et de Contrôle, M le PDG et le CA lors de sa séance du 30 novembre 2015 :

Le Conseil d'Administration après présentation par M le PDG, a arrêté les éléments suivants d'élaboration prospective du Plan d'Affaires de la Société :

M le PDG fait état des éléments suivants : le CPSC s'est réuni le 2 février 2015 afin de consacrer une séance de travail à l'élaboration prospective du Plan d'affaires 2015-**2020**.

Lors de cette réunion à laquelle a été conviée M le DGS de la CASA, les opérations d'intérêt communautaire suivantes ont été listées :

- ZAC du Fugueiret à Valbonne Sophia Antipolis
- Zone artisanale à Opio
- Plateau de la Sarrée à Bar sur Loup
- Le secteur des Prés à Biot
- Pré du Lac à Châteauneuf
- Place Sophie Laffitte à Valbonne Sophia Antipolis

M le Maire du Rouret et Conseiller départemental, Gérald Lombardo, a fait état lors de cette réunion d'un certain nombre de projets communaux. Ainsi, un projet de convention cadre a été soumis à M le Maire le 17 juin 2015 ainsi qu'un projet de CPI d'études. Ces contrats ont été décidés par le Conseil municipal du Rouret dans sa séance du 26 novembre 2015 et soumis à l'approbation du Conseil d'Administration dans sa séance du 30 novembre 2015.

M le PDG a reçu M le DGS de la CASA le 27 avril 2015 concernant l'avancement des opérations d'intérêt communautaire ainsi que rencontrait M le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Lors de la réunion technique du 10 novembre 2015 avec M le DGA de la CASA, A Follot, l'actualisation du Plan d'affaires relatif aux opérations d'intérêt communautaire a été opérée de la manière suivante :

- ZAC IC du Fugueiret : 4^{ème} trimestre 2016, la SPL SOPHIA sera missionnée en concession d'aménagement ;
- Zone artisanale à Opio : projet 2016 ;
- place Sophie Laffitte : 2016.
- ZAE La Sarrée à Bar sur Loup : 1^{er} trimestre 2016
- secteur des Prés à Biot
- Pré du Lac à Châteauneuf : pas d'échéancier à ce stade
- Tourrettes sur Loup
- Gourdon : étude de densification CASA restituée à la Commune

La Commune de Tourrettes sur Loup a sollicité son entrée au capital social de la SPL SOPHIA.

La modification des statuts permettant d'intégrer cette nouvelle collectivité actionnaire ainsi que d'autres, marquant ainsi la dimension intercommunale et communautaire de la Société a été enclenchée en 2015.

La Commune de Bar sur Loup s'est rapprochée de la SPL SOPHIA.

Le BP 2015 a été approuvé par le CA du 16.02.2015 comme suit :

BUDGET PREVISIONNEL 2015 et Plan d'affaires 2016-2018									
CPSC 02/02/15 CA 16/02/15									
RECETTES	€ HT (hors rém SPL)	REM SPL	Bilan 2012	Bilan 2013	Bilan PREV 2014	BP 2015	2 016	2 017	2 018
GOURDON									
Amenag cœur quartier Les Bosquets	384 000,00	0,05	5 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecole du Pont du Loup (avenant 1 25	2 187 500,00	0,05		10 354,00	27 271,10	21 425,00	40 000,00	8 450,00	0,00
LE ROURET									
Espace Associatif Culturel polyvalent	3 624 381,00	0,045	43 862,00	29 241,00	0,00	59 214,00	13 888,00	0,00	0,00
Etudes Crèche	30 000,00	0,03			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
VALLAURIS									
Cuisine centrale									
Etudes ZAC Rayon de soleil	42 000,00	8250€HT	2 475,00	3 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Acquisitions foncières future ZAC Le rayon de soleil									
VALBONNE									
Amphithéâtre des campouns	658 782,38€TTC quitus 22,	26387€TTC	8 212,00	0,00	8 422,32				
Chemin du val martin	1 650 000,00	0,04				0,00	0,00	0,00	0,00
Ferme bermond	2 600 000,00	0,04		11 410,00	16 714,41	7 500,00	12 931,00	0,00	0,00
Dejo	4 356 122,00	0,05	52 160,00	57 021,00	20 000,00	2 000,00			
Bouillide zone 2	1 341 000,00	0,05		0,00	0,00	0,00			
Bouillide zone 3	1 341 000,00	0,05		0,00	0,00	0,00			
Cimetière darbousson zone 4	457 563,25€TTC quitus 23,	22819€TTC	7 224,00	10 114,00	1 736,03	2 583,70			
Pré de la vignasse	2 593 645,48	0,05	12 968,00	0,00	0,00				
Rues du village	1 963 155,00	0,05	14 061,00	30 724,00	14 685,00	20 000,00	14 267,00	0,00	0,00
Giratoire rd3/rd4	280 936,45	0,05	2 107,00	2 107,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etude développement village	60 000,00	forfait				0,00	0,00	0,00	0,00
Etude zac clausonnes	367 893,00	forfait	19 800,00	46 200,00	0,00	46 200,00	0,00	0,00	0,00
CONCESSION Aménagt ZAC Clausonnes				133 186,00	232 885,40	116 055,00	342 950,00	0,00	0,00
Place Bermond	1 200 000,00	0,05		45 000,00	6 000,00	-1 013,00			
Trottoirs rte Dollines	298 000,00	0,06		16 092,00	-2 373,61				
Etudes Logements Peidessale	115 000,00	20400€TTC				20 400,00			
Etudes Logements Bourrelles	90 000,00	15300€TTC				15 300,00			
Pré de Bâti (cf CC)									
Place Sophie Laffitte (CC- Symisa)									
Réalisation Logts Peidessale									
Rénovation Conversion Centre Ad (CC)									
Projet Air France									
Maison ESS (cf CC)									
Requalification Abords Abbaye									
Concept Moulin Valmasque									
sécurisation traversée Mediatèque et abords (symisa)									
CHATEAUNEUF									
Parking La Cazette	360 000,00	0,05	5 400,00	7 200,00	3 600,00	1 800,00			
Centre technique municipal									
CASA									
ZAC IC "Les Hauts de Roquefort"				1 762,00	270 350,94	295 537,20	208 376,00	0,00	0,00
ZAC IC "FUGUEIRET" à VSA						0,00	0,00	0,00	0,00
Pré du LAC IC à Châteauneuf						0,00	0,00	0,00	0,00
zone artisanale IC à Opio						0,00	0,00	0,00	0,00
ZAE Plateau de la Sarrée									
ROQUEFORT									
CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPIO									
Le Gorgier accompagnement		28800€TTC				8 640,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES			174 029,00	403 711,00	599 291,59	615 641,90	632 412,00	8 450,00	0,00
Produits financiers			26 488,00	24 678,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits exceptionnels			10 000,00						
TOTAL PRODUITS			210 517,00	428 389,00	599 291,59	615 641,90	632 412,00	8 450,00	0,00

DEPENSES	CHT	Bilan 2012	Bilan 2013	Bilan Prev2014	BP 2015	2 016	2 017	2 018
<u>Autres achats</u>								
Sous-traitance technique								
	AREA solde marché	25 000,00	21 070,00	21 070,00				
	AMO P Barde	24 105,00	24 780,00	2 550,00				
	ING JP Martin 2012	1 350,00						
	comptabilité opérations SV	11 600,00						
	N Bonnamour		11 068,00	27 600,00	28 800,00			
Carburant			4 461,00	4 663,77	5 000,00			
Vinci Autoroute			2 630,00	1 870,97	1 870,97			
Equipements /entretien/Fournitures		4 823,00	8 139,09	3 040,00	3 200,00			
<u>Services extérieurs</u>								
Locations mobilières Nv bail	loyer VSA 1705euros/an	-12 750,00	1 705,05	1 705,05	25 000,00			
Locations mobilières								
	véhicules 3 DIAC		13 480,00	15 849,00	16 500,00			
	Matériels informatiques (Nordnet,serveur)	1 061,00	4 190,00	8 531,00	9 700,00			
	Photocopieur Ricoh	1 932,00	902,20	4 130,80	4 200,00			
	Déplacements	4 234,00	11 189,95	10 000,00	8 000,00			
	Entretien véhicules	0,00	387,98	168,14	1 800,00			
Primes assurances								
	Multirisques (locaux...)	596,00	618,00	636,00	650,00			
	Véhicules		1 781,48	2 046,96	2 100,00			
	RC Aménageur		3 237,31	3 024,00	3 100,00			
	RC Dirigeants sociaux			1 250,00	1 250,00			
La Poste				990,77	1 200,00			
Honoraires								
	Expert-comptable	16 000,00	20 000,00	38 477,76	30 000,00			
	Commissaire aux comptes	6 200,00	8 300,00	7 600,00	8 600,00			
	assistance juridique	8 700,00	5 802,76	3 200,00	7 000,00			
	Frais actes	509,00	165,45	720,15	720,15			
	Communication							
Logiciels PROGISEM	33500€amortis 5 ans			6 141,67	6 700,00	6 700,00	6 700,00	6 700,00
Progisem Install mainten form				5 270,83	6 450,00			
Progisem hébergeur serveur				2 400,00	2 400,00			
Cotisations								
	FedEpl (6725 euros/an)	4 681,00	5 645,00	5 675,00	6 725,00			
	FedEpl PACA (400/an)			400,00	400,00			
	BDM (1000/an)		1 607,07	1 000,00	1 000,00			
	Tickets restaurants	405,00	3 530,69	6 708,07	7 040,00	7 120,00		
<u>Frais téléphone, affranchist</u>								
Contrat aff Poste	Affranchis., Tél., fax, internet	1 699,00	4 151,11	6 105,07	8 400,00			
Frais bancaires	Frais tenue comptes	51,00	555,82	166,65	166,65			
Formation			5 848,00	2 663,09				
Documentation			540,27	523,01	1 000,00			
AMETRA O6 (médecine)			276,00	276,00	345,00			
<u>Impôts et taxes</u>								
CET (580€)		567,00	580,00	580,00	580,00			
Taxe apprentissage, formation	0,01	682,00	1 660,97	4 510,76	5 000,00			
taxe véhicules société			1 362,63	1 500,00	1 500,00			
cartes grises et cession actions			489,50					
<u>Frais personnel</u>								
Rémunérations brutes								
	Directeur LGR	11 220,00	95 475,00	92 235,00	92 235,00			
	Secrétaire EF+indé retraite	38 871,00	28 006,92					
	Assistante de direction		37 916,41	33 144,40	34 154,90			
	Assistance Marchés SGo		1 556,55	6 766,89	6 766,89			
	Gestion / Comptabilité					38 800,00		
	Chargé d'op* travaux 1 TC		30 296,26	55 924,70	55 924,70			
	Chargé d'op* travaux junior							
	Chargé d'op Aménagt Junior				26 400,00	2 030,77		
40 % en mars	Resp Aménagt Senior (50% JM)		51 000,00	55 250,00	46 041,00			
Autres frais de personnel				2 500,00	3 000,00			
Mutuelle				8 140,80	9 265,92			
Aide Contrat de génération (4000€par an sur 3 ans)					-4 000,00			
Charges sociales et fiscales	0,50	23 523,00	109 535,91	122 910,50	130 761,25			
TOTAL DEPENSES		159 059,00	523 942,39	579 916,81	606 947,43			6 700,00
RESULTAT		35 457,00	-96 796,00	19 374,79	8 694,47			

LE VOLUME DES ACTIVITES TRAITEES EN 2015 :

- **9 opérations en mandat :**
 - LR 01 Espace associatif et culturel polyvalent au Rouret,
 - CHA 01 Parking La Cazette,
 - GOU 02 Ecole et parc de stationnement à Pont du Loup à Gourdon,
 - VSA 03 Ferme Bermond,
 - VSA 02 Chemin Val Martin,
 - VSA 09 rues du village,
 - VSA 17 études logements Peidessalle,
 - VSA 18 études logements Bourrelles (QUITUS délivré en 2015 suite au rapport SPL d'exécution de sa mission et des DGD),
 - OPIO 01 Le Gorgier ;
- **2 concessions d'aménagement : ZAC IC Hauts de Roquefort et ZAC des Clausonnes à Valbonne**
- **1 convention-cadre avec Valbonne Sophia Antipolis**
- **1 convention- cadre avec Le Rouret**
- **1 CPI études opération d'aménagement Centre Village Le Rouret**
- **1 CPI études Pré de Bâti avec Valbonne Sophia Antipolis**
- **Retiré par VSA - 1 CPI études terrains Air France : Valbonne a sollicité la CASA**
- **1 projet de CPI études Saint Eloi soumis à la Commune de Biot**
- **1 Le travail en concertation étroite avec la CASA sur la ZAC IC Fugueiret, à la demande de la Commune de Valbonne Sophia Antipolis**
- **1 CPI pour des acquisitions foncières d'opportunité en vue de la réalisation de logements aux Bourrelles et à Peidessalle à Valbonne Sophia Antipolis, approuvé par le Conseil municipal de Valbonne du 25 juin 2015 et le Conseil d'Administration du 6 juillet 2015 ainsi que souscription des emprunts correspondants avec garantie d'emprunt de la Valbonne – CPI signé le 28 août 2015 - résilié par avenant par la Commune par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2015 - Conseil d'Administration du 30 novembre 2015 - Contrat de prêt non signé par la SPL**

Soit **17 opérations** (dont 3 sans CPI formalisé en 2015 + 1 résilié)

Les volumes financiers des opérations en concession d'aménagement ZAC Clausonnes et ZAC IC des Hauts de Roquefort :

L'aménagement de la ZAC des Clausonnes représente un bilan prévisionnel de :

Jossier de réalisation de la ZAC des Clausonnes

DEPENSES	H.T.	TVA 19,6%	TTC
ACQUISITIONS FONCIERES			
Total acquisition et indemnité d'éviction	19 305 383 €	1 647 201 €	20 952 584 €
Frais d'enregistrement et de notaire	906 265 €		906 265 €
TOTAL ACQUISITIONS FONCIERES	20 211 648 €	1 647 201 €	21 858 849 €
ARCHEO - DEMOL - DEPOL			
Redevance archéologique	59 172 €		59 172 €
Dépollution	50 000 €	9 800 €	59 800 €
Démolition	100 000 €	19 600 €	119 600 €
TOTAL ARCHEO - DEMOL - DEPOL	209 172 €	29 400 €	238 572 €
TRAVAUX D'AMENAGEMENT			
TRAVAUX DE RESEAUX PRIMAIRES	1 180 000 €	231 280 €	1 411 280 €
VOIRIES ET RESEAUX INTERNES ZAC	4 535 250 €	889 909 €	5 424 159 €
AMENAGEMENT PAYSAGER	2 566 600 €	503 054 €	3 069 654 €
BASSINS DE RETENTION	570 000 €	111 720 €	681 720 €
TRAVAUX RD 35 - ZAC			
Travaux nécessaires au déclassement	5 876 336 €	1 151 782 €	7 028 098 €
RD 35 route du Parc	3 131 799 €	613 833 €	3 745 632 €
RD 35 vers Mougins	671 414 €	131 597 €	803 012 €
Giratoire dénivelé des 3 Moulins RD 35	2 820 758 €	552 969 €	3 373 627 €
Dalle	2 000 000 €	392 000 €	2 392 000 €
Honoraires MOE VRD et autres intervenants techniques	1 401 129 €	274 521 €	1 675 751 €
Frais expropriation / Avocat	60 000 €	11 760 €	71 760 €
Frais de géomètre	80 000 €	15 680 €	95 680 €
Etudes de reconnaissance géotechnique	50 000 €	9 800 €	59 800 €
Parking relais	5 300 000 €	1 038 800 €	6 338 800 €
TOTAL TRAVAUX D'AMENAGEMENT	30 243 287 €	5 927 684 €	36 170 971 €
FRAIS AMENAGEUR	3 063 514 €		3 063 514 €
FRAIS FINANCIERS	1 310 000 €		1 310 000 €
ALEAS - DIVERS	2 019 923 €	395 905 €	2 415 828 €
TOTAL DEPENSES	57 057 543 €	9 117 683 €	66 175 227 €
RECETTES	H.T.	TVA 19,6%	TTC
PARTICIPATION FINANCIERE DE L'OPERATEUR			
TOTAL CHARGES FONCIERES OPERATEUR CD	21 392 661 €	4 192 962 €	25 585 623 €
AUTRES CHARGES FONCIERES			
TOTAL AUTRES CHARGES FONCIERES	14 964 580 €	2 933 058 €	17 897 638 €
SUBVENTIONS PUBLIQUES			
Commune	14 453 380 €	741 664 €	15 195 044 €
Conseil Général	5 000 000 €	1 000 000 €	6 000 000 €
Conseil Régional	1 250 000 €	250 000 €	1 500 000 €
TOTAL SUBVENTIONS PUBLIQUES	20 703 380 €	1 991 664 €	22 695 044 €
TOTAL RECETTES	57 060 622 €	9 117 683 €	66 178 305 €
RESULTAT			3 078 €

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
11 372 493	1 727 326	7 111 830	-	-	-	-
-	209 172	-	-	-	-	-
12 000	3 917 858	7 724 130	4 142 799	6 042 536	8 403 363	
15 782	372 859	807 359	523 387	380 334	585 915	394 192
52 400	209 600	209 600	209 600	209 600	289 600	209 600
3 220	298 000	747 319	217 620	312 607	430 678	10 480
11 455 895	6 734 814	16 600 238	5 093 386	6 925 077	9 630 156	614 272
2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
-	-	10 696 331	4 278 532	4 278 532	2 139 266	-
-	1 030 600	500 000	4 786 300	296 000	1 851 680	6 500 000
10 689 380	-	5 000 000	284 000	-	4 750 000	-
10 689 380	1 030 600	15 196 331	9 348 832	4 574 532	8 740 946	6 500 000

Et un Programme des Equipements Publics de :

	Coût technique	Maîtrise d'œuvre	Foncier	Adés	Frais aménageur	Frais financier	Prix de revient € HT
TRAVAUX DE RESEAUX PRIMAIRES Renforcement AEP diam. 200 Renforcement Eaux Usées fourreaux télécom dans tranchée EU (4u) <i>Sous total réseaux primaires</i>	3 180 000 € HT	70 800 € HT	0 € HT	62 540 € HT	45 029 € HT	45 029 € HT	1 409 398 € HT
VOIRIES ET RESEAUX INTERNES ZAC Travaux préparatoires Terrassements et voiries Réseaux (gaz non prévu) Signalisation horizontale Signalisation verticale Ouvrages divers <i>Sous total voiries et réseaux internes ZAC</i>	4 535 250 € HT	272 115 € HT	5 419 803 € HT	240 368 € HT	173 065 € HT	173 065 € HT	10 813 667 € HT
AMENAGEMENT PAYSAGER Zone NORD Zone OUEST Zone SUD <i>Sous total aménagement paysager</i>	2 566 600 € HT	153 996 € HT	0 € HT	136 030 € HT	97 941 € HT	97 941 € HT	3 057 509 € HT
BASSINS DE RETENTION Bassin 1 Bassin 2 <i>Sous total bassin de rétention</i>	570 000 € HT	34 200 € HT	968 500 € HT	30 210 € HT	57 337 € HT	21 752 € HT	1 701 998 € HT
TRAVAUX RD 35 - ZAC Travaux nécessaires au déclassement RD 35 route du Parc RD 35 vers Mougins Giratoire dénivelé des 3 Moulins RD 35 Dalle <i>Sous-total RD 35 - ZAC</i>	14 500 307 € HT	870 018 € HT	2 818 361 € HT	768 516 € HT	553 332 € HT	553 332 € HT	20 063 866 € HT
PARKING RELAIS <i>Sous-total Parking relais</i>	5 000 000 € HT	300 000 € HT	0 € HT	15 000 € HT	180 000 € HT	190 800 € HT	5 685 800 € HT
TOTAL PROGRAMME D'EQUIPEMENT PUBLIC	28 352 157 € HT	1 701 129 € HT	9 226 664 € HT	1 252 664 € HT	1 306 704 € HT	1 081 918 € HT	42 721 238 € HT
	30 053 287 € HT						

[illegible]

0 1 1

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Modalités de financement	Prix de revient € HT	Maîtrise d'ouvrage	Financement ZAC		Financement Dept 06		Délais de réalisation
Travaux d'aménagement	3 376 956 €	Aménageur	3 376 956 €	100%			2015 - 2017
Groupe scolaire - 3 classes	900 000 €	Commune	900 000 €	100%			2018
Carrefour d'accès au RD 2085	400 000 €	Conseil Général	320 000 €	80%	80 000 €	20%	2014 - 2015
Salle de quartier	300 000 €	Aménageur	300 000 €	100%			2016-2017
TOTAL	4 976 956 €		4 896 956 €		80 000 €		

Le programme prévisionnel des constructions à édifier dans la ZAC des Hauts de Roquefort comporte :

- 161 logements, dont 25 % en locatifs conventionnés (55% PLUS, 30% PLAI ; 15% PLS) pour une surface de plancher totale comprise entre 11 000 m² et 12 000 m²,
- une Résidence Senior de 86 logements locatifs sociaux, pour une surface de plancher d'environ 4 000 m² ;
- des équipements d'intérêts général (centre du service d'incendie et de secours départemental – SDIS : environ 1 350 m², un centre technique municipal : environ 1 000 m², une déchetterie communautaire : environ 300 m²) ;
- Une salle de quartier d'environ 300m² ;

N° LOT	SURFACE	SDP AUTORISEE		OBSERVATIONS
		UEA	UCC1	
E1	4 647 m ²	Dans le secteur UEA concernant les lots A et B, le COS n'est pas réglementé		
E2	3 900 m ²			
E3	2 952 m ²			
A	16 750 m ²		SDP totale autorisée dans le secteur UCc1 de 19 500 m ² pour l'ensemble du programme de logements	
B1	10 880 m ²			
B2	6 858 m ²			

Le volume financier des opérations en mandat : 18 083 114€ HT :

1. Commune de GOURDON GOU01 -Ecole maternelle et parc de stationnement associé et abords, à Pont du Loup (avenant n° 3 au CPI signé le 03.02.16) :

Coût de l'ouvrage : 2 418 226.88€ HT

Maîtrise d'Oeuvre : Groupement solidaire FERLA ARCHITECTURE mandataire/ PI Conseil/ ABC DECIBEL

Labellisation BDM

GOU02 CONSTRUCTION DE L'ECOLE MATERNELLE DU PONT DU LOUP, DU PARC DE STATIONNEMENT ASSOCIE ET DES ABORDS

Mise à jour 07/10/15

FICHE TECHNIQUE RESUMEE

Objectif programme : construction de l'école maternelle du Pont du Loup, 2 classes pour une surface utile totale de 430 m2, un parc de stationnement en infrastructure de 25 places et les abords dont une aire de retournement,

Description sommaire des travaux

BILAN PREVISIONNEL

		H.T.	T.V.A.	TTC
A	Frais préliminaires - études - diagnostics	30 000,00	6 000,00	36 000,00
B	Travaux	1 955 122,00	391 024,40	2 346 146,40
C	Maîtrise d'oeuvre / pilotage chantier	210 000,00	42 000,00	252 000,00
D	Contrôle technique	27 000,00	5 400,00	32 400,00
E	Coordonnateur SPS	16 500,00	3 300,00	19 800,00
F	Assurance	18 000,00	3 600,00	21 600,00
G	Provisions aléas et divers	75 000,00	15 000,00	90 000,00
H	Révisions de prix 4%	86 604,88	17 320,98	103 925,86
MONTANT TOTAL		2 418 226,88	483 645,38	2 901 872,26
I	Honoraires maîtrise d'ouvrage déléguée	116 074,89	23 214,98	139 289,87
TOTAL GENERAL		2 534 301,77	506 860,35	3 041 162,12

ECHEANCIER PREVISIONNEL	Démarrage :		Durée :		
T3 2014	T3 2014	T4 2014	2015	2016	TOTAL
0,00	15 000,00	15 000,00	380 000,00	2 107 805,54	2 517 805,54
T1 2017					TOTAL GENERAL
523 356,58					3 041 162,12

2. Commune de Le ROURET LR 01 – Espace associatif culturel et polyvalent (avenant n°3 au CPI signé le 11.08.2015) :

Coût de l'ouvrage : 3 592 366.00€ HT

Maîtrise d'œuvre : Groupement ABC Architectes JP CABANE madataire/ Strcuture Riviera/ Cinfora/ Tech+/ Catherine Marquet/ Olivier Chardin

LRO01 -CONSTRUCTION D'UN ESPACE ASSOCIATIF CULTUREL AU ROURET						
mis à jour le 19 février 2015 : validation TC1 par commune + lots 12 et 14 estimatifs, y compris extension						
Objectif programme : Construction d'un espace associatif culturel						
Description sommaire des travaux						
Surface utile : 850 m2 environ sur 3 niveaux dont 1 sous sol partiel						
350 places assises pour les spectacles						
Entrée / Accueil public : 153 m2 environ (parvis, hall / accueil, comptoir, sanitaires...)						
Salle polyvalente : 460 m2 environ (espaces spectateurs / scénique, régie, rangement gradins rétractables,						
Office cuisine : 96 m2 environ (espace réception, réserve, cuisine, vestiaires, local poubelles)						
Locaux associatifs : 115 m2 environ (accès distribution, solfège / éveil musical, cours d'ensembe,						
Services généraux : 17 m2 environ						
BILAN PREVISIONNEL						
		en milliers d'euros				
		H.T.	T.V.A.		TTC	
A	Frais préliminaires - études - diagnostic	20 000	3920		23 920	
B	Travaux (TF+ TC1 + PS1 à PS4)	2 729 366	545873		3 275 240	
	lots 12 et 13 et extension	210 000	42000	252 000		
C	Maîtrise d'oeuvre / pilotage chantier	350 000	70000		420 000	
D	Contrôle technique	26 500	5300		31 800	
E	Coordonnateur SPS	13 250	2650		15 900	
F	Assurance	19 250	3850		23 100	
G	Provisions aléas et divers	118 000	23600		141 600	
H	Révisions de prix	106 000	21200		127 200	
MONTANT TOTAL		3 592 366	718 393		4 310 760	
I	Honoraires maîtrise d'ouvrage (hors re	161 656	32 331		193 988	
TOTAL GENERAL		3 754 023	750 725		4 504 747	
ECHEANCIER PREVISIONNEL		Démarrage tarvaux 15/09/2014 durée TF 16 mois				
		2012	2013	2014	1T 2015	2T 2015
			294 441	718 623	500 000	700 000
		3T 2015	4T 2015	1T 2016	2T 2016	TOTAL
		700 000	700 000	530 000	361 683	4 504 747

3. Commune de Valbonne Sophia Antipolis VSA 02 – Réhabilitation du chemin du Val Martin (avenant n°1 du 17.07.2015) :

Coût de l'ouvrage : 1 832 000.00€ HT

Maîtrise d'œuvre : GROUPEMENT ES PAYSAGES mandataire/ GRONTMIJ BET co-traitant

VSA02 REQUALIFICATION DU CHEMIN DU VAL MARTIN

FICHE TECHNIQUE RESUMEE

TF + TC1

CM VSA 25.06.15 Avenant1

Objectif programme : Requalification du chemin du val martin

Description sommaire des travaux

Réseaux

Renouvellement des réseaux eau potable, eau usées, eaux pluviales

Extension, renforcement du réseau d'eaux pluviales

Mise en souterrain de réseaux électriques / Telecom / Eclairage public

fourreaux pour fibre optique

extension du réseau gaz

Voirie

requalification de la voirie et élargissement de son emprise avec enrobé drainant

refection de la voirie et et aménagement de la zone 30

construction de trottoirs et/ou de cheminement piétons

signalétique verticale et horizontale à la charge de VSA (hors opération)

BILAN PREVISIONNEL

en milliers d'euros valeur septembre 2010

	H.T.	T.V.A.	TTC
Frais préliminaires - études - diagnostics	20 000,00	4 000,00 0,00	24 000,00
TF du RD au Bruguet	846 000,00	169 200,00	1 015 200,00
TC1 du Bruguet à Péniblou	662 000,00	132 400,00	794 400,00
Total Travaux	1 508 000,00	301 600,00	1 809 600,00
Maîtrise d'oeuvre / pilotage chantier	131 000,00	26 200,00	157 200,00
Contrôle technique	0,00	0,00	0,00
Coordonnateur SPS	4 000,00	800,00	4 800,00
Assurance (à charge de la Commune Avenant1)	0,00	0,00	0,00
Provisions aléas et divers	77 000,00	15 400,00	92 400,00
Révisions de prix	92 000,00	18 400,00	110 400,00
MONTANT TOTAL	1 832 000,00	366 400,00	2 198 400,00
Honoraires maîtrise d'ouvrage (hors révision) 5%	91 600,00	18 320,00	109 920,00
TOTAL GENERAL	1 923 600,00	384 720,00	2 308 320,00

ECHEANCIER PREVISION

Démarrage :

Durée :

8/10

TOTAL

4. Commune de Valbonne Sophia Antipolis VSA 03 – Réhabilitation et extension de la Ferme Bermond
(avenant n°1 du 12.01.16) :

Coût de l'ouvrage : 3 272 211.00€ HT

Maîtrise d'œuvre : Groupement conjoint EPURE D'ARCHITECTURE mandataire/ CICREA/ Francis Fontanez

VSA03 Réhabilitation Extension de la Ferme Bermond

FICHE TECHNIQUE RESUMEE

Année de construction	Effectif	Surface H.O
Actualisé CM VSA 26/11/15 - CA SPL SOPHIA 30/11/15		
Objectif programme :		
Description sommaire des travaux		
Surface SHON : 1000m2 environ après travaux		
Création d'un lieu de convivialité intergénérationnel par la rénovation de l'existant SHON 585m2 et un extension modérée		
Aménagement et amélioration des espaces extérieurs, restauration des restanques		
Valorisation de l'oliveraie, traitement des accès		
Extension des jeux de boules		

BILAN PREVISIONNEL

en milliers d'euros

	H.T.	I.V.A.	TTC
Frais préliminaires - études - diagnostic	30 497,95	6 099,59	36 597,54
Travaux	2 548 469,00	509 693,80	3 058 162,80
Maîtrise d'oeuvre / pilotage chantier yc avenants 1 à 4 MOE	290 721,65	58 144,33	348 865,98
OPC	30 450,00	6 090,00	36 540,00
Contrôle technique	14 545,40	2 909,08	17 454,48
Coordonnateur SPS	5 747,00	1 149,40	6 896,40
Assurance	25 000,00	0,00	25 000,00
Provisions aléas et divers	234 780,00	46 956,00	281 736,00
Révisions de prix	92 000,00	18 400,00	110 400,00
MONTANT TOTAL	3 272 211,00	649 442,20	3 921 653,20
Honoraires maîtrise d'ouvrage	157 066,13	31 413,23	188 479,35
TOTAL GENERAL	3 429 277,13	680 855,43	4 110 132,55

ECHEANCIER PREVISIONNEL	Démarrage :		Durée :		
		2015	2016	2017	TOTAL
		577 300	2 600 000	932 832,55	4 110 132,55

22/09/2015

5. Commune de Valbonne Sophia Antipolis VSA 04 DOJO et salle polyvalente « La Chênaie » (CPI du 29.08.2012) :

Coût prévisionnel de l'ouvrage : 4 356 122.07 € HT valeur mars 2009

Reddition définitive des comptes du 03.12.2015 : 4 333 981.95 € HT

Maîtrise d'œuvre : Grontmij Sud Equip

Salle polyvalente dénommée « salle de la Chênaie » inaugurée le 03.05.2013

Travaux de levée de réserves du DOJO en 2014 et février 2015.

6. Commune de Valbonne Sophia Antipolis VSA 09 Réfection des rues du village (avenant n°4 du 17.07.16) :

Coût de l'ouvrage : 2 026 889.00€ HT

Maîtrise d'œuvre : EGIS France

VSA09 REQUALIFICATION DES RUES DU VILLAGE A VALBONNE

FICHE TECHNIQUE RESUMEE CM 25 06 15

Année de construction	Effectif	Surface H.O
Objectif programme : Réaménagement des rues du village TF + TC1 +TC2		
Description sommaire des travaux		
<u>Réseaux</u> Renouvellement des réseaux eau potable, eau usées, eaux pluviales Extension, renforcement du réseau d'eaux pluviales Mise en souterrain de réseaux électriques / Telecom / Eclairage public Encastrement des coffrets électriques (type REMBT, 3D) Encastrement des coffrets d'alimentation d'éclairage public Pose de deux fourreaux (PVC NF-LST diam 45 mm et de chambre de tirage pour le réseau fibre optique)		
<u>Voirie</u> Réfection du corps de chaussée Revêtement de chaussée : Calepinage pierre calcaire ; Enrobé à chaud		
<u>Eclairage public</u> Réfection de l'éclairage public Lanterne modèle VENCE 638 - Cuivre - 100 W SHP fabricant RAGNI		

BILAN PREVISIONNEL

en milliers d'euros

	H.T.	T.V.A.	TTC
A Frais préliminaires - études - diagnostics	15 000,00	3 000,00 0,00	18 000,00
B Travaux Secteur Nord Ouest TF y compris avenants 1 et 2 travaux	726 387,69	145 277,54	871 665,23
Travaux Secteur Centre Est TC2	557 159,60	111 431,92	668 591,52
Travaux Secteur Nord Est TC1 y compris avenant 3 travaux	419 203,80	83 840,76	503 044,56
Total Travaux des 3 secteurs	1 702 751,09	340 550,22	2 043 301,31
C Maîtrise d'œuvre / pilotage chantier y compris avenants 1 2 et 3	116 039,00	23 207,80	139 246,80
D Contrôle technique	0,00	0,00	0,00
E Coordonnateur SPS	9 000,00	1 800,00	10 800,00
F Assurance	0,00	0,00	0,00
G Provisions aléas et divers	94 098,91	18 819,78	112 918,69
H Révisions de prix	90 000,00	18 000,00	108 000,00
MONTANT TOTAL	2 026 889,00	405 377,80	2 432 266,80
I Honoraires maîtrise d'ouvrage (hors révision)	101 344,45	20 268,89	121 613,34
TOTAL GENERAL	2 128 233,45	425 646,69	2 553 880,14

7. Commune de Valbonne Sophia Antipolis VSA 17 Etudes logements à Peidessalle (CPI du 26.01.2015) (en application de la convention cadre) :

Coût prévisionnel des études : 115 000€ HT

8. Commune de Valbonne Sophia Antipolis VSA 18 Etudes logements aux Bourrelles (CPI du 26.01.2015) (en application de la convention cadre) :

Coût prévisionnel des études : 90 000€ HT

Coût définitif des études (DGD du 29.12.2015) : 41 060.06€ HT

Rapport final d'exercice de sa mission par la SPL le 30.09.2015

9. Commune de Valbonne Sophia Antipolis VSA 19 Etudes pour la réalisation d'une opération d'aménagement mixte comprenant des logements et des bureaux sur le secteur du Pré de Bâti (CPI du 07.01.2016) (en application de la convention cadre) :

Coût prévisionnel des études : 20 300€ HT

10. Commune de Valbonne Sophia Antipolis VSA 16 Convention Cadre pour la réalisation d'un ensemble d'actions entrant dans le cadre de la politique patrimoniale et foncière de la Commune (délibération du CM du 26.06.2014 visée le 03.07.2014/ CA SPL 16.06.2014 visé le 25.06.2014 / Convention cadre et son annexe signées le 1^{er} août 2014 et visées le 19.08.2014 notifiées à la SPL le 19.08.2014)

11. **Commune de Châteauneuf CHA 01 Parking de la Cazette** (CPI 01.08.2012 et avenant n°1 du 25.01.2013) :

Coût de l'ouvrage : 360 000€ HT

Maîtrise d'œuvre : Groupement conjoint TPF INFRASTRUCTURES/ Atelier FLEURIDAS Paysage

12. **Commune d'Opio OP 01 Accompagnement opération d'aménagement fonction centrale « Le Gorgier »**
(CPI du 05.02.2015) :

Assistance à maîtrise d'ouvrage par la SPL : 20j d'assistance

13. **Commune de Vallauris Golfe Juan -VGJ 03 Mission d'études relative à l'opération « Rayon de Soleil » dans l'éco quartier** (CA 05.07.2012 / CM Vallauris 11.07.2012, CPI signé le 1^{er} août 2012)

Coût prévisionnel des études : 42 000 euros HT valeur juin 2012

Coût définitif des études : 9 350.60€ HT

Reddition des comptes le 15.12.2015

VGJ 04 Acquisitions foncières d'opportunité de la future ZAC « Rayon de Soleil » (CA 13.12.2012/ CM Vallauris 20.12.2012/ CA 04.03.2013 au vu de la délibération CM Vallauris du 20.12.2012 visée le 31.12.2012, CPI signé le 19.03.2013 et visé le 05.04.2013 : **Suspendu par la Commune en 2013**

14. **Commune de Biot BIO 01 Etudes Saint Eloi** : projet de CPI transmis en 2015- réunion avec Madame le Maire le 02 mars 2016 –projet amendé

LE LOGICIEL PROGISEM (NUEVO et GO7) ET LE PROCESSUS DE CHAÎNE COMPTABLE AVEC LE CABINET D'EXPERTISE-COMPTABLE SEMAPHORES sous le contrôle de M le Commissaire aux Comptes :

L'ensemble des opérations et le budget de la structure sont gérés via le logiciel PROGISEM spécialisé pour les EPL d'aménagement avec un suivi comptable et financier en temps réel par le cabinet d'expertise-comptable SémaPhores, missionné par la SPL SOPHIA.

L'équipe de la SPL SOPHIA a repris en 2015 toute l'antériorité des opérations.

Une note sur le processus de chaîne comptable y compris les règlements a été élaborée par le cabinet d'expertise-comptable SémaPhores le 04 novembre 2015.

Un circuit de validation a été instauré prenant en compte également le respect du contrôle analogue avec aucun engagement de dépenses sans un accord préalable écrit de la collectivité concernée.

Le circuit de validation est également en conformité avec la limitation de signature et pouvoirs de la Directrice générale déléguée (délibération du Conseil d'Administration du 18 avril 2014). Ainsi les engagements financiers supérieurs à 90 000€uros sont décidés et engagés par M le Président Directeur Général.

RENOUVELLEMENT DU MANDAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES pour une durée de 6 exercices

RECRUTEMENT D'UN CHARGE D'OPERATIONS D'AMENAGEMENT JUNIOR (Hervé BOUFFIER) le 01.04.2015 EN CONTRAT DE GENERATION avec Jacques MASBOUNGI senior

Le rapport annuel sur les marchés publics 2015 a été mis en ligne le 4 mars 2016 sur le site « www.e-marchés publics.com »

AVANCEMENT DES OPERATIONS EN 2015 : à chaque Conseil d'Administration, il est dressé par le Président Directeur Général un point d'avancement des opérations en cours et en projet.

Ainsi au Conseil d'Administration du 30 novembre 2015, le point d'étape par opération était le suivant :

1. VSA 04 DOJO et SALLE POLYVALENTE - VALBONNE

Ouvrages remis et réceptionnés par la Commune le 31 janvier 2013.

Reddition partielle des comptes transmise à la Commune le 26 février 2015.

La reddition définitive ne pourra intervenir qu'après achèvement des travaux de levée de réserve du lot n°2 - Menuiserie extérieures/Serrurerie qui ont été confiés à l'entreprise PREST AZUR ALU en remplacement de l'entreprise DEGIVRY.

Une des deux commandes passées avec PREST AZUR ALU a été exécutée. La SPL est dans l'attente de la validation de la Commune de Valbonne qui doit constater la bonne exécution des travaux, en présence du maître d'œuvre, avant règlement de la facture reçue par la SPL SOPHIA le 26 mai 2015.

Concernant la deuxième commande faite à PREST AZUR ALU, le maître d'œuvre a informé la SPL le 22 mai 2015 que les travaux ne seront pas terminés avant fin juillet 2015.

2. VSA 01 REFECTION DE L'AMPHITHEATRE DES CAMPOUNS - VALBONNE

Quitus

3. VSA 03 REHABILITATION / RESTRUCTURATION ET EXTENSION DE LA FERME BERMOND - VALBONNE

Création d'un lieu de convivialité intergénérationnel de 1000m² SHON dont 150 m² de salle polyvalente et 70 m² de local bouliste.

Traitement des abords avec agrandissement des terrains de boules sur 1100 m².

Par délibération n°7594 du 08 avril 2011 (repris dans délibération n° 7861 du 22.06.2012), le Conseil municipal estimait le montant prévisionnel de l'opération à 3 233 984€ TTC soit 2 704 000€ HT décomposé comme suit :

Coût prévisionnel de l'ouvrage (valeur sept 2010) : 3 109 600€ TTC soit 2 600 000,00 € HT

Rémunération maître d'ouvrage : 124 384 €TTC soit 104 000€ HT

Pour mémoire. Consultations :

Travaux Topographiques : notification faite – relevés terminés pour les extérieurs avec fils d'eau.

Contrôle Technique : Mission amiante, plomb et structure des solidités, Bureau VERITAS Sophia Antipolis.

CSPS : Bureau VERITAS Sophia Antipolis.

Choix de la maîtrise d'œuvre en CAO du 27/10/2011 : Agence EPURE pour un montant de 210 390,80 € HT.

Concertation et co-construction :

Première réunion publique : Fin octobre 2011

Réunion technique à la mairie avec Mme Martine BONNEAU : Novembre 2011

Réunion technique sur le thème cuisine : Décembre 2011 avec Comité de Quartier

Deuxième réunion technique : Janvier 2012

Remise de l'esquisse après contact du représentant de l'ABF, M. FISSON pour fin février 2012. Avis M MARQUOT (ABF) en mars 2013.

Présentation de l'esquisse à la Ville de Valbonne le 09 mars 2012 pour réunion publique le 22 mars 2012 – Esquisse approuvée avec cuisine réduite et salle polyvalente à 150 m².

Démarche BDM engagée par la Ville pour utilisation du projet :

Réunion Présidente et Directeur BDM / SPL SOPHIA/ EPURE/ VSA le 15/09/2013 avec prise en compte au niveau de l'APD puis pré-passage en Commission BDM avec compte-rendu des préconisations transmis à la Ville : Problèmes soulevés- la surface des terrains de boules, les tranches conditionnelles (corten, climatisation ...)

Planning prévisionnel fourni à la Ville : février 2013- présentation aux associations dans le cadre de 2 réunions de la ville. Mai 2013- renseignement d'urbanisme pour déclaration de projet. Validation APD en juin 2013.

Demande d'urbanisme en oct-nov 2013. PRO/DCE juillet 2013 - PUB Travaux en juillet 2013... Obtention PC en janvier 2014. OS de démarrage 1^{er} trimestre 2014. Livraison 1^{er} trimestre 2015.

Validation de l'APD conforme au bilan prévisionnel avec choix façade en gabions (corten en tranche conditionnelle) par M le Sénateur-Maire et M Bonneau le 13 septembre 2013.

Planning prévisionnel transmis à la Ville à la demande de M le Sénateur-Maire avec ouverture de chantier en janvier/ février 2014 et concomitance démarrage du chantier avec la réhabilitation du parking ex RIE en février-mars 2014.

Réunion publique le 28 septembre 2013.

Avancement du dossier : Indication par la SPL SOPHIA à la Commune des principales phases du chantier pour poursuite de la démarche participative et commande passée par la SPL SOPHIA à la demande de la Commune pour documents 3D et visuels + film d'animation.

Déclaration de projet en cours par la Ville (septembre 2013 → novembre 2013) qui doit s'insérer dans le planning prévisionnel de l'opération : Conseil Municipal du 10 février 2014

MAPA pour Ordonnancement, Coordination et Pilotage du chantier (OPC) lancé (été 2013) – réponses le 16/09/13 – 10 équipes : à notifier après accord de la Commune

Lancement du dossier d'appel d'offres Travaux (MAPA) novembre 2013 : réception des offres le 05.12.2013 ; CAO SPL le 06.02.2014

Dépôt du PC : EPURE a déposé le PC au service urbanisme le 24.12.2013. La maîtrise d'œuvre a travaillé avec l'ABF, le Préventionniste et la Commission Handicap.

BDM :

Le projet a été présenté en commission BDM le 10 octobre 2013 par Martine Bonneau et Michel Besson. Le jury a fortement apprécié la phase de concertation et a insisté sur la mise en place de matériaux écologiques (tels que laine de bois). Le dossier d'appel d'offres en tient compte.

Véronique Purllish d'Epure d'Architecture est accompagnateur BDM.

Courriers de BDM du 29.11.2013 informant la SPL SOPHIA de l'attribution par la Commission d'évaluation le 10.10.2013 de la reconnaissance BDM en phase conception de niveau (copie transmise à VSA MSM, MBo/Mbe) :

- ARGENT pour le bâtiment neuf
- BRONZE pour la réhabilitation

Courrier de M le PDG du 26.12.2013 à la Commune de Valbonne relatif à la communication du document « bilan financier prévisionnel/ Plan de trésorerie 2014 » au regard du contrôle administratif, comptable et financier et du BP 2014 de la Commune.

L'instruction du projet en phase réalisation commence dès transmission par la SPL SOPHIA de la Déclaration d'Ouverture de Chantier.

Avancement du dossier – Comité technique opérationnel du 17 janvier 2014 :

La Commune informe la SPL du calendrier reporté à sept 2014 de la réalisation des travaux sauf pour le terrain de boules qui doit être réalisé à l'été 2014.

La Commune décide de maintenir la présentation du marché de travaux à la CAO du 06.02.2014.

Point au 23/01/14 : Rapport d'analyse des offres en cours de validation pour passage en CAO le 06/02/2014
PC en cours d'instruction

Etudes en cours pour planning d'exécution permettant de démarrer en mai par le terrain de boules et les terrassements puis le début effectif en septembre 2014. (Prolongation du délai d'exécution de 14 à 18 mois)

Point au 31/03/14 Marchés travaux notifiés

PC en cours de notification (avis favorables de tous les services consultés, 2 remarques de l'ABF qui n'ont pas d'incidence sur la notification du PC)

OS de notification de la période de préparation faits (du 07/04/14 au 03/05/14) suite à première réunion TCE du 17/03/14

Etudes en cours pour planning d'exécution permettant de démarrer en mai par le terrain de boules et les terrassements puis le début effectif en septembre 2014. (Prolongation du délai d'exécution de 14 à 18 mois)

Organisation déménagement des activités localisées dans la ferme en cours avec VSA

Question des limites de prestations pour le terrain de boules en cours (mail SPL du 25/03/14) pour optimisation technique, financière et environnementale.

Sujet de la rémunération MOE en cours.

Point au 05/05/2014 : Démarrage terrain de boules le 5 mai 2014 et éclairage

PC : avis favorable du Préventionniste. En attente retour au regard des règles ERP. Début affichage PC en juin 2014 par la Commune.

Travaux en site libre ou occupé : en attente décision de M le Sénateur-Maire

Réunion avec société IMICA : en attente de date de la part de VSA

Point au 05/06/2014 : Terrain de boules et éclairage mis à disposition le 28/05/14

PC : avis favorable du Préventionniste. En attente retour au regard des règles ERP. Début affichage PC en juin 2014 par la commune

Travaux en site occupé - Réunion avec société IMICA : réunion programmée le 06/06/14

Défaillance du lot 01 avérée, résiliation du marché faite. Relance du lot 01 pour passage en CAO d'attribution fin juillet 2014. Démarrage effectif sur site début octobre au plus tôt.

Point au 20/10/2014 : Travaux en site occupé

Relance du lot 01 pour passage en CAO d'attribution fin juillet 2014. Marché notifié fin août 2014

Période de préparation du 15/09/14 au 13/10/14

Transplantation des oliviers effectuée mi-octobre 2014

Démarrage des travaux tous corps d'état le 13/10/14 pour 14 mois contractuels

Démolitions prévues début novembre 2014

Point au 06/02/2015 : Chantier démarré le 13/10/14 - Démolitions réalisées

Fin des études de maîtrise d'œuvre et d'entreprise en cours pour le procédé constructif.

Terrassements arrêtés à 95 % d'avancement suite à la découverte de cavités le 01/12/2014.

Investigations des spéléologues du CDS06 en décembre 2014.

Investigations complémentaires de sols en cours : premières conclusions mi-février 2015 pour adaptation du système des fondations et/ou confortement des sols.

Mise en place d'un contrôle par géomètre de la tenue du bâtiment existant

Point au 30/03/2015 : Investigations des spéléologues du CDS06 en décembre 2014, rapport remis.

Investigations complémentaires de sols réalisées, rapport remis.

Mise en place en février d'un contrôle par géomètre de la tenue du bâtiment existant

Etudes de maîtrise d'œuvre à reprendre (passage de l'avenant n°3 au marché de maîtrise d'œuvre inscrit à la CAO communale du 08/08/15) pour préconisations sur le système de fondations à mettre en œuvre sous le bâtiment existant et sous la future extension.

Point au 06/07/2015 : La Commune a demandé à la SPL d'affermir la TC 11 (barbecue boulistes) d'où nécessité d'un avenant au CPI avec actualisation du bilan prévisionnel (+ 15 K€) et décision de la Commune au regard des galeries souterraines.

CAO du 8 avril 2015, avenant au marché de MOE.

Réunion du 24.04.15 avec M le Sénateur-Maire et la MOE au sujet de l'impact technique et financier des galeries souterraines sur le programme

Note SPL à M le Sénateur-Maire avec divers scénarii du 28.04.15 pour décision de la Commune.

Etude sollicitée auprès de BRGM sur le site existant.

En attente de la décision de la Commune.

Point au 16/11/2015 : La Commune a validé le scénario de reprise du chantier selon les préconisations du BRGM.

A ce titre :

Le lot 01 gros œuvre a été résilié,

La maîtrise d'œuvre a été réorganisée et restructurée : avenant n°4 au marché à passer en CAO

Le marché d'ordonnancement et de pilotage de chantier a été résilié.

Les études de maîtrise d'œuvre pour l'établissement du lot fondations spéciales / gros œuvre sont en cours. La consultation doit être lancée en décembre 2015.

Le nouveau marché d'OPC est en cours de signature.

Le redémarrage des travaux est programmé pour mars 2016 pour une durée de 13 mois en site libéré compte tenu des contraintes de sécurité liées à la réalisation des micropieux.

La gestion des marchés suspendus plus d'un an au total est en cours auprès de chaque titulaire.

Avenant au CPI en cours de validation

4. VSA 02 REQUALIFICATION DU CHEMIN DE VAL MARTIN - VALBONNE

Pour mémoire :

Bilan voté en novembre 2010 : 1 973 400,00 € TTC soit 1 350 000.00 € HT Travaux

Relevés complémentaires géotechniques confiés au Cabinet CHALAZON (nouvel alignement, parcellaire) –

Documents promis pour le 24/06/2011

Consultation Etudes Hydrogéologiques et Loi sur l'eau : Fin octobre 2011

Marché notifié le 29/11/2011 à ELMA CONSEIL – Remise de l'étude hydro pour réunion technique du 17/01/2012

Réalisation de 3 bassins d'orages : Nécessité de confier une étude complémentaire pour satisfaction de l'ensemble des riverains (hors périmètre d'étude) - Devis envoyé par ELMA directement à la Ville de Valbonne pour prise en charge.

« L'ALBATROS »

Le terrain BIASINI a fait l'objet d'un relevé complémentaire de géométrie afin d'évaluer sa capacité à recevoir un bassin de rétention pouvant régler aussi les problèmes de l'ALBATROS.

Les études ont été stoppées au stage de l'esquisse afin d'affiner et de réduire les coûts pour les ramener proches des estimations initiales soit environ 1,5 M€ HT Travaux.

Maîtrise d'œuvre proposée ES PAYSAGE Mme HOUSSIN / GINGER pour 116 370 € HT (MOE + OPC)

Présentation de l'esquisse complète : 8 février 2012 – Problème d'estimation du projet => 3,3 M€ avec 1 M€ uniquement pour les 3 bassins de rétention.

Réunion publique : le mercredi 22 février 2012 à 18 h

Le projet est à retravailler afin de réduire les coûts au regard des estimatifs des bassins de rétention. Il reste la négociation à mener sur le foncier.

Relevé géomètre complémentaire demandé à Chazalon pour le 6 avril 2012, afin de pouvoir regrouper éventuellement les bassins de rétention en 1 seul (capacité 5 000 m3 environ) y compris incidence projetée Albatros sur le délaissé du terrain BIASINI.

Le relevé a été fait et transmis à ELMA Conseils + MOE pour dimensionnement et coût.

Etudes arrêtées pour 2013 cf CA 05.07.2012

Comité technique opérationnel du 10.10.2013 et avancement de l'opération :

Réunion en Mairie le 06.11.2013 entre la Ville, la SPL et la Maîtrise d'œuvre et ELMA afin de réaliser un point technique concernant les bassins de rétention et retravailler le volet foncier.

La MOE et ELMA feront une proposition technique à la Commune.

La Commune réalise un point technique concernant les bassins de rétention et retravaille le volet foncier. Elle retourne vers la SPL SOPHIA à l'issue.

Courrier de M le PDG du 26.12.2013 à la Commune de Valbonne relatif à la communication du document « bilan financier prévisionnel/ Plan de trésorerie 2014 » au regard du contrôle administratif, comptable et financier et du BP 2014 de la Commune.

Point au 05/05/2014 : Réunion organisée avec les résidents de présentation des divers scénarii et phasages en mars 2014. Un groupe de travail avec les résidents a été constitué.

A été scindé le pluvial de l'aménagement du chemin.

Budget 2015 VSA ?

VSA prépare pour sept une proposition

La SPL estime une tranche ferme d'aménagement sécuritaire du chemin jusqu'au Bruguet, une tranche conditionnelle du Bruguet jusqu'à Peyniblou sans si possible le bassin d'orage.

Point au 20/10/2014 : Réunions de travail en cours avec la DDTM pour éviter d'avoir à déposer un dossier loi sur l'eau.

Reprise des études MOE pour avoir un Avant-projet en 3 tranches de travaux et une première tranche de travaux à lancer fin 2015.

Adaptation du projet sur les aspects écoulement des eaux pluviales et stationnement au droit de la copropriété Terra Nostra.

Point au 06/02/2015 : Avant-projet en 3 tranches de travaux remis le 15/01/15. Coût prévisionnel définitif supérieur au coût prévisionnel provisoire. Validation en cours avec recherches d'économies.

Adaptation du projet sur les aspects écoulement des eaux pluviales et stationnement au droit de la copropriété Terra Nostra.

Point au 30/03/2015 : Avant-projet en 3 tranches de travaux remis le 15/01/15. Coût prévisionnel définitif supérieur au coût prévisionnel provisoire. Validation en cours par Commune

Adaptation du projet sur les aspects écoulement des eaux pluviales et stationnement au droit de la copropriété Terra Nostra.

Démarrage de la phase foncière à faire par la Commune sur la base du plan d'avant-projet du 15/01/15

Démarrage de la phase de mise au point technique avec les concessionnaires à faire par la Commune sur la base du plan d'avant-projet du 15/01/15

Point au 06/07/2015 : Avant-projet en 3 tranches de travaux remis le 15/01/15. Coût prévisionnel définitif supérieur au coût prévisionnel provisoire : **avenant 1 au CPI soumis à l'approbation du Conseil municipal de VSA du 25 juin 2015 et au CA SPL 06.07.2015**

Adaptation du projet sur les aspects écoulement des eaux pluviales et stationnement au droit de la copropriété « Terra Nostra ».

Démarrage de la phase foncière à faire par la Commune sur la base du plan d'avant-projet du 15/01/15

Démarrage de la phase de mise au point technique avec les concessionnaires à faire par la Commune sur la base du plan d'avant-projet du 15/01/15

Point au 16/11/2015 : Le PRO-DCE est prêt.

Phase foncière en cours par la Commune sur la base du plan d'avant-projet du 15/01/15

Phase de mise au point technique avec les concessionnaires à faire par la Commune sur la base du plan d'avant-projet du 15/01/15

A la demande de Commune, les sondages destructifs (géotechnique et connaissance du sous-sol) ont démarrés le 02/11/2015.

Les rapports sur les sondages et le volet foncier viendront compléter le DCE.

Il est donc envisagé un lancement de la consultation en janvier 2016 et un démarrage des travaux en avril 2016.

5. VSA 05 et VSA 06 LES BOUILLIDES - VALBONNE

Zone 2 : Bilan voté en novembre 2010 : 1 741 376,00 € TTC soit 1 044 000.00 € HT Travaux

Zone 3 : Bilan voté en novembre 2010 : 1 604 733,00 € TTC soit 992 000.00 € HT Travaux

Consultation et passation en MAPA d'un marché sur Etudes Hydrologiques :

- M. CHAMPAGNE Cabinet Eau & Perspective – Remise de l'étude : fin janvier 2012.

Relevés des réseaux existants : faits par le Cabinet CHAZALON et transmis à la Commune.

Définition du périmètre d'exécution : faite.

Relevés topos à compléter en cas de besoin.

Programme : Mars 2012

Les études « loi sur l'eau » ont été exécutées et un dossier a été envoyé pour instructions à la Préfecture des Alpes Maritimes au 2^{ème} trimestre 2012.

Etudes arrêtées pour 2013 cf CA 05.07.2012

6. VSA 08 REHABILITATION DU PRE DE LA VIGNASSE - VALBONNE

Bilan voté en décembre 2011 : 3 102 000,00 € TTC soit 2 160 000,00 € HT Travaux

Mise au point du programme avec la Ville de Valbonne : Décembre 2011

Envoi AAPC Maîtrise d'œuvre : le 22/12/2011 avec une remise des offres : le 20/01/2012

Equipe Céline BOUZAT proposée pour 151 200,00 € HT Honoraires

Planning détaillé fait : Notification Marché MOE : Février 2012

Les études hydrologiques ont été menées et le dossier « loi sur l'eau » est en cours d'avis en octobre 2012 avant départ en Préfecture des Alpes Maritimes.

Etudes arrêtées pour 2013 cf CA 05.07.2012

Comité technique opérationnel du 10.10.2013 et état d'avancement :

Dans le prolongement de la suspension de ce CPI par la Commune, la SPL résilie, une fois l'accord préalable écrit de la Commune reçu, le marché et procède au paiement de la mission effectuée par le maître d'œuvre selon la stipulation des clauses du marché

Ainsi, le marché de maîtrise d'œuvre a été résilié par la SPL SOPHIA à la demande de la Commune de Valbonne.

Le paiement a été opéré à la demande de la Commune de Valbonne sur l'avance de démarrage versée à la signature du CPI. Cette avance devra être réabondée par la Commune à la reprise de l'opération.

Courrier de M le PDG du 26.12.2013 à la Commune de Valbonne relatif à la communication du document « bilan financier prévisionnel/ Plan de trésorerie 2014 » au regard du contrôle administratif, comptable et financier et du BP 2014 de la Commune.

7. VSA 10 ETUDES ET REALISATION D'UN CARREFOUR GIRATOIRE AU RACCORDEMENT RD3/ RD4 ET IMPASSE DE LA GIRAUDIERE - VALBONNE

La Commune, Maître de l'ouvrage, envisage de créer un carrefour giratoire au raccordement de la RD3, de la RD4 et de l'impasse de la Giraudière ainsi que l'aménagement des abords immédiats.

La réalisation de cet ouvrage, dont l'esquisse, établie par les services techniques, a été validée par le Conseil Général, ne nécessite aucune acquisition foncière, son emprise étant intégralement située sur des terrains publics communaux ou départementaux.

En accord avec le Conseil Général des Alpes Maritimes, la maîtrise d'ouvrage de cette opération sera assurée par la Commune de Valbonne Sophia Antipolis.

La Commune s'est d'ores et déjà assurée de la faisabilité et de l'opportunité de l'opération.

Le Conseil municipal de la Commune de Valbonne par délibération en date du 9 décembre 2011 a décidé de confier par CPI la réalisation de cette opération à la SPL SOPHIA. Le Conseil d'Administration de la société a

approuvé dans sa séance du 6 février 2012 ledit CPI.

Le Conseil municipal de la Commune par délibération en date du 22 juin 2012 a décidé de reporter la réalisation de cette opération. Le Conseil d'Administration de la société en date du 05 juillet 2012 a approuvé en conséquence l'avenant n°1 au CPI.

Etudes arrêtées pour 2013 cf CA SPL SOPHIA du 05.07.2012 et Conseil municipal de VSA du 22.06.2012.

Conseil municipal de VSA du 27.09.2013 et CA SPL SOPHIA du 07.10.2013, redémarrage de l'opération par avenant n°2 au CPI.

Comités techniques opérationnels du 10.10.2013 et du 14.11.2013 et état d'avancement :

A la suite de la réactivation du CPI correspondant (CM VSA du 28.09.2013 et CA du 07.10.2013), la Commune transmet à la SPL SOPHIA le dossier technique.

Pas de suites données par la Commune à ce stade

8. VSA 09 REAMENAGEMENT DES RUES DU VILLAGE - VALBONNE

Bilan voté par le Conseil Municipal n°7750 de VSA le 09 Décembre 2011 :

- 242 200,00 € TTC coût prévisionnel de l'ouvrage (valeur novembre 2011)
- 112 110,00 € TTC rémunération de la maîtrise d'ouvrage

Programme : OK avec la Ville de Valbonne : Janvier 2012

Proposition de calendrier en 3 secteurs fait par SPL Sophia en Janvier 2012, en accord avec la Ville de Valbonne et actualisée en octobre 2012. Réunion de démarrage avec la commune de Valbonne en octobre 2012.

Par délibération n° 7854 du 22 juin 2012, le Conseil municipal d'une part, décidait de la réaffectation prioritaire des avances faites par la Commune aux opérations confiées à la SPL SOPHIA poursuivies en 2012 soit : DOJO et salle polyvalente, amphithéâtre de l'école des Campouns, cimetière paysager de Valbonne Sophia Antipolis et ZAC des Clausonnes d'autre part, approuvait le tableau récapitulatif des réaffectations des avances faites par la Commune et les avenants n° 1 aux CPI correspondants.

Le Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA dans sa séance du 05 juillet 2012 a approuvé les avenants n°1 aux CPI dont celui portant sur « les études et la réalisation des travaux de modernisation des réseaux et la rénovation des revêtements de surface des rues du village et cet avenant a été signé par les deux parties le 29 août 2012.

La poursuite de la requalification des espaces publics et des rues du village constituant un enjeu déterminant dans la mise en valeur du patrimoine architectural et urbain de la Commune et cette dernière retrouvant des capacités financières, le Conseil municipal, par délibération n° 8006 du 29 mars 2013, approuvait la réalisation de ces travaux ainsi que la maîtrise d'œuvre associée selon une programmation progressive par secteurs de manière à occasionner le moins de nuisances pour les habitants et les usagers du centre ancien, soit :

- Secteur Nord Ouest : rues de la République et antennes/ Ouest Alexis Julien
- Secteur Centre Est : rues Saint Bernardin/ E Giraud/ des Arcades/ J Bermond/ E Pourcel
- Secteur Nord Est : rues Saint Bernardin/ Est Alexis Julien/ du Rocher

Les subventions les plus importantes possibles étaient à cette occasion sollicitées par la Commune.

Le Conseil municipal de Valbonne Sophia Antipolis dans sa séance du 27 septembre 2013 a ainsi approuvé l'avenant n°2 visant à actualiser en conséquence le Contrat de Prestations Intégrées « pour les études et la réalisation des travaux de modernisation des réseaux et la rénovation des revêtements de surface des rues du village », prévu budgétairement les dépenses correspondantes et autorisé Madame Martine BONNEAU, Adjointe au Maire déléguée au Développement Durable, aux Travaux et au Patrimoine, désignée comme étant la personne compétente pour représenter la Commune pour l'exécution des CPI, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente.

Le Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA dans sa séance du 07.10.2013 approuvait l'avenant n° 2 du Contrat de Prestations Intégrées pour les études et la réalisation des travaux de modernisation des réseaux et la rénovation des revêtements de surface des rues du village.

Marché de maîtrise d'œuvre : Cabine EGIS France notifié en août 2012.

Réunion des concessionnaires (EDF, France Telecom, GRDF ...) en mars 2013.

Relevés topographiques commandés en octobre 2012 et réalisés pour présentation de l'avant-projet pour fin avril 2013.

Le calendrier d'exécution du secteur NORD OUEST a été validé par M le Sénateur-Maire et Mme Martine Bonneau le 31.05.2013 : démarrage des travaux en novembre 2013 pour une livraison juillet 2014.

La Ville organise les réunions de concertation.

L'appel d'offres travaux (MAPA) a été lancé fin juillet 2013 pour une réponse le 06/09/13. Attribution en CAO SPL du 27/09/13. La CAO a attribué le marché au groupement LA NOUVELLE SIROLAISE DE CONSTRUCTION/NATIVI/SOCIETE NOUVELLE POLITI. Marché notifié le 17.10.2013

- Réunion de préparation du chantier : 9 octobre 2013.
- Réunion publique : 17 octobre 2013.
- Réunion avec les concessionnaires en Mairie le 13.11.2013.

Comités techniques opérationnels du 14.11.2013 et 17.01.2014 :

La Commune procède au relevé des éléments techniques (30 cabines) en façades et voit avec le SDEG pour les coffrets de branchement et ou comptage électriques RMBT.

OS établi par la SPL le 15.11.2013 à NOUVELLE SIROLAISE DE CONSTRUCTION : date de démarrage des travaux le 18.11.2013/ délai d'exécution 8 mois / date d'achèvement des travaux de la TF le 18.07.2013

La Commune a validé le choix du pavage pierre et EGIS a passé commande auprès d'EUROVIA le 13.01.2014.

Porte à porte par la Commune.

Courrier de M le PDG du 26.12.2013 à la Commune de Valbonne relatif à la communication du document « bilan financier prévisionnel/ Plan de trésorerie 2014 » au regard du contrôle administratif, comptable et financier et du BP 2014 de la Commune.

Point au 23/01/2014

Retard évoqué par la MOE : point à faire par OPC

Point au 31/03/14

Avancement du chantier perturbé par les non conformités ERDF et GRDF découvertes en fond de tranchée,

Il est nécessaire d'obtenir toutes les autorisations de façade du secteur Nord-Ouest pour enrayer la

désorganisation du chantier et éviter l'arrêt de chantier,

Démarrage du revêtement final dans la rue E.Giraud le 31/03/14.

Sujet de l'autorisation de façade du 22 rue Giraud : courrier RAR fait par VSA au propriétaire le 27/03/14.

La tranche ferme secteur Nord-Ouest aura son délai contractuel prolongé (Fin juillet, la rue Alexis Julien ne sera pas faite).

Un avenant 1 au marché de travaux (incidence plus et moins-value et incidence délai sera établi courant mai)

Comité technique opérationnel 05/05/2014 :

Autorisations de façades pour pose coffrets : en attente des conventions signées de la Commune (a priori c'est ok pour rue de la Fontaine)

A partir du 12 mai revêtement sol rue de la Fontaine

Fin juillet livraison rue de la République

Rue A Julien, présence de nombreux commerces : la Commune envisage de reporter les travaux à l'automne. SPL prépare un calendrier en conséquence pour que la Commune puisse présenter le calendrier ; avec l'option toute la rue de la République et rue A Julien.

Désaccord de la MOE sur le projet d'avenant adressé par la SPL pour passage en coût définitif englobant la prestation coffrets.

Fromagerie : on ne passera pas par chez lui.

Point au 05/06/2014 :

Autorisations de façades pour pose coffrets : elles arrivent au copte goutte avec difficulté (difficultés à joindre les propriétaires). Cela pénalise le bon ordonnancement du chantier. Livraison revêtement rue Giraud dans le délai annoncé (pour le 18/04/14)

Planning prévisionnel recalé (ce planning de mise à disposition n'intègre pas les finitions et les mises en service des installations de courants forts courants faibles) :

RUE DE LA FONTAINE : Pavage-enrobés terminé pour le 13/06/14

RUE DU ROCHER TRONCON 1 ENTRE RUE GRANDE ET RUE DU PONTIS Béton terminé le 06/06/14 Pavage-enrobés terminé pour le 27/06/14

RUE DU ROCHER TRONCON 2 ENTRE RUE DU PONTIS ET RUE DE LA REPUBLIQUE Fouilles-réseaux terminé pour le 13/06/14 Béton la semaine du 16/06/14 et du 23/06/14 Pavage-enrobés terminé pour le 04/07/14

RUE ALEXIS JULIEN TRONCON 1 PARTIEL ENTRE RUE GRANDE ET DROIT DU MAGASIN SISTERS Béton terminé pour le 06/06/14 Pavage-enrobés terminé pour le 20/06/14

RUE ALEXIS JULIEN TRONCON 1 PARTIEL ENTRE DROIT DU MAGASIN SISTERS ET RUE DU PONTIS Réseaux-fouilles fi le 27/06/14 Béton 02/07/14 Pavages-enrobés septembre 2014

RUE ALEXIS JULIEN TRONCON 2 ENTRE RUE DU PONTIS ET RUE DE LA REPUBLIQUE Fouilles- Réseaux Juillet 2014 Béton juillet 2014 Pavage enrobés septembre 2014

HAUT RUE DE LA REPUBLIQUE Fouilles-réseaux Juillet 2014 Béton juillet 2014 Pavage-enrobés septembre 2014

Point au 20/10/2014 :

Tranche ferme

Travaux réseaux et revêtements terminés.

Passage des câbles et finitions programmés pour finir fin novembre 2014

Avenant au marché de travaux et au marché de maîtrise d'œuvre à passer à la CAO du 14/11/14

Tranche conditionnelle 1 secteur Nord Est

Préparation en cours (Autorisations de façades pour pose coffrets, sondages destructifs)

Démarrage des travaux janvier 2015 pour 5 mois.

Point au 06/02/2015 : Tranche ferme -Travaux terminés, levées de réserves en cours dont raccordement courants forts éclairage public et réseaux illuminations et forains

Tranche conditionnelle 1 secteur Nord Est

Démarrage des travaux le 05 janvier 2015 pour 5 mois. Travaux en cours,

Point au 30/03/2015 : Tranche ferme secteur Nord- Ouest : Travaux terminés, levées de réserves faites

Tranche conditionnelle 1 secteur Nord Est :

Démarrage des travaux le 05 janvier 2015 pour 5 mois.

Travaux en cours, premier secteur terminé en réseaux et revêtements.

Point au 05/06/2015 : Tranche conditionnelle 1 secteur Nord Est : Démarrage des travaux le 05 janvier 2015 pour 5 mois. Prolongation de 1 mois compte tenu des délais longs pour obtenir les autorisations de façades liées aux encastresments. Travaux terminés en réseaux et revêtements.

Avenant 3 au marché de travaux et avenant 3 au marché de MOE notifiés.

Avenant n°4 (CM 25.06.15 ET CA 06.07.15) en cours pour modifier le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle en incluant les travaux de requalification des rues du village secteur Nord-Est, la réalisation d'un réseau illuminations et coffrets forains.

Les montants prévisionnels de ces travaux supplémentaires pour le secteur Nord Est sont estimés à 85 714,00 € HT se décomposant comme suit :

- 6 796,00 € HT de mission d'études de maîtrise d'œuvre,
- 46 076,50 € HT de travaux d'infrastructures,
- 10 861,50 € HT de travaux de câblage, fourniture et mise en place de bornes et coffrets
- 21 980,00 € HT de travaux d'adaptations et de prise en compte d'aléas

Point au 16/11/2015 : Tranche conditionnelle 1 secteur Nord Est : Travaux réceptionnés. Les réserves sont en train d'être levées à la demande de la Commune en période creuse.

Tranche conditionnelle 2 secteur Centre Est phase 1 : A la demande de la Commune, la TC2 a été coupée en 2 phases (2 rues en 2016 et 2 rues en 2017)

Période de préparation (sondages destructifs, diagnostic amiante, dossier des demandes d'autorisation de façades, mise au point limite de prestations avec les concessionnaires) en décembre 2015

Démarrage des travaux le 04 janvier 2015 pour 4 mois. Travaux terminés en réseaux et revêtements.

Avenant 4 au marché de travaux et avenant 4 au marché de MOE en cours de préparation pour intégrer les prestations liées aux réseaux illuminations et forains.

9. VSA 07 REALISATION DE LA 4^{ème} TRANCHE CIMETIERE PAYSAGER DE VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS - VALBONNE

Quitus

10. VSA 12 ZAC DES CLAUSONNES – VALBONNE – CPI ASSISTANCE AU PILOTAGE ET A LA CONDUITE DES ETUDES ET VSA 13 CPI CONCESSION D'AMENAGEMENT

CRAC 2014 approuvé à l'unanimité par le Conseil d'Administration du 13 avril 2015 en présence de M le Commissaire aux Comptes et soumis à l'approbation du Conseil Municipal du 25 juin 2015

VSA 12 Réalisation des études pré-opérationnelles.

ZAC créée par délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2011 portant sur une surface totale de 40 Ha environ et 150 000 m² SP dont 60 000 m² de commerce et le relogement des activités existantes sur le site. La cession de terrains par la Commune à la Cie de Phalsbourg et à la SPL SOPHIA a fait l'objet de délibérations en date du 28 septembre 2012. La promesse de vente des terrains communaux à la Compagnie de Phalsbourg a été signée par les deux parties le 27 décembre 2012.

Par délibération n°7207 du 6 juillet 2009, le Conseil municipal de la Commune de Valbonne Sophia Antipolis décidait d'approuver les objectifs poursuivis par le projet d'aménagement du secteur des Clausonnes et d'engager la concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté ZAC des Clausonnes, conformément à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme. Ainsi, les habitants, les associations locales, la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur, la Chambre d'Agriculture, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, la Communauté

d'Agglomération Sophia Antipolis, l'ensemble des acteurs de la technopole Sophia Antipolis notamment ont pu et continuent de participer à l'élaboration et à la réalisation de cet aménagement. Le bilan de la concertation a été tiré lors de la séance du Conseil municipal en date du 9 décembre 2011 et la ZAC des Clausonnes créée lors du même conseil.

La réalisation de la ZAC implique la maîtrise du foncier, représentant 17 ha environ, appartenant à différents propriétaires privés ainsi que le déplacement de la RD n°35.

Par délibération du 22 juin 2012, le Conseil municipal adoptait le principe du recours à la procédure d'expropriation en vue de la réalisation du projet d'aménagement de la ZAC des Clausonnes.

Pour cette raison, par une délibération n° 7902 en date du 28 septembre 2012, le Conseil municipal de la Commune de Valbonne Sophia Antipolis autorisait Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes la déclaration d'utilité publique de l'opération emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme sur le secteur de la ZAC des Clausonnes et de cessibilité des parcelles nécessaires à sa réalisation, au profit de la Commune ou de son Aménageur.

Par délibération n° 7903 du 28 septembre 2012, le Conseil municipal approuvait la conclusion avec la SPL SOPHIA d'un Contrat de Prestations Intégrées (CPI) de concession d'aménagement en vue de la réalisation de la ZAC des Clausonnes.

Ce contrat de prestations intégrées de concession d'aménagement de la ZAC des Clausonnes, approuvé préalablement par le Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA le 15 octobre 2012, a été signé le 20 novembre 2012 par la Commune de Valbonne Sophia Antipolis et la SPL SOPHIA et notifié par la Commune à la SPL SOPHIA le **10 décembre 2012**.

Par délibération n° 7917 du 19 octobre 2012, le Conseil municipal a ajouté, à la suite d'une erreur matérielle dans la délibération du 28 septembre 2012, la parcelle AS 131 d'une superficie de 4 992 m2 dans la liste des terrains communaux faisant l'objet d'un apport en nature à la SPL SOPHIA, au bénéfice de l'opération d'aménagement de la ZAC des Clausonnes, tel que prévu à l'article 16.4.1 du CPI.

L'année 2013 a par conséquent été principalement consacrée aux procédures de déclaration d'utilité publique par Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et d'enquêtes publiques correspondantes ainsi que l'approbation par le Conseil municipal dans sa séance du 04 novembre 2013 de la déclaration de projet de la ZAC des Clausonnes, du dossier de réalisation de la ZAC des Clausonnes, de son Programme des Equipements Publics, de la convention de participation financière de la Compagnie de Phalsbourg et de l'avenant n°1 au Contrat de Prestations Intégrées de concession d'aménagement de la ZAC des Clausonnes.

Il est ici rappelé qu'aucune prérogative de puissance publique n'a été exercée par la SPL SOPHIA en 2013.

Par courriers en date du 26 novembre 2012 et **28 février 2013**, Monsieur le Sénateur-Maire sollicitait de Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes l'ouverture des enquêtes publiques conjointes préalable à la Déclaration d'Utilité Publique, emportant mise en compatibilité du PLU, et parcellaire, relatives au projet de réalisation de la ZAC des Clausonnes sur le territoire de la commune de Valbonne et désignant expressément la Société Publique Locale « SPL SOPHIA » en qualité de bénéficiaire de la Déclaration d'Utilité Publique sollicitée.

Le **14 juin 2013**, l'examen conjoint du projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Valbonne Sophia Antipolis avec le projet de réalisation de la ZAC des Clausonnes par les Personnes Publiques Associées, a été opéré lors d'une réunion en date du 14 juin 2013, à l'initiative de Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes, sous l'autorité de Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse, dans les locaux de la Sous-Préfecture, en présence des services de l'Etat, de la SPL SOPHIA et des services municipaux de la ville de Valbonne. Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes a pris un arrêté d'ouverture d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, emportant mise en compatibilité du PLU de la Commune et parcellaire conjointe le **15 juillet 2013**.

L'enquête publique s'est déroulée du 8 août au 13 septembre 2013 inclus.

Monsieur le Commissaire-enquêteur a transmis ses conclusions le **7 octobre 2013** à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes. Aux termes de ces conclusions, Monsieur le Commissaire-enquêteur a rendu :

- « un avis favorable à la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de la ZAC des Clausonnes en recommandant que soit assurée la cohérence de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique avec le processus de désaffectation, de déclassement et de classement concernant les voies départementales, processus dont l'aboutissement conditionne la mise en œuvre du projet » ;
- « un avis favorable à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Valbonne lié à la Déclaration d'Utilité Publique du projet de réalisation de la ZAC des Clausonnes en recommandant de prendre en compte l'ensemble des modifications proposées par la SPL SOPHIA et annexées à mon rapport (3 pièces jointes au mémoire de la SPL SOPHIA établi le 30 septembre 2013 en réponse à mon procès-verbal de synthèse des observations du 16 septembre 2013). » ;

- « un avis favorable sur le dossier d'enquête parcellaire relatif à la ZAC des Clausonnes sous réserve d'exclure les parcelles AS 28, AS 76 et AS 77 du périmètre de l'expropriation (périmètre dénommé « contour de l'état parcellaire » dans le Plan de l'état parcellaire) ».

Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes a demandé à la Commune, par courrier en date du **9 octobre 2013**, de se prononcer, dans un délai qui ne peut excéder six mois, sur l'intérêt général du projet conformément à l'article L. 11-1-1 du code de l'expropriation et dans les conditions prévues à l'article L.126-1 du code de l'environnement. Par délibération n° 8108 en date du **4 novembre 2013**, le Conseil municipal de la Commune de Valbonne Sophia Antipolis a :

- **Déclaré d'intérêt général le projet de réalisation de la ZAC des Clausonnes,**
- **Donné un avis favorable à la mise en compatibilité du PLU** tel qu'annexé et comprenant les modifications précisées,
- Sollicité auprès de Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes la Déclaration d'Utilité Publique du projet au profit de la SPL SOPHIA en sa qualité d'aménageur de la ZAC des Clausonnes,
- Exclut les parcelles AS 28, AS 76 et AS 77 du périmètre de l'expropriation tel que le plan de l'état parcellaire ainsi modifié et annexé.

Par délibération n° 8109 du **4 novembre 2013**, le Conseil municipal approuvait le **dossier de réalisation de la ZAC des Clausonnes.**

Par délibération n° 8110 du **4 novembre 2013**, le Conseil municipal approuvait le **Programme des Equipements Publics.**

Par délibération n° 8111 du **4 novembre 2013**, le Conseil municipal approuvait la **convention de participation financière de la compagnie de PHALSBURG.**

Par délibération n° 8112 du **4 novembre 2013**, le Conseil municipal approuvait l'**avenant n°1 au CPI de concession d'aménagement de la ZAC des Clausonnes.** Le Conseil d'administration de la SPL SOPHIA l'approuvait également dans sa séance du 16 décembre 2013. L'article 20 du contrat de prestations intégrées de concession d'aménagement signé le 20 novembre 2012 et notifié à la SPL Sophia le 10 décembre 2012, relatif aux modalités d'imputation des charges de la SPL Sophia prévoyait dans ses sous-articles 20.2 et 20.4 que :

- « 20.2 Pour les différentes tâches prévues à l'article 2 de la présente concession d'aménagement la SPL Sophia pourra imputer ses charges calculées comme suit :
- pour les tâches d'acquisition prévues à l'article 2a), 3% des dépenses d'acquisition TTC en ce compris les frais ;
- pour les tâches de suivi technique relatives à la réalisation des travaux d'aménagement et de construction, 3,6% des dépenses HT de travaux
- pour les tâches de commercialisation prévues à l'article 2e), outre l'imputation à l'opération des dépenses payées aux tiers 5% des montants TTC fixés dans les actes de cessions, concession d'usage ou locations à long terme aux utilisateurs, les loyers des baux emphytéotiques ou à construction étant pris pour leur valeur capitalisée à la signature du bail
- pour la tâche de liquidation, après l'expiration du présent contrat, 2% des dépenses HT. Ce montant ne comprend pas les frais d'élaboration des divers plans et documents nécessaires à la liquidation. Ces frais seront des charges de l'opération.
- « 20. 4 Les imputations annuelles de la SPL Sophia sont calculées en appliquant les règles définies au paragraphe 20.2 ci-dessus à partir des éléments comptables de l'exercice considéré.

Elles seront imputées mensuellement par la SPL Sophia au compte de l'opération, sous forme d'acomptes. Ceux-ci seront calculés par douzième, à partir des prévisions budgétaires établies conformément aux dispositions de l'article 18. »

Il apparaît néanmoins que l'activité de la SPL SOPHIA nécessite de modifier ces modalités d'imputation afin de les adapter aux tâches effectivement effectuées par la SPL Sophia, ainsi que le stipule l'article 20.3 de la concession d'aménagement :

- "20.3 Les pourcentages ou montants forfaitaires fixés ci-dessus pourront être révisés par accord entre les deux parties, pour être mieux adaptés, en cas de besoin, aux frais réels de fonctionnement de la SPL SOPHIA pour cette opération, notamment dans le cas où la durée de la concession d'aménagement serait supérieure à celle prévue à l'article 4 ci-dessus ou dans le cas d'une modification du programme telle que prévue à l'article 17.3 ci-dessus"

Ainsi, le Conseil municipal de la Commune de Valbonne dans sa séance du 04 novembre 2013 a décidé d'approuver l'avenant n°1 au contrat de prestations intégrées de concession d'aménagement modifiant les sous-articles 20.2 et 20.4 de l'article 20 relatif aux conditions de l'imputation des charges de la SPL SOPHIA comme suit :

- rédiger l'article 20.2 comme suit :
- « 20.2 Pour les différentes tâches prévues à l'article 2 de la présente concession d'aménagement la SPL Sophia pourra imputer ses charges calculées comme suit :
- Une rémunération forfaitaire annuelle échelonnée comme suit :

- pour l'année 2013, 130 000 € HT
- pour l'année 2014, 115 000 € HT
- pour l'année 2015, 80 000 € HT
- pour l'année 2016, 50 000 € HT
- pour l'année 2017, 40 000 € HT
- Pour les tâches d'acquisition prévues à l'article 2a), 3% des dépenses d'acquisition TTC en ce compris les frais ;
- Pour les tâches de suivi technique relatives à la réalisation des travaux d'aménagement et de construction, 3.6% des dépenses HT de travaux
- Pour les tâches de commercialisation prévues à l'article 2e), outre l'imputation à l'opération des dépenses payées aux tiers 5 % des montants TTC fixés dans les actes de cessions, concession d'usage ou locations à long terme aux utilisateurs, les loyers des baux emphytéotiques ou à construction étant pris pour leur valeur capitalisée à la signature du bail
- Pour la tâche de liquidation, après l'expiration du présent contrat, 1% des dépenses HT. Ce montant ne comprend pas les frais d'élaboration des divers plans et documents nécessaires à la liquidation. Ces frais seront des charges de l'opération. »

▪ rédiger l'article 20.4 comme suit :

« 20.4 Les imputations annuelles de la SPL Sophia sont calculées en appliquant les règles définies au paragraphe 20.2 ci-dessus à partir des éléments comptables de l'exercice considéré.

Pour l'année 2013, la rémunération forfaitaire annuelle de 130 000 euros HT sera imputée en un seul versement à la signature du présent avenant n° 1 de concession d'aménagement de la ZAC des Clausonnes.

A compter du 1er janvier 2014, elles seront imputées mensuellement par la SPL Sophia au compte de l'opération, sous forme d'acomptes. Ceux-ci seront calculés par douzième, à partir des prévisions budgétaires établies conformément aux dispositions de l'article 18. »

Le CA de la SPL SOPHIA du 16.12.2013 a approuvé dans les mêmes termes l'avenant n° 1 et autorisé Monsieur le PDG à le signer ainsi qu'à procéder à son exécution.

Monsieur le Sénateur-Maire par courrier du **15 novembre 2013** transmettait à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes les délibérations précitées du 04 novembre 2013.

Monsieur le Président du Conseil Général des Alpes-Maritimes adressait à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes un courrier en date du 13 décembre 2013 relatif au processus de désaffectation et de déclassement des routes départementales 35 et 103 situées dans le périmètre de la ZAC.

Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes prenait le 20 décembre 2013, un arrêté déclaratif d'utilité publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Valbonne.

Ainsi, aux fins d'élaboration de l'ensemble des études et documents ci-dessus rappelés, la SPL SOPHIA a notamment en 2013, comme le mentionne le procès-verbal du Conseil d'administration de la SPL SOPHIA du 16 décembre 2013 à l'occasion de son point systématique d'avancement des opérations :

En vue de l'élaboration de la Déclaration du Projet, du dossier de réalisation, du PEP, approuvés par le Conseil Municipal de Valbonne le 04.11.2013 :

- Mission d'études et de programmation des infrastructures primaires confiée au Cabinet ALMA suite à la consultation lancée en avril 2013
- Mise à jour des études d'infrastructures en collaboration avec les services du Conseil Général
- Etudes de faisabilité du P+R réalisées par le BE ALMA en collaboration avec les services de la CASA pour le BHNS.
- Etudes de paysage du secteur 2 et des abords du hameau réalisées par le Cabinet MUS paysagiste
- Mise à jour des orientations complémentaires d'urbanisme par le cabinet ACTOM
- Etudes complémentaires et nouveau chiffrage des infrastructures secondaires réalisées par le Cabinet SETEF
- Concertation avec les habitants du hameau des Clausonnes pour la mise au point des réseaux de desserte et de l'accessibilité du hameau et validation du dossier de réalisation
- Mise au point avec Me COUTON des conventions de participation et d'association
- L'expertise financière confiée au Cabinet TERRIDEV a été remise en vue d'une validation du bilan par la Commune.

Rencontre avec RTE pour la dépose de la ligne Haute Tension

CRAC 2013 de la ZAC des Clausonnes approuvé par le Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA le 18.04.2014 et par le Conseil municipal de la Commune de Valbonne le 26.06.2014

ACTIVITE 2014

Parallèlement à l'élaboration du projet d'aménagement, un Protocole général d'accord relatif au lancement d'un programme d'investissements majeurs concernant les accès à Sophia Antipolis autour de l'autoroute A8 était

signé le 29 octobre 2012 entre la Commune de Valbonne Sophia Antipolis, le Département des Alpes-Maritimes, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Société des Autoroutes Estérel Côte d'Azur (ESCOTA), les villes d'Antibes et de Vallauris.

Dans le prolongement notamment du schéma directeur routier du secteur de Sophia Antipolis élaboré par le Département des Alpes-Maritimes de mi-2008 à mi-2011, les partenaires au Protocole général d'accord cité supra ont établi conjointement un programme d'investissements majeurs sur plusieurs années et se sont entendus pour définir comme prioritaire notamment la desserte du secteur des Clausonnes, rendu nécessaire pour répondre aux besoins des futurs habitants et usagers des constructions à édifier dans la ZAC des Clausonnes.

Ainsi sur le secteur des Clausonnes, les opérations suivantes avaient été identifiées par le Protocole :

- modifications des RD 35,103 et 635, reprise des voies, création de giratoires et bretelles d'accès au secteur des Clausonnes ;

- élargissement de la partie départementale du chemin des Trois Moulins (RD 635) et projet de bus-tram, hors périmètre de la ZAC des Clausonnes (partie comprise entre le lycée Léonard de Vinci et la ZAC) ;

- projet de bus-tram en site propre (partie comprise entre le giratoire 1 nord et le giratoire 2).

Conformément à l'article 2 du protocole, il était convenu que : « chaque opération ou ensemble d'opérations fera l'objet de convention particulière avec les seuls partenaires concernés par l'opération spécifique afin de décrire précisément les programmes d'études et de travaux, les plannings et les modalités d'intervention et de financement lorsqu'elles seront déterminées ».

Dans ce contexte et par délibération n°17 en date du 27 juin 2013, la Commission Permanente du Département a donné son accord de principe à l'attribution d'une participation financière du Département des Alpes-Maritimes à hauteur de 5 millions d'euros au programme des équipements publics de la ZAC au titre de la voirie, étant précisé qu'une convention fixant les modalités pratiques sera examinée ultérieurement.

Transfert de sa maîtrise d'ouvrage par le Département des Alpes-Maritimes à la SPL SOPHIA par convention quadripartite relative au réaménagement des RD 35, 103 et 635 dans la ZAC des Clausonnes :

Projet de convention établi par la SPL SOPHIA.

Réunions techniques notamment celle du 21.01.2014 avec le Département des Alpes-Maritimes, la SPL SOPHIA et VSA en présence de Me Charrel et Me Couton.

Délibération du Conseil Municipal de la Commune de Valbonne du 10.02.2014 approuvant la Convention quadripartite entre le Département des Alpes-Maritimes, la Commune de Valbonne, la CASA et la SPL SOPHIA.

Convention quadripartite entre le Département des Alpes-Maritimes, la Commune de Valbonne, la CASA et la SPL SOPHIA soumise à l'approbation de la Commission Permanente du 10 février 2014, du Conseil municipal de Valbonne du 10.02.2014 et du Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA du 17.02.2014 et au Conseil Communautaire du 30 juin 2014, signée le 4 août 2014 et visée par M le Préfet le 7 août 2014.

Cette convention a pour objet de :

- Fixer les modalités d'exercice de la maîtrise d'ouvrage pour le réaménagement des RD 35 et 103 dans le périmètre de la ZAC des Clausonnes, en application des articles R. 311-7 du Code de l'urbanisme et 1^{er} de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

- Fixer les modalités d'exercice de la maîtrise d'ouvrage, pour les aménagements de voirie nécessaires à l'élargissement de la plate-forme de la RD 635 dans le périmètre de la ZAC, conformément à l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi MOP).

En application de ces dispositions, le Département accepte de désigner respectivement comme maître d'ouvrage, la CASA pour la conception et la réalisation du projet de bus-tram sur la RD 635 dans le périmètre de la ZAC, et la SPL pour le réaménagement des RD 103 et 35 au sein du périmètre du projet décrit à l'annexe 1 et de leur transférer en conséquence la maîtrise d'ouvrage temporaire.

- Mettre à disposition de la SPL et de la CASA les emprises nécessaires à la réalisation des voiries départementales et d'autoriser l'occupation du domaine public routier départemental et du domaine privé départemental pour y exécuter les travaux afférents (déviation de la RD 32, réaménagement des RD 103, 35 et 635, création de carrefours dénivelés).

- Définir les conditions dans lesquelles le Département autorise la SPL SOPHIA, en sa qualité de titulaire de la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC, ainsi que la CASA en tant qu'aménageur du BHNS, à réaliser les travaux et ouvrages lui revenant.

- Déterminer les travaux et ouvrages qui seront réalisés pour le Département, dans le cadre de la ZAC des Clausonnes et du BHNS de la CASA, dans le périmètre du projet.

- Définir les conditions de désaffectation et déclassement des terrains lui appartenant et nécessaires à la réalisation de la ZAC des Clausonnes.
- Préciser l'exercice des pouvoirs de police pendant la phase de réalisation des travaux.
- Définir les conditions de la superposition des affectations domaniales pour permettre la réalisation des ouvrages en surplomb de la RD 35, conformément aux articles L. 2123-7 et L. 2123-8 du Code général de la propriété des personnes publiques et des divisions en volumes.
- Définir les responsabilités, obligations et charges des parties en matière d'entretien et de gestion des infrastructures routières, des aménagements paysagers et équipements, réalisés dans le cadre de l'opération de la ZAC sur le domaine public départemental.

Le Département met à disposition de la SPL les emprises nécessaires à la réalisation des infrastructures départementales pour y exécuter les travaux afférents et autorise la SPL, maître d'ouvrage désigné, à exécuter tous travaux temporaires ou définitifs rendus nécessaires par le projet de réaménagement des RD 35 et 103.

Déplacement- relocalisation des activités existantes :

- Etudes de faisabilité détaillées de l'implantation de la centrale à béton réalisées en concertation avec la Compagnie de Phalsbourg (propriétaire foncier) et la Société VICAT (exploitant)
- Etudes détaillées de positionnement et des limites foncières nécessaires à l'implantation de la clinique vétérinaire
- Echanges avec la Société Cifréo Bona et la Marbrerie des Clausonnes en vue de l'identification de leurs besoins
- Proposition d'implantation communiquée à Cifréo Bona avec indication du prix de vente prévu au bilan ainsi qu'à la Marbrerie des Clausonnes

Point au 05/06/2014 devant le Conseil d'Administration :

- Modification de la desserte de la centrale à béton en accord avec la Commune et Vicat et volonté d'un traitement paysager et acoustique spécifique. Ceci nécessite l'intégration de la parcelle AS 127 dans le périmètre de la centrale à béton.

- Délibération de la Commune pour cession de la parcelle AS 127 à la SPL SOPHIA (CM du 26/06/2014)
- Nouvelles études par le BE ACTOM pour définir les préconisations en matière de protection paysagère et acoustique du hameau à prendre en compte dans le Cahier des Charges de Cession des Terrains (CCCT).

Etude de positionnement et de programmation d'un ensemble à dominante commerciale dans la ZAC des Clausonnes en partenariat avec la CCI des Alpes-Maritimes et la CASA :

Pôle commercial novateur, véritable lieu de vie, d'innovation commerciale, sociétale et d'expression territoriale, cette étude devra permettre de définir les orientations prioritaires que l'opérateur devra intégrer dans le dossier de CDAC à la demande de l'aménageur.

Le Cabinet CUSHMAN & WAKEFIELD, retenu à l'issue de la consultation lancée en mai 2013, a commencé ses investigations par une réunion technique qui s'est tenue dans les locaux de la SPL le 12 septembre 2013.

La première phase de l'étude a fait l'objet d'une présentation au comité de pilotage le 20 décembre 2013. Des remarques ont été formulées par la SPL SOPHIA et transmises à la CCINCA qui a participé à l'élaboration du cahier des charges et assure une mission de suivi.

Les remarques des membres du groupe de pilotage ont été prises en compte et intégrées dans le rapport présenté pour la deuxième phase de l'étude lors de la réunion qui s'est tenue le 5 février 2014.

La 4^{ème} réunion du Comité de Pilotage s'est tenue le 3 avril 2014.

Présentation des conclusions de la deuxième phase de la mission au comité de pilotage du 5 avril 2014 et à M le Sénateur-Maire le 15 avril 2014.

Esquisse d'un préprogramme de l'ensemble commercial présentée par M. Thomas Hébert à M le Sénateur-Maire et à la Compagnie de Phalsbourg le 28 mai 2014.

Restitution finale de l'étude d'impact par M Thomas Hébert du cabinet CUSHMAN & WAKEFIELD à M le Sénateur-Maire en Groupe de Pilotage du 11 juillet 2014.

Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) du 16.10.2014 : avis favorable à l'unanimité.

Foncier (cf également le tableau détaillé des acquisitions et cessions immobilières au point 4.3 infra du présent CRAC) :

- Une mission d'assistance et de suivi administratif des procédures foncières a été contractée avec TPF-i (ex SEGC Foncier).
- Une rencontre avec le service des Domaines a été organisée le 30/01/2014 afin de convenir d'une méthode de suivi du foncier et des acquisitions sur cette ZAC.
- visite de reconnaissance sur site de Mme Ferraris, inspectrice des Finances Publiques le 13 mai 2014.
- Un ensemble de demandes d'évaluation a été adressé à France Domaine pour les parcelles destinées à faire l'objet d'un DA.

-Acte notarié Me Domenge du 23 décembre 2013 apport en nature prenant la forme d'une cession à titre gratuit à la SPL SOPHIA de diverses parcelles de terrain appartenant à la Commune de Valbonne, destinées à servir d'assiette foncière à la ZAC des Clausonnes, conformément au CPI de concession d'aménagement, article 16 alinéa 4 en date du 20.11.2012 et des délibérations du Conseil municipal des 28 septembre 2012 et 19 octobre 2012 ;

Actes notariés Me Marc CHICHA :

- Acquisition par la SPL SOPHIA de la parcelle AS29 JL Clarion le 14 avril 2014,
 - Acquisition par la SPL SOPHIA de la parcelle AP30 Gilles et Valérie Fournier le 14 avril 2014,
 - Acquisition par la SPL SOPHIA de la parcelle communale AS 127 le 05 décembre 2014 (délibération du CM n°8273 du 26.06.14),
 - Acquisition par la SPL SOPHIA des parcelles AP95, AP97 et AP38 appartenant à l'EPF PACA le 5 décembre 2014,
 - Acquisition par la SPL SOPHIA des parcelles AR46 et AP99 appartenant à l'Etat français le 5 décembre 2014,
 - Cession par la SPL SOPHIA de la parcelle AS148 à la SCI BRUTUS le 18 décembre 2014,
 - Cession par la SCI BRUTUS de la parcelle AS26 à la SPL SOPHIA le 18 décembre 2014
- Point d'information sur les acquisitions et cessions en CA de la SPL SOPHIA du 16 juin 2014.

Cahier des charges de cession des terrains signé par Madame Martine Bonneau, Adjointe au Maire déléguée à l'Aménagement durable aux travaux et à l'habitat le 17 décembre 2014

Cahier des prescriptions techniques particulières lot UJec -1 annexé à l'acte notarié de cession par la SPL SOPHIA de la parcelle AS148 à la SCI BRUTUS pour la relocalisation de la clinique vétérinaire

Commission Départementale d'Aménagement Commerciale (CDAC):

Avis favorable à l'UNANIMITE de la Commission en date du 16/10/2014.

Décision définitive - attestation de non recours de la CNAC en date du 08/01/2015.

Défrichement nécessaire à la réalisation du diagnostic archéologique :

- Consultation de la DREAL dans le cadre de l'analyse au cas par cas des opérations soumises au défrichement
- Dossier de demande au cas par cas transmis à M le Préfet de Région le 24 décembre 2013
- Formulaire de demande d'examen au cas par cas par courrier électronique le 26/02/2014
- Des Compléments ont été demandés par la DDTM le 7 août 2014

Décision préfectorale autorisant le défrichement prise le 18 septembre 2014 par M le Préfet des Alpes-Maritimes et notifiée le 19 septembre 2014, affichée le 19 Décembre 2014 sur le site par Me Polverelli huissier de justice et affiché en Mairie du 19 décembre 2014 au 6 mars 2015 ;

Défrichement réalisé.

Diagnostic archéologique :

-L'arrêté pris par le Préfet concernait la totalité de l'emprise de la ZAC.

L'INRAP étant dans l'obligation de procéder aux fouilles sur la totalité du site, il était nécessaire de procéder au débroussaillage/défrichement de la quasi-totalité du site, y compris les espaces non aménageables.

A la demande de la SPL SOPHIA, un arrêté modificatif en date du 19 mars 2014 a été pris par le Préfet afin de limiter les fouilles aux secteurs destinés à être aménagés.

Cet arrêté porte sur un diagnostic en deux phases correspondant aux échéances de libération des emprises encore occupées.

-la convention avec l'INRAP a été signée le 15 janvier 2015

-Des courriers de demande d'autorisation d'intervention sur les parcelles à aménager ont été adressés aux différents propriétaires concernés par la première tranche. Accord formel des propriétaires concernés par la première phase pour autoriser les travaux de reconnaissance du site.

-visite du site par l'INRAP le 28/01/2015 afin d'évaluer les problèmes d'accessibilité des points à explorer. Fouilles terminés, aucune découverte particulière. En attente du rapport de la DRAC pour le 05 juillet 2015

Dossier de consultation des groupements conception-réalisation des infrastructures primaires de la ZAC des Clausonnes:

Une assistance à maîtrise d'ouvrage avec le cabinet PI CONSEIL est conclue pour la partie technique du cahier des charges et une assistance juridique avec Me Charrel.

Le règlement de la CAO de la SPL SOPHIA a été actualisé en conséquence par le Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA dans sa séance du 24.07.2014.

Point au 5 juin 2014 présenté au Conseil d'Administration :

- Point avec les concessionnaires de réseaux en cours
- Principe du profil en travers validé par M le Sénateur-Maire et présenté au Conseil Général
- Etablissement des conventions avec ERDF et GRDF
- Pièces techniques du DCE en cours de rédaction

- Sujet loi sur l'eau : refaire le point
- Relevés topographiques terminés sur site
- Investigations géotechniques terminées sur site.
- Cahier des charges Développement Durable (dans le prolongement de la Charte de Développement Durable de la ZAC des Clausonnes) : mission H4 lancée, CCTP en cours de rédaction.
- Réunion avec Me Charrel le 04/06/14 sur le DCE et plus particulièrement les pièces administratives.
- Lancement AAPC fait. 6 candidatures reçues le 27/05/14. Analyse des candidatures en cours.

Point au 05/02/2015 présenté au Conseil d'Administration :

- Pièces techniques du DCE en cours de rédaction pour DCE prêt mi-mars 2015
- Lancement AAPC fait. 6 candidatures reçues le 27/05/14. Analyse des candidatures faite, organisation du jury de choix des 5 candidats en cours pour jury mi-mars 2015

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES :

1. Permis de Construire (PC) Compagnie de Phalsbourg :

- démarrage des études par l'architecte de la Cie de Phalsbourg Gianni RANAULO
- réunion de lancement des études le 27/01/2015 par M le Sénateur-Maire

2. Diagnostic archéologique : défrichement réalisé et début des travaux pour les fouilles à compter du 23/02/15. Fin des fouilles fin mars 2015. Procès-verbal remis le 02 avril 2015

3. PC de la centrale à béton en cours de mise au point par VICAT : Présentation le 20/02/2015 à M le Sénateur-Maire.

4. PC clinique vétérinaire : APS en cours d'élaboration sur la base des orientations complémentaires d'urbanisme.

5. Modification simplifiée n°1 du PLU secteur des Clausonnes :

-Délibération du Conseil Municipal n° 8342 en date du 18/12/2014 relative à la modification simplifiée n° 1 de la ZAC des Clausonnes

-Dossier de modification adressé aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 13/02/2015

-Arrêté du Maire en date du 17 mars 2015

-Les courriers aux PPA ont été adressés lundi 23 mars 2015.

-L'insertion dans Nice Matin a eu lieu le 20 mars 2015.

-Mise à disposition du public en Mairie du 30 mars au 30 avril 2015

-Approbation par le Conseil Municipal prévue le 25/06/2015

6. Modification simplifiée n° 2 du PLU secteur des Clausonnes /

-Délibération du Conseil Municipal n° en date du 25/06/2015 relative à la modification simplifiée n° 2 de la ZAC des Clausonnes (Centrale à béton)

-Dossier de modification adressé aux Personnes Publiques Associées (PPA) le /2015

-Arrêté du Maire en date du 2015

-Les courriers aux PPA ont été adressés 2015.

-L'insertion dans Nice Matin a eu lieu le 2015.

-Mise à disposition du public en Mairie du au 2015

-Approbation par le Conseil Municipal prévue le 24/09/2015

RAPPORT SPECIAL RELATIF A L'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE VALBONNE/ CRAC 2014 :

Arrêtés de cessibilité pris par M. le Préfet des Alpes-Maritimes en date des 10 juin et 10 octobre 2014 : Notifiés par la SPL SOPHIA

Saisie par M. le Préfet des Alpes-Maritimes du juge de l'expropriation

Ordonnance d'expropriation prise par la juridiction de l'expropriation, TGI de Nice le 10 février 2015 : notifiée par la SPL SOPHIA

CONVENTION FINANCIERE ET FONCIERE AVEC LE DEPARTEMENT DES ALPS MARITIMES :

-Délibération n° 17 de la Commission Permanente du CG 06 du 27 Juin 2013 -participation financière à hauteur de 5 millions d'euros

-Elaboration d'un projet de convention foncière et financière avec le CG 06 transmis le 12 décembre 2014 et réunion du 09 mars 2015

-Présentation en Commission municipale Aménagement Durable du 13 février 2015 du projet de convention

-Demandes d'estimation de France Domaine : Visite du site avec Mme Ferraris de France Domaine le 29/01/2015 pour les terrains de la SPL destinés à être intégrés dans les emprises de la voirie départementale

-Courrier de M le PDG à M le Président le 14 avril 2015

En attente du retour du CG 06

TRAVAUX PRELIMINAIRES D'INFRASTRUCTURES PRIMAIRES :

- Préparation à la demande du Conseil Général d'un avenant relatif aux travaux préliminaires et au déclassement partiel de la voirie départementale : information du CG, avenant pas utile.
- Réunion du Sénateur-Maire et du Directeur Général des Services du CG 06 le 14 octobre 2014
- Réunion technique CG 06 et SPL du 12 décembre 2014 de finalisation des éléments
- Présentation en Commission municipale Aménagement Durable le 13 février 2015
- Commission Permanente du 12 février 2015 – délibération de lancement de l'enquête publique en vue du déclassement de la voirie départementale**
- Accord du Conseil Général relatif à l'AVP des travaux préliminaires** communiqué par la SPL SOPHIA le 27 janvier 2015 reçu le 6 mars 2015
- Dossier de consultation pour les travaux préliminaires
- Dossier de consultation des entreprises mis en ligne le 13 mars 2015. Date limite de remise des offres le 13 avril 2015.
- CONSULTATION BANCAIRE DE SOUSCRIPTION D'UN EMPRUNT A HAUTEUR D'1,5 MILLIONS D'EUROS AVEC GARANTIE D'EMPRUNT DE LA COMMUNE A HAUTEUR DE 80%- CONSEIL MUNICIPAL DU 09.04.2015 ET CA SPL DU 13.04.2015
- Attribution par la CAO SPL du 27 avril 2015.

- Dossier de presse validé par la Commune de Valbonne le 1^{er} juin 2015 et le CG 06
- Travaux de la tranche ferme débutés le 1^{er} juin 2015/ fin le 30 août 2015 : terrassements en cours.
- Tranche conditionnelle 1 (giratoire G4 de desserte de la future centrale à béton) et tranche conditionnelle 2 (viabilisation des lots de la future centrale à béton et de la future clinique vétérinaire) à lancer dans la foulée.
- Travaux de la tranche ferme réceptionnés en aout 2015.**
- Avenant n°1 au marché de travaux en cours de notification. Il intègre des aléas-imprévus et des demandes complémentaires en phase travaux du CD06.**
- Les intempéries du 03 octobre 2015 ont lourdement endommagés les ouvrages. Les prestations de reprise sont planifiées pour 6 semaines avec fin le 18/12/15.**
- Travaux de la tranche conditionnelle 1 et de la tranche conditionnelle 2 en cours. Fin prévisionnelle le 05/12/2015.**





Dossier de Presse actualisé suite à la mise en service des nouvelles voies de circulation validé par la Commune de Valbonne et le Conseil Départemental 06 le 25 septembre 2015.

CONVENTION DE PARTICIPATION DE LA CASA AU TITRE DE LA PRISE EN CHARGE DES TERRASSEMENTS ET REMBLAIS BHNS :

Courrier de M le PDG à M le Président de la CASA le 14 avril 2015

Réponse de D Rossi vu en GP Clausonnes du 29 mai 2015

M le Sénateur-Maire attend un ré examen de la CASA

MARCHE DE CONCEPTION REALISATION DES INFRASTRUCTURES PRIMAIRES : Choix des 5 candidats faits lors du jury du 30 mars 2015. En cours de notification.

Le dossier de consultation des entreprises doit être remis début mai 2015 (décalé à juin 2015) aux 5 candidats pour une remise de l'avant-projet début septembre.

Réunion du jury avec les 5 candidats en octobre 2015.

Attribution du marché en novembre 2015.

Décalage de la remise des offres au 18/12/15 compte tenu de l'envoi de documents techniques complémentaires aux candidats dont le dossier de permis de construire de la Compagnie de Phalsbourg PC CENTRALE A BETON : Présentation le 20/02/2015 à M le Sénateur-Maire par la Sté VICAT

- modification simplifiée n° 2 du PLU (CM VSA 25.06.15)

- Approbation de la convention de participation financière de la Société VICAT aux équipements publics (CM VSA 25.06.15 et CA SPL 06.07.15)

- **Dépôt du Permis de Construire au 30 novembre 2015.**

PC COMPAGNIE DE PHALSBURG / SCI BRUTUS :

- Convention de participation : un nouveau projet comprenant une PUV au bénéfice de la SPL SOPHIA a été élaboré par les notaires des parties prenantes et a été approuvé par le CM VSA du 9 avril 2015 et CA SPL du 13 avril 2015

En attente des exemplaires signés par la SCI BRUTUS

- ESQUISSE : Les nouveaux éléments techniques et réglementaires ont été pris en compte et doivent aboutir à l'élaboration d'une nouvelle esquisse d'aménagement dont les principes ont été proposés au Maire lors d'une réunion qui s'est tenue à Paris le 24 mars et le 2 juin 2015. **Prochaine réunion vers le 20 juillet 2015**

Un complément à l'étude d'impact et l'actualisation des études de trafic ont été lancées par la Cie de Phalsbourg. Le permis de construire devrait être déposé au 31 octobre 2015 (prévu initialement pour août 2015). **Le Permis de construire a été déposé le 19 novembre 2015.**

RESEAU DE CHALEUR ET DE REFROIDISSEMENT (Point au 19 novembre)

Une consultation a été lancée le 12 octobre 2015 à 8 prestataires présélectionnés.

- 3 plis ont été reçus le 30 octobre 2015

- Suite à la première analyse des questions ont été transmises aux groupements le 10 novembre 2015

- les offres actualisées ont été réceptionnées le 18 novembre.

L'analyse définitive des offres est en cours avant transmission à la Commune pour accord préalable.

12. LR 01 ESPACE ASSOCIATIF ET CULTUREL POLYVALENT- LE ROURET

Construction d'un espace culturel polyvalent de 850 m² utiles (1 200m² SHON environ), comprenant notamment sur 3 niveaux : parking, 460 m² de salle polyvalente, 115 m² de locaux associatifs, 153 m² hall, parvis, accueil.

Bilan à voter en avril 2012 : 3 900 000,00 € TTC soit 2 650 000,00 € HT Travaux

La Commune a délibéré en novembre 2011 pour accepter le choix du jury de concours désignant l'équipe ABC Architecture comme lauréat.

La SPL Sophia a assisté la Commune dans la négociation avec le maître d'œuvre suite aux observations formulées du jury (cf. courrier du 06/02/2012)

Après plusieurs réunions de mise au point, l'esquisse a été validée par Monsieur Le Maire lors de sa réunion du 06 avril 2012.

Après avoir mené les négociations avec l'équipe de maîtrise d'œuvre proposée par le jury de concours de la Commune du Rouret, la SPL a proposé après dépôt en légalité, le marché de maîtrise d'œuvre à M. Le Maire qui l'a notifié en juillet 2012.

Après diverses réunions sur l'APS de septembre 2012 à novembre 2012, l'APS architectural a été validé par la Commune, le 16/11/2012.

Les consultations concernant le contrôle technique, le CSPS, les études géotechniques ont été réalisées et les marchés notifiés en octobre 2012.

Les sondages ont eu lieu pendant les congés scolaires de la Toussaint 2012.

Le PC a été déposé en décembre 2012 et un modificatif en janvier 2013 pour un établissement de 3^{ème} catégorie au lieu de 2^{ème}.

Avant-Projet Sommaire (APS) validé par M le Maire lors de la réunion du 25 janvier 2013 selon le calendrier joint et notifié à A.B.C. ARCHITECTES JP CABANE.

Avant-Projet Définitif (APD) validé par M le Maire lors de la réunion du 17/04/2013 selon un calendrier joint, a été notifié à la maîtrise d'œuvre le 29 mai 2013.

Calendrier prévisionnel validé par M le Maire : APD avril 2013, PRO/DCE juillet 2013, PUB Travaux juillet 2013, OS démarrage travaux JANVIER 2014, livraison 1^{er} trimestre 2015.

Le coût des travaux définitif présenté par l'équipe de Maîtrise d'œuvre dépasse le coût initial (2 650 000 € HT) dû notamment : aux modifications de programme. Un coût en tranche ferme de 2 720 000 € HT peut être retenu.

La Maîtrise d'œuvre présentera des tranches conditionnelles pour 120 000 € HT environ. Réunion de mise au point DCE le 23/05/2013.

MAPA lancé fin juillet 2013. Réponse des entreprises le 18/09/13 (11 lots) – 40 réponses à analyser.

L'analyse des offres remis par la MOE à la SPL conduit à poser des questions (MAPA) aux entreprises avec complément et finalisation des rapports d'analyse pour fin novembre 2013 : réunion avec M le Maire le 27.11.2013. CAO du 06.02.2014.

Avancement du dossier : Plan de financement de la Commune : Commission Permanente du CG du 10.02.2014 et Fonds de concours CASA.

Courrier de M le PDG du 26.12.2013 à la Commune de Le Rouret relatif à la communication du document « bilan financier prévisionnel/ Plan de trésorerie 2014 » au regard du contrôle administratif, comptable et financier et du BP 2014 de la Commune.

Point au 05/06/2014 : Une réunion Ville-SPL-MOE sera programmée d'ici fin juin pour valider le lancement des travaux.

Point au 20/10/2014 : Période de préparation TCE du 15/09/14 au 13/10/14

Démarrage des travaux TCE pour 16 mois à compter du 13/10/14

Sujet des équipements scéniques complémentaires à traiter

Modification en cours sur altimétrie du bâtiment et sur disposition parc de stationnement.

Point au 06/02/2015 : Période de préparation TCE du 15/09/14 au 13/10/14

Démarrage des travaux TCE pour 16 mois à compter du 13/10/14. Travaux en cours.

Des adaptations liées à la nature du sol ont dû être apportées en certains points précis des fondations.

Plancher du RDC en cours de coulage

Sujet des équipements scéniques complémentaires à traiter

Adaptation du cloisonnement de la zone cuisine pris en compte

Adaptation de la zone contre la scène en cours de validation

Adaptation de la scène (dimensions) et des gradins (dimensions, voir jauge) en cours d'étude

Point au 30/03/2015 : Période de préparation TCE du 15/09/14 au 13/10/14

Démarrage des travaux TCE pour 16 mois à compter du 13/10/14. Travaux en cours.

Des adaptations liées à la nature du sol ont dû être apportées en certains points précis des fondations.

Plancher du 1^{er} étage en cours de coulage

Sujet des équipements scéniques complémentaires à traiter : les lots 12 et 13 sont prêts à être lancés.

Adaptation du cloisonnement de la zone cuisine pris en compte.

Adaptation de la zone contre la scène prise en compte.

Adaptation de la scène (dimensions) et des gradins (dimensions, voir jauge) prise en compte par l'agrandissement du bâtiment.

Modification de la façade Nord au niveau du local technique vis-à-vis du voisinage en cours de validation.

Limites de prestations dans la zone office de remise en température et zone bar réalisées et validées. La commune doit lancer le lot « fourniture et pose du matériel de cuisine »

Point au 06/07/2015 : Démarrage des travaux TCE pour 16 mois à compter du 13/10/14. **Travaux en cours.**

Charpente bois en cours de pose. Les corps d'état secondaires sont à pied d'œuvre

Objectif clos et couvert terminé en septembre 2015

Les lots 12 et 13 liés à des équipements scéniques complémentaires sont en cours de consultation (remise des offres le 15/06/15).

Modification de la façade Nord au niveau du local technique vis-à-vis du voisinage annulée.

Limites de prestations dans la zone office de remise en température et zone bar réalisées et validées. La commune doit lancer le lot « fourniture et pose du matériel de cuisine »

Permis de construire modificatif déposé à la Mairie le 08/06/15.

L'avenant n°3 au CPI approuvé par le CM du Rouret le 18 juin 2015 et le CA 06.07.15, a pour objet de permettre l'extension de la scène et le renforcement des équipements et matériels scéniques, donnant ainsi à l'équipement une vocation culturelle plus importante.

Coût estimatif de l'ouvrage : 3.592.366,00 € HT hors rémunération de la société :

-Le coût des études est estimé à 599.000,00 € HT

-Les dépenses liées à la réalisation sont estimées à 2.993.366,00 € HT

-La rémunération de la société est évaluée de manière prévisionnelle à 161.656,00 € HT,

Point au 16/11/2015 : Démarrage des travaux TCE pour 16 mois à compter du 13/10/14. **Travaux en cours.**

Les corps d'état secondaires et les lots techniques dont les lots scéniques sont à pied d'œuvre.

Le clos à pris du retard compte tenu des difficultés de l'entreprise de menuiseries extérieures. Un suivi quotidien est réalisé.

Le permis de construire modificatif déposé à la Mairie le 08/06/15 a été notifié le 21/10/15.

Un nouveau PCM doit être déposé fin novembre pour prendre en compte :

- les modifications de la zone cuisine en zone de salle associative

- les dernières évolutions de revêtement de façades.

Une série d'avenants a été passée en CAO le 10/11/15 et d'autres inférieurs à 5% sont en cours de signature. Ils prennent en compte les évolutions du projet. Le budget de l'opération a ainsi augmenté.



Installation de chauffage par le sol avant chape



**Doublage acoustique et thermique intérieur dans la grande salle,
Serrurerie scénique**

13. VGJ 03 ZAC RAYON DE SOLEIL : CPI études relatives à la création de la ZAC et CPI acquisitions foncières d'opportunité - VALLAURIS

ZAC à créer sur un terrain de 2,8 Ha en vue de la réalisation d'un programme de 400 logements ainsi qu'un parking de 200 places de stationnement.

Les études de création ont démarré avec le lancement du dossier administratif comprenant l'étude d'impact, confiée au cabinet SETEF.

Le bilan est en cours de finalisation avec une simulation portant sur différentes variantes de financement du parking. Ces études seront confiées au Cabinet TERRIDEV (Greencity Ingénierie).

Une démarche en vue de l'acquisition par la SPL du terrain communal a été engagée avec notamment la CDC dans le cadre d'un contrat de prestations intégrées pour le portage foncier. Le CPI en vue de ce portage a été signé le 20 décembre 2012.

Une réunion de concertation a été organisée par la Commune le 14 février 2013 conformément à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme.

Sur le plan administratif, une demande d'examen au cas par cas a été soumise à l'Autorité Environnementale afin de préparer la phase opérationnelle. L'Autorité Environnementale par arrêté du 21 août 2013 répond que l'opération n'est pas soumise à étude d'impact.

Les études sont suspendues dans l'attente de la décision communale de soumettre au Conseil Municipal le bilan de la concertation et de décider de la suite. Le budget prévisionnel 2013 de la SPL SOPHIA a été actualisé en conséquence.

Quelle décision de la Commune ?

Point au 17.11.2015 (à titre d'information) : Des études globales ont été menées sur le foncier de la Commune et de l'Etat (EPF) par la CASA. Un Appel à Manifestation d'Intérêt a été lancé. Le rendu de la première phase s'est tenu au mois de septembre 2015. 9 candidatures ont été enregistrées.

4 groupements (bailleur/promoteur) ont été retenus pour la 2^{ème} phase.

Il est prévu une cession du foncier au groupement bailleur/promoteur retenu courant 2016.

14. CHA 01 PARKING LA CAZETTE - CHATEAUNEUF

La Commune du Châteauneuf a chargé la Société de procéder aux études et à la réalisation des travaux d'aménagement d'un parking de 15 places au pied du village.

La mission a démarré avec le lancement d'une consultation en vue du choix du maître d'œuvre. Celui-ci a été retenu dans le cadre d'un MAPA. Il s'agit du Cabinet SETEF.

L'APS a été approuvé par la Commune au cours d'une réunion qui s'est tenue le 10/01/2013

Le Cabinet d'architecte JM Massé a été missionné pour établir le permis d'aménager.

Le permis d'aménager a été délivré le 24 juin 2013.

Une phase préalable de travaux consistant à créer une rampe d'accès au terrain pour permettre l'accès au terrain des engins de sondage a été réalisée en mars 2013 et les sondages ont pu intervenir au cours du mois d'avril. Les résultats des sondages ont permis de valider les options définies au PRO.

Le DCE a été validé par la Ville de Châteauneuf en juillet 2013 après reprise des études de maîtrise d'œuvre.

La consultation de travaux a eu lieu en juillet 2013

Le calendrier prévisionnel a été présenté à M le Maire le 05 juin 2013.

Le marché de travaux a été attribué par la CAO du 27 septembre 2013 à la société GARELLI SAS pour un montant de 266 279.50€ HT. Le marché a été notifié le 17.10.2013.

L'OS 1 de commencement d'exécution de la tranche ferme a été établi le 15.11.2013 et vaut à compter du 18.11.2013 pour un délai contractuel de 5 mois, y compris la neutralisation de la période du 23.12.2013 au 03.01.2014. Fin des travaux le 18.04.2014

Réunion préparatoire au lancement des travaux programmée le 15.11.2013

Sujet en cours entre un riverain et la Commune sur les caractéristiques du futur garage qui sera remis.

Vigilance à avoir sur la tenue du chantier, le respect du permis d'aménager délivré le 24.06.2013 et de l'emprise. (Mission de géomètre à prendre en charge par le maître de l'ouvrage : arpentage)

Courrier de M le PDG du 26.12.2013 à la Commune de Châteauneuf relatif à la communication du document « bilan financier prévisionnel/ Plan de trésorerie 2014 » au regard du contrôle administratif, comptable et financier et du BP 2014 de la Commune.

Point au 23/01/2014 : Sujets techniques dont géotechnique réglés - Avancement conforme

Point de blocage éventuel avec le voisin Mr St Olive à régler d'ici fin janvier par Commune et SPL

Point au 31/03/2014 : Sujets techniques dont géotechnique réglés

Avancement non conforme car désorganisation du chantier lié aux relations avec le voisin Mr Saint Olive : Point de blocage éventuel avec le voisin Mr St Olive à régler d'ici fin janvier par Commune et SPL non réglé. Référé en cours.

Obstruction à l'avancement fait par le voisin (véhicule stationné contre les barrières de chantier empêchant la mise en œuvre des étalements, refus d'autorisation à l'entreprise d'intervenir en limite de propriété pour édification des ouvrages provisoires de coffrages, non signature du bornage contradictoire, lancement d'une procédure de référé)

Avenant au marché de travaux en cours de rédaction (plus et moins-value sans incidence financière, prolongation du délai suite intempéries et désorganisation)

Point au 05/06/2014 : Sujets techniques dont géotechnique réglés

Avancement non conforme car désorganisation du chantier lié aux relations avec le voisin Mr Saint Olive : Point de blocage avec le voisin Mr St Olive à régler d'ici fin janvier par Commune et SPL non réglé. Référé en cours.

Obstruction à l'avancement fait par le voisin (véhicule stationné contre les barrières de chantier empêchant la mise en œuvre des étalements, refus d'autorisation à l'entreprise d'intervenir en limite de propriété pour édification des ouvrages provisoires de coffrages, non signature du bornage contradictoire, lancement d'une procédure de référé). A ce jour, l'impossibilité d'accéder chez le voisin bloque le chantier. Une nouvelle organisation permet de finir une tranche (5 à 6 places et le local-poubelles) pour mi-juin. Le chantier sera ensuite clôturé et arrêté avec repliement des installations. Incidence financières éventuelle pour la commune à voir, en attente des conclusions du référé.

Avenant 1 au marché d'entreprise sans incidence financière notifié (plus et moins-value et incidence délai)

Point au 20/10/2014 : Chantier arrêté au 18/06/14

Démarche entreprise auprès du Préfet pour avoir l'autorisation de passer chez le voisin pour réaliser l'ouvrage (seule possibilité envisageable), en attente retour du Préfet.

Avec l'autorisation du Préfet, possibilité de terminer l'ouvrage tel que prévu au DCE et de régler le problème de la partie de fondation implantée sur le terrain voisin et pour lequel la Commune a été condamnée.

Point au 05/02/2015 : Chantier arrêté au 18/06/14

Démarche entreprise auprès du Préfet pour avoir l'autorisation de passer chez le voisin pour réaliser l'ouvrage (seule possibilité envisageable), en attente retour du Préfet. Nombreux échanges sans résultat à ce jour, projet de courrier PDG + Maire à l'attention du préfet en cours de signature.

Point au 30/03/2015 : Chantier arrêté au 18/06/14

Démarche entreprise auprès du Préfet pour avoir l'autorisation de passer chez le voisin pour réaliser l'ouvrage (seule possibilité envisageable), en attente retour du Préfet. Nombreux échanges sans résultat à ce jour, projet de courrier PDG + Maire à l'attention du préfet en cours de signature. Suite à ce courrier et aux nombreux nouveaux échanges l'arrêté est en cours de rédaction à la préfecture.

Arrêté du 31 mars reçu le 2 avril 2015 par la commune.

Point au 06/07/2015 : Arrêté de M le Préfet des Alpes-Maritimes n° 2015-251 du 31 mars 2015 - Autorisation d'occupation temporaire - Construction d'un parking public de 14 places reçu le 2 avril 2015 par la commune. Procédure d'état des lieux réalisée le 18 mai 2015.

Le riverain a déposé un recours gracieux contre l'arrêté.

La Commune sollicite la désignation d'un expert en urgence compte tenu de la non signature du procès-verbal d'état des lieux par le riverain.

Point au 16/11/2015 : Compte tenu des diverses procédures mis en œuvre par le riverain, la Commune a décidé de réaliser la fin de l'ouvrage sans intervenir de manière temporaire (occupation pour les ouvrages d'étalement et accès ponctuel de machines) chez le riverain. Riverain qui continue de manière quasi-obsessionnelle ses entraves au bon déroulement de la réalisation de l'ouvrage public. Dernière procédure initiée : une assignation jour fixe au Tribunal de Grande Instance de Grasse le 05/11/15

Cela a pour conséquence une modification de l'aspect : suppression de la jardinière en encorbellement, limitation de la casquette.

Sur cette base, la reprise des études a été prononcée et est en cours. Le marché de travaux reprend par la période de préparation en décembre 2015 et deux mois contractuels de réalisation en janvier et février 2016.

15. GO 02 ECOLE MATERNELLE DU PONT DU LOUP - GOURDON

La Commune de Gourdon a chargé la Société de lancer les études nécessaires à la réalisation des travaux de réaménagement en école maternelle d'un bâtiment existant au Chemin dit du Figueret – Le Pont du Loup à Gourdon.

Le CPI a été signé le 21 décembre 2012.

Les études complémentaires de programmation ont été lancées le 20 février 2013.

Une consultation de maîtrise d'œuvre en MAPA a été lancée fin avril, elle a permis de désigner le maître d'œuvre le 16.05.2013 : il s'agit de Sylvie ROSSI.

L'acquisition amiable du foncier par la Commune est en cours.

Les marchés de CSPS et contrôle technique ont été attribués en juin 2013

Le rendu de l'esquisse est programmé pour le 23/09/13

Evolution du coût du programme à vérifier lors de la validation de l'APS pour décision de la Commune.

Le calendrier a été validé par M le Maire le 16.05.2013 et fait apparaître un démarrage des travaux en octobre 2014 en vue d'une livraison pour la rentrée 2015.

Marché de Maîtrise d'œuvre résilié.

La Commune a souhaité repartir sur d'autres bases du programme.

Etat d'avancement :

Mission de faisabilité et scénarii permettant l'aide à décision du maître de l'ouvrage pour le schéma d'aménagement du Quartier du pont du loup : consultation faite auprès de 3 équipes d'architectes.

Rendez en mairie semaine du 12.11.2013 pour choisir une équipe. Choix opéré par M le Maire le 13.11.2013.

Commande notifiée à ACTOM.

Nécessité de compléter le relevé topographique.

Calendrier prévisionnel doit être revu en conséquence.

Courrier de M le PDG du 26.12.2013 à la Commune de Gourdon relatif à la communication du document « bilan financier prévisionnel/ Plan de trésorerie 2014 » au regard du contrôle administratif, comptable et financier et du BP 2014 de la Commune.

Etat d'avancement au 23/01/14

Voir suite à donner pour plan guide avec école sur parc de stationnement enterré derrière la maison vu ACTOM le 10/01/14, prochaine réunion le 24/01/14 à 15h00

Faire faire sondage à la pelle mécanique pour connaître le massif de fondation de la pile de pont. DA en cours

Commande complémentaire TOPO en cours

Point au 31/03/2014 : Avis d'appel public à la concurrence pour la maîtrise d'œuvre (construction de l'école, d'un parc de stationnement de 25 places et des abords) lancé le 21/03/14. Date limite de remise des offres le 24/04/14.

Point au 05/06/2014 : Présentation des rapports d'analyse des candidatures et des offres à la Ville. Choix du lauréat de maîtrise d'œuvre à la CAO de fin juin puis notification et lancement des études.

Point au 20/10/2014 : Equipe de maîtrise d'œuvre désignée fin juillet 2014

Etudes de maîtrise d'œuvre démarrées en août 2014 - ESQUISSE validée en octobre 2014 - APS en cours.

Sondages géotechniques mission G1 PGC en cours

Point au 05/02/2015 : ESQUISSE et APS validés - APD en cours de validation avec augmentation du coût prévisionnel provisoire au coût prévisionnel définitif de 6,77% compte tenu de l'augmentation de surface au RDC et de l'augmentation du nombre de places de stationnement.

Point au 30/03/2015 : ESQUISSE, APS et APD validés

Passage coût prévisionnel provisoire au coût prévisionnel définitif de 6,77% compte tenu de l'augmentation de surface au RDC et de l'augmentation du nombre de places de stationnement. PRO en cours de validation

Opération passée en commission BDM le 12 mars 2015 : certification ARGENT phase conception obtenue.

Le DCE sera prêt mis mai pour lancement de la consultation travaux.

La Commune attend la subvention du CG06 pour le lancement des travaux d'enfouissement des réseaux dans le chemin du Figueiret (passage en commission CG06 prévu en juin 2015)

Le projet de l'école devrait être inscrit à la commission du CG06 en décembre 2015 pour la subvention.

Point au 06/07/2015 : PRO validé - Le DCE finalisé

La Commune attend la subvention du CG06 pour le lancement des travaux d'enfouissement des réseaux dans le chemin du Figueiret (passage en commission CG06 prévu en juin 2015)

Le projet de l'école devrait être inscrit à la commission du CG06 en **décembre 2015** pour la subvention.

Subvention région en commission de juin 2015 : mail relance SPL à Région afin de connaître le financement

Point au 16/11/2015 Le DCE est finalisé. Il a été complété par l'arrêté de permis de construire notifié le 08/10/15 et par la prise en compte de toutes les prescriptions. L'avis d'appel public à concurrence peut être lancé

16. GO 01 LES BOSQUETS - GOURDON

Opération suspendue à la demande de la Commune de Gourdon

17. CAS 01 ZAC d'Intérêt Communautaire « Les Hauts de Roquefort » - CASA – CONCESSION D'AMENAGEMENT

Par délibération du 17 décembre 2012, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a désigné la SPL Sophia concessionnaire d'aménagement dans le cadre d'un contrat de prestations intégrées. Ce CPI a été approuvé par le CA de la SPL SOPHIA le 13 décembre 2012, signé le 17 janvier 2013 et visé par la Sous-Préfecture de Grasse le 22 janvier 2013.

Dans le cadre de sa mission, la SPL SOPHIA a procédé aux actions suivantes :

- Mise en place d'une équipe de pilotage opérationnel avec les services de la CASA et ceux de la Ville de Roquefort les Pins ;
- Désignation de prestataires de services pour les études suivantes : Infrastructures, urbanisme, et dossier Loi sur l'eau (en étroite concertation avec la CASA) ;
- Désignation de Me Charrel comme avocat conseil pour l'accompagnement des procédures. Il convient de préciser que Me Charrel est aussi l'avocat Conseil de la CASA, notamment pour le suivi administratif et juridique des procédures pour cette opération d'intérêt Communautaire ;
- Mise au point d'un planning opérationnel avec les services de la CASA concernés par la réalisation de la déchetterie Communautaire prévue sur le site ;
- Contacts de pré-commercialisation en vue de la cession de charges foncières pour une maison de retraite programmée sur le site ;
- Elaboration d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage avec le CG06 en vue du cofinancement de la réalisation du carrefour d'accès à la ZAC sur la RD 2085.
- La SPL SOPHIA après avoir lancé une consultation auprès de plusieurs organismes bancaires et de la Caisse des Dépôts, soumet au CA du 1^{er} juillet 2013 la décision de souscription d'un emprunt auprès de la Caisse d'Epargne à hauteur de 3 200 000 euros avec la garantie d'emprunt à hauteur de 80% de la CASA . L'octroi de cette garantie par la CASA est présentée pour décision au bureau communautaire du 17 juin 2013. La Commune de Roquefort-les-Pins a donné également son accord. Le contrat de prêt est en cours de signature;
- Un avenant au CPI de concession pour erreur matérielle de numérotation a été approuvé en Conseil communautaire du 14.10.2013 et au CA de la SPL SOPHIA du 07.10.2013.

- Il est apparu à l'analyse du règlement du POS que l'article relatif aux droits à bâtir ne permettait pas de réaliser la totalité du programme envisagé dans la ZAC. Sur les conseils de Me Charrel, il est prévu de modifier la forme de la rédaction de l'article concerné par un arrêté du Maire.
- La convention de groupement de commande avec le CG a été soumise pour approbation à la CP du CG le 11 octobre 2013 et au CA de la SPL SOPHIA du 07.10.2013. Cette convention a été signée par le PDG et le Pdt du Conseil général le 6 janvier 2014.
- Par avis de presse en date du 19 mars 2014 le Conseil Général a lancé une consultation d'entreprises en vue de la réalisation des travaux d'aménagement du carrefour d'accès à la ZAC.
- L'étude Loi sur l'eau a fait l'objet d'une déclaration adressée à la DDTM le 3 octobre 2013. Un récépissé de déclaration en date du 3 décembre 2013 a été notifié à la SPL
- Le dossier de réalisation, élaboré par les Cabinets SETEF et ACTOM a été approuvé par la CASA en Bureau et Conseil Communautaire du 19 décembre 2013.
- La cession des terrains par la CASA à la SPL SOPHIA a fait l'objet d'une décision du Bureau communautaire du 18.11.2013 et du CA de la SPL SOPHIA du 16.12.2013 : l'acte notarié a été signé le 17/02/2014.
- Une première tranche de commercialisation comprenant une résidence seniors (4000 m² SP) ainsi que des logements libres (2750 m²) a fait l'objet d'une offre de la part de Vinci Immobilier en partenariat avec Marianne Développement et Habitat 06.
- Cette offre a été validée dans son principe par M. le Maire de Roquefort. Un accord formel de la part de la CASA est en cours.
- La résidence seniors prévue dans cette offre étant conventionnée à 70% alors que le programme de la ZAC concernait un EHPAD, il convient d'adapter la ventilation des logements sur la ZAC à la demande de la Commune de manière à rester dans la limite d'un équilibre / entre logements libres et conventionnés.
- Compte tenu de cette modification et de ses conséquences financières, il est nécessaire d'adapter le bilan de la ZAC et par la même occasion, d'intégrer dans le programme des équipements publics, à la demande de M le Maire, une salle de quartier dont le financement serait assuré par la ZAC. Un avenant N°1 au contrat de concession de la ZAC sera proposé à une prochaine séance du Conseil Communautaire.
- Une consultation en vue du choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine a été lancée par la SPL Les deux phases de cette consultation sont achevées et le choix de l'équipe lauréate, proposée à l'issue de la consultation, doit être validé formellement par la CASA afin de lancer les études opérationnelles.

Point au 05/06/2014

- Adaptations du projet d'infrastructures aux contraintes du SDIS.
- Mise au point du plan de masse en concertation avec les services de la CASA pour la déchetterie dont le permis pourrait être déposé en juin.
- Intégration d'une salle de quartier dans le plan masse avec le CTM.
- Poursuite de la mise au point du projet « VINCI » : réunion de présentation à M. Rossi, Maire de Roquefort le 27 mai
- Un projet d'avenant N°2 du CPI concession d'aménagement intégrant le changement de programme et la modification de rémunération de la SPL a été adressé à la CASA en vue du CC de fin juin.
- Projet de CCTP en cours de validation par les services de la CASA avant signature par son Président.
- La demande de défrichement, après avis de la DREAL, a été adressée à la DDTM le 3 janvier 2014.
- Après une reconnaissance sur le site, la DDTM a souhaité modifier les emprises à défricher.
- Un dossier modificatif a été adressé aux services le 21 février 2014.
- L'autorisation de défrichement est attendue pour la première semaine d'avril.

Les premiers travaux d'aménagement des infrastructures devraient intervenir au cours du premier trimestre 2014.

Point au 05/06/2014 : Décision autorisant le défrichement signée par le Préfet des AM le 31/3/2014.

- Affichage sur site et en Mairie
- Le défrichement sur les emprises de la voirie sera réalisé par l'entreprise retenue pour les VRD

Point au 05/06/2014 : Marché de MOE urbaine en cours de notification.

DCE travaux en cours de préparation pour lancement de la consultation avant fin juin.

Point au 20/10/2014 : DCE prêt fin juin finalement annulé. Reprise du plan masse par Architecte GARCIA

Validation plan masse par la commune octobre 2014

Reprise dossier loi sur l'eau novembre 2014 (impact coût et délai)

Reprise études MOE sur phases AVP-PRO et DCE (impact coût et délai)

Remise dossier loi sur l'eau 30/11/14

Remise AVP 30/11/14 - Validation AVP 15/12/14

Remise DCE 15/01/15 et lancement consultation travaux

Point au 05/02/2015 : Reprise du plan masse par Architecte GARCIA. Plan en cours de validation dans le cadre de recherches d'économies.

Reprise dossier loi sur l'eau novembre 2014 (impact coût et délai)

Reprise études MOE sur phases AVP-PRO et DCE (impact coût et délai)

Défrichement terminé,

Diagnostic archéologique terminé le 04/02/15. En attente du rapport final.

Signature des PUV avec Erilia et LNC 18/12/2014

Dépôt du PC par VINCI (03/02/2015)

Lancement des études de programmation et esquisses d'aménagement du centre de secours avec le SDIS (RV le 13/02/2015)

Reprise du bilan d'aménagement à la lumière des dernières modifications en cours en vue d'une approbation par la CASA.

Point au 30/3/2015 : Nouveau plan de masse :

- projet arrêté en accord avec la Commune, la CASA et les trois promoteurs concernés
- les estimations financières conformes au bilan prévisionnel ont été précisées et prises en compte dans le DCE
- DCE mis en ligne le 27/03/2015.

Dossier de réalisation :

- mise à jour du dossier de réalisation en cours sur la base du nouveau bilan. Le dossier sera soumis pour approbation par la CASA courant mai 2015.

Avancement projets :

- les opérations LNC et ERILIA ont été adaptées au nouveau plan de masse.
- Un échange de courriers est intervenu entre la SPL et les deux opérateurs concernés afin d'adapter les délais et de prendre note de la modification des limites parcellaires.
- les permis de construire des deux opérations doivent être déposés avant fin avril.

Point au 06/07/2015 : Travaux d'infrastructures internes :

- la CAO du 22 mai 2015 a retenu le groupement d'entreprises SIROLAISE-EIFFAGE-EUROP TP-TEE pour un montant de travaux de 2 489 738,59 €
- La notification du marché est en cours
- Le démarrage des travaux est programmé pour fin juin. Une réunion avec la Commune et les services de la CASA sera organisée en vue du démarrage du chantier.

Commercialisation :

- Le permis de construire de l'opération ERILIA / Habitat 06 est en fin de période d'instruction. La Commune devrait être en mesure de délivrer le permis dès réception par la DDTM (instructeur des PC) du Cahier des Charges de Cession des terrains signé le 3/06/2015 par le Pdt de la CASA.
- Les permis de construire ERILIA et Les Nouveaux Constructeurs ont été déposés fin avril et sont en cours d'instruction.

Equipements publics :

- Centre de secours : suite à une réunion qui s'est tenue à la SPL le 13 février en présence de Mr. Bernard (architecte du SDIS) et le Cabinet ACTOM en présence des services de la Commune de Roquefort, les données permettant d'engager la conception d'un nouveau projet ont été arrêtées d'un commun accord. IL est convenu qu'une esquisse de l'opération serait proposée à la Commune par le SDIS avant l'été.
- La déchetterie : des échanges sont en cours entre les services de la CASA et la Commune de Roquefort au sujet de la mise à disposition des terrains. L'emprise de la déchetterie étant à cheval sur une parcelle communale (2260 m² environ) et sur une parcelle SPL (1850 m² environ) à céder soit à la CASA soit à la Commune, il convient de désigner un propriétaire unique à savoir soit la CASA soit la Commune et ce, avant le dépôt du permis de construire.
- Le CTM : mission confiée par la Commune au Cabinet CTH pour la maîtrise d'œuvre du projet. La définition du plan masse et de l'implantation des constructions en relation avec l'aménagement de la ZAC fera l'objet d'une réunion entre la SPL et la Commune courant juin.

Point au 16/11/2015 : Travaux d'infrastructures internes :

- Les travaux ont démarrés le 29/06/15 pour 13 mois contractuels
- Mises au point techniques faites
- Terrassements en tranchée profondes en cours.
- A ce jour il y a une tenue du calendrier détaillé d'exécution en dépit de grosses contraintes de terrassements dans le rocher.



Commercialisation : Le permis de construire a été délivré à Vinci/ HABITAT 06 le 23 juillet 2015. Le report de la signature de l'acte authentique a été accordé par la SPL SOPHIA. La signature s'est tenue le 23 novembre 2015.

- Les permis de construire ERILIA et Les Nouveaux Constructeur ont été délivrés respectivement le 09 octobre 2015 et le 06 octobre 2015. Dès la fin des recours, la vente pourra être conclue avec ERILIA et Les Nouveaux Constructeurs comme convenu dans la promesse de vente.

Equipements publics :

- Déchetterie : La décision a été prise par la CASA de procéder à l'acquisition de la totalité de la parcelle de terrain destinée à la réalisation de l'équipement. La Commune va céder à l'euro symbolique la partie dont elle est propriétaire. La partie du foncier propriété de la SPL SOPHIA (1692 m²) va également être cédée à la CASA au prix inscrit dans le bilan financier de l'opération. La convention de participation a été approuvée par le Bureau Communautaire du 12 octobre 2015 et l'avenant au CCCT a été signé par le Président de la CASA le 15 septembre 2015. Le permis de construire de l'équipement va être déposé d'ici la fin du mois de novembre.

- CTM : Un échange sans soulte va intervenir entre la Commune de Roquefort-les-Pins et la SPL SOPHIA au regard des avis de France Domaine.

Les modifications du dossier de réalisation et du programme des équipements publics ont été apportées, les pièces seront présentées pour approbation au prochain Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

20. VSA 16 CONVENTION CADRE VALBONNE

PRE DE BATI : contacts pris par la SPL et réunions de travail avec un opérateur

AIR France : Réalisation par la Société Air France d'une étude faune/flore complémentaire. Etudes réalisées par le Bureau d'études Eco-Med

21. VSA 17 ETUDES LOGEMENTS PEIDESSALE - VALBONNE

Par délibération n°8274 du 26 juin 2014, le Conseil municipal de la Commune de Valbonne a souhaité confier à la SPL SOPHIA, une mission d'opérateur, non exclusif, de la politique foncière et patrimoniale active et dynamique qu'elle a définie pour favoriser la qualité de vie, le développement durable, équilibré et harmonieux de la Commune notamment en protégeant près des 2/3 du territoire communal en espaces naturels ou agricoles. Dans cet esprit et objectif, elle a souhaité mettre en œuvre une gestion foncière et patrimoniale optimisée.

La convention particulière, prise en application de la convention cadre signée le 1^{er} août 2014 et soumise à l'approbation du Conseil municipal de la Commune de Valbonne du 18 décembre 2014 et du Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA le 1^{er} décembre 2014 a pour objet la définition et le lancement d'une opération expérimentale de logements comprenant une partie évolutive dans le secteur de Peïdessale, dénommée « Les trois petits cochons ».

Cette opération dont les grandes lignes ont été définies par la Commune, porte sur la réalisation d'un ensemble de 90 logements environ. La Commune souhaite inscrire ce projet dans une démarche innovante destinée à accueillir des familles aux revenus modestes qui pourraient accéder à la propriété dans des logements individuels et semi-collectifs dont les surfaces et/ou l'organisation spatiale pourraient évoluer en fonction de leurs besoins.

La Commune de Valbonne charge la Société, qui accepte, de procéder en son nom et pour son compte, à la mise au point des études, à la conduite des procédures administratives et à la définition des modalités de mise en œuvre et à la commercialisation des terrains de l'opération dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Les parcelles destinées à la réalisation de cette opération figurent au Cadastre à la section BX n°2, BX n°3, BX n°4, BX n°5, BX n°7 et BX n°319 représentant une superficie totale de 2 hectares 46a 45ca

Point au 06/07/2015 : Une simulation au sujet du programme a été proposée le 29 mai 2015, au regard de l'estimation de France Domaine du 27 mars 2015.

Afin de procéder à l'acquisition du foncier communal par la SPL SOPHIA, un Contrat de Prestations Intégrées d'opportunités foncières a été rédigé entre la SPL SOPHIA et la Commune de Valbonne en vue du Conseil Municipal de la Commune de Valbonne du 25.06.2015 et du Conseil Administration de la SPL du 06.07.2015.

Par conséquent, il est convenu de procéder à la cession par la Commune du terrain communal lors du Conseil Municipal de la Commune de Valbonne du 25.06.2015 et du Conseil d'Administration de la SPL du 06.07.2015.

Un emprunt de 4.200.000 € a été souscrit (sous réserve de validation par le comité de crédit) auprès d'ARKEA BANQUE en vue de l'acquisition des terrains communaux.

Une consultation est en cours pour une étude urbanistique.

Point au 16.11.2015 : La consultation urbanistique a été réalisée par le cabinet ABC Architectes. Une esquisse a été présentée à Monsieur le Sénateur-Maire le 03 août 2015. Une validation a été apportée sur le principe de l'opération.

Les études préalables :

- Une étude technique sur les infrastructures primaires a été réalisée par ALVETEC afin d'estimer le coût financier relatif aux réseaux primaires.
- En parallèle, une étude sur le marché foncier est sollicitée par la SPL SOPHIA.
- Des études énergétiques (techniques et financières) ont été sollicitées également. Cette approche énergétique s'inscrit dans la dimension durable souhaitée par Monsieur le Sénateur-Maire dans le cadre de l'opération d'aménagement innovante dénommée « Les 3 petits cochons » sise à PEIDESSALLE.

De plus, des études comparatives sont menées par la SPL SOPHIA sur les démarches opérationnelles existantes pour le développement de l'habitat participatif sur le secteur ainsi que sur les modes de constructions à prix très modérés afin de respecter les orientations initiales du projet.

Afin de résilier la Convention d'opportunités foncières BOURRELLES et PEIDESSALLE approuvée lors du Conseil municipal du 25 juin 2015 signée et notifiée à la SPL SOPHIA le 01 septembre 2015, un avenant a été établi par la Commune. Cet avenant a été approuvé lors du Conseil municipal de Valbonne du 24 septembre 2015.

22. VSA 18 ETUDES LOGEMENTS BOURELLES - VALBONNE

Par délibération n°8274 du 26 juin 2014, le Conseil municipal de la Commune de Valbonne a souhaité confier à la SPL SOPHIA, une mission d'opérateur, non exclusif, de la politique foncière et patrimoniale active et dynamique qu'elle a définie pour favoriser la qualité de vie, le développement durable, équilibré et harmonieux de la Commune notamment en protégeant près des 2/3 du territoire communal en espaces naturels ou agricoles. Dans cet esprit et objectif, elle a souhaité mettre en œuvre une gestion foncière et patrimoniale optimisée.

La présente convention particulière, prise en application de la convention cadre signée le 1^{er} août 2014 et soumise à l'approbation du Conseil municipal de la Commune de Valbonne du 18 décembre 2014 et du Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA le 1^{er} décembre 2014 a pour objet la poursuite du projet d'aménagement de l'éco quartier des Bourrelles.

En effet, le secteur des Bourrelles/Macarons situé au nord-est de Valbonne Sophia Antipolis, en lisière de la technopole, représente un enjeu important dans les grands axes de développement futur de la Commune en matière d'offre de logements appropriés aux besoins et aux moyens des actifs locaux et de développement durable.

Ce site a été identifié dans la Directive Territoriale d'Aménagement des Alpes-Maritimes, répertorié en tant que « secteur à enjeu » au Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) ainsi qu'au Programme Local de l'Habitat de la CASA.

Ce projet a fait l'objet du lancement par la Commune en octobre 2011 d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) dans le but de sélectionner un groupement de professionnels pluridisciplinaire apte à répondre aux exigences de la Collectivité.

L'approche novatrice du déroulement de cette consultation réside dans l'organisation d'un système de concertation continue. En effet, les quatre équipes, invitées à remettre un dossier complet d'offre en seconde phase, ont été accompagnées par un comité technique ad hoc, à l'occasion des différents points d'étape leur permettant de préciser leur projet et de le faire évoluer dans un dialogue avec la Commune.

Parallèlement, un Comité Consultatif créé par délibération n° 7703 du Conseil municipal du 14 octobre 2011 complétée par la délibération n° 7721 du 9 décembre 2011, composé d'élus, de riverains et d'associations diverses a été constitué afin de recueillir des avis aux différents stades d'élaboration du projet.

Par délibération n° 7850 du Conseil municipal en date du 22 juin 2012, il a été présenté un état d'avancement de l'AMI et pris acte de la poursuite de la démarche avec les deux groupements restant en concurrence.

Par délibération n° 8050 du 17 juin 2013, le Conseil municipal approuvait la charte nationale Eco Quartier, décidait du lancement de la demande de labellisation d'éco quartiers pour l'opération des Bourrelles et inscrivait les vingt engagements de la charte dans les obligations liées à la réalisation de l'opération des Bourrelles.

Une note préliminaire relative à l'opération des Bourrelles, rédigée par la SPL Sophia en application de l'article 3 de la convention cadre signée le 1^{er} août 2014 et notifiée par la Commune à la société le 19 août 2014, a été transmise à la Commune le 02 octobre 2014.

Le contrat de prestations intégrées s'inscrit dans le prolongement de la convention cadre et porte sur le pilotage du processus devant conduire à la commercialisation des terrains appartenant à la Commune et à la mise en œuvre opérationnelle du projet d'aménagement issu de la procédure d'appel à manifestation d'intérêt.

Les parcelles destinées à la réalisation de ce projet portant les n° BW n°387, BW n° 167, BW n° 140, BW n° 448, BW n° 136, représentent une superficie de 65 380 m².

Point au 06/07/2015 : A la suite de la demande d'examen au cas par cas transmise à la DREAL le 13.04.2015, l'opération d'aménagement des Bourrelles n'est pas soumise à la réalisation d'une étude d'impact : Arrêté Préfectoral du 27.05.2015.

Un courrier de M le Sénateur-Maire en date du 22 mai 2015, a été envoyé aux deux groupements sélectionnés lors de la première phase de l'AMI en vue d'un « Groupe AMI BOURRELLES » et de la sélection de l'équipe lauréate. Le 1^{er} juin 2015 les offres actualisées des deux groupements ont été remises à la Commune de Valbonne. Le 6 juin 2015 s'est tenue la soutenance à l'Hôtel de Ville de Valbonne Sophia Antipolis. Le 26 juin 2015 s'est tenue une réunion conclusive permettant aux deux équipes de répondre aux questions soulevées lors du « Groupe AMI BOURRELLES » du 6.06.2015. Le choix de l'équipe lauréate est en cours.

L'ensemble des projets de courriers, des analyses et des comptes rendus ont été réalisés par la SPL SOPHIA.

En parallèle, une concertation préalable formalisée, en application des dispositions des articles L.300-2 et R.300-1, a été lancée par arrêté du Maire du 22 Mai 2015 (visé le 29/05/2015 par M le Sous- Préfet). Ce dernier fixe les objectifs poursuivis pour la réalisation du projet d'aménagement à vocation d'habitat sur le secteur des Bourrelles ainsi que les modalités de la concertation. Elle s'est déroulée du 26 Mai 2015 au 18 juin 2015. A l'issue de cette concertation préalable, M. le Sénateur-Maire a présenté le bilan de la concertation.

Une consultation bancaire a également été lancée le 22 Mai 2015. Cette consultation porte sur un emprunt de 6 200 000 € en vue de l'acquisition des terrains communaux et de la réalisation de la piste DFCI par la SPL SOPHIA.

La SPL SOPHIA a retenu l'offre d'ARKEA BANQUE.

Afin de procéder à l'acquisition du foncier communal par la SPL SOPHIA, un Contrat de Prestations Intégrées d'opportunités foncières a été rédigé entre la commune de Valbonne et la SPL SOPHIA en vue du Conseil Municipal du 25 juin 2015 et du Conseil d'Administration du 06.07.2015.

Point au 16.11.2015 : Le 08 septembre 2015, la Commune de Valbonne décidait de ne pas poursuivre l'opération d'aménagement à vocation d'habitat sise au « Bourrelles » avec la SPL SOPHIA. Dans le prolongement de la décision de M. le Sénateur-Maire, la SPL SOPHIA a rectifié le rapport du choix de l'équipe lauréate ainsi que la convention de Projet Urbain Partenarial en supprimant les mentions relatives à l'intervention de la SPL.

Afin de résilier la Convention d'opportunités foncières approuvée lors du Conseil municipal du 25 juin 2015 signée et notifiée à la SPL SOPHIA le 01 septembre 2015, un avenant a été établi par la Commune. Cet avenant a été approuvé par le Conseil municipal de Valbonne du 24 septembre 2015.

Le rapport final relatif au CPI études des Bourrelles a été rédigé par la SPL SOPHIA afin de faire état des missions menées par la SPL ainsi que des évolutions, non inscrites dans les missions du CPI études, à savoir la reprise des négociations avec Nouveaux Logis Azur et Immobilière Méditerranée ainsi que la rédaction de la Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP). Une réunion s'est tenue à la SPL SOPHIA en présence des services de Valbonne afin de présenter le rapport, le 02 octobre 2015.

Les études techniques portant sur les infrastructures primaires/les réseaux/les modes de déplacements doux, réalisées par ALVETEC, ont été restituées à la SPL et transmises à la Commune dans le prolongement du rapport final.

Suite à la décision de la Commune, la SPL SOPHIA n'a pas donné suite au contrat de prêt rédigé par ARKEA BANQUE portant sur l'emprunt de 6 200 000 € HT.

Afin de clôturer le CPI études des Bourrelles, la SPL SOPHIA a confié au Bureau d'Etudes TPF infra, l'élaboration du dossier de la Procédure Intégrée pour le Logement (PIL) valant mise en compatibilité du PLU. Une réunion de restitution de la PIL s'est tenue, le 16 octobre, à la Mairie de Valbonne en présence des services de la Ville et du Bureau d'études. Le dossier complet a été transmis à la Commune le 29 octobre 2015 en vue du prochain Conseil Municipal.

Par conséquent, l'opération d'aménagement des Bourrelles est directement piloté par la Commune de Valbonne Sophia Antipolis.

23. OPI 01 LE GORGIER - OPIO

La commune d'OPIO et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ont organisé un appel à manifestation d'intérêt afin de céder un terrain lui appartenant d'une superficie d'environ 7 665 m², cadastré A 70, 71, 72, 74 à un groupement de promoteurs en vue de la réalisation d'un programme immobilier comprenant des logements, des commerces, un espace public et des stationnements, et plus précisément :

- 27 logements (sans excéder 35 logements), soit environ 2 650 m² de surface de plancher, étant précisé que le programme de logements devra comporter une majorité de logements locatifs sociaux

- 600 m² de commerces
- 260 m² d'équipement public
- Une place publique piétonne
- Une centaine de places de stationnement

En effet, le secteur du Gorgier a été défini comme un espace à enjeux de développement de type « fonction centrale » dans le Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) approuvé le 5 mai 2008 : « *Les « fonctions centrales » englobent les principaux centres qui représentent l'armature urbaine de la ville-pays, où coexistent habitat et équipements administratifs et culturels, commerces et services répondant aux besoins de la population des unités de voisinage. Dans ces espaces, il conviendra, en particulier, de renforcer l'ensemble des équipements, des activités, des services et des fonctions d'animation ; d'améliorer l'espace public urbain et l'accessibilité, notamment par les transports collectifs et les modes doux de déplacement ; de développer l'habitat et de favoriser la réhabilitation de l'habitat ancien.* »

Depuis 2008, plusieurs études ont été réalisées sur ce secteur. La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a notamment missionné le Studio d'architecture et d'urbanisme Bourgade pour la réalisation d'une étude de faisabilité et de programmation en 2011.

Cette étude a mis en évidence les objectifs suivants :

- La création d'une liaison structurante entre l'ensemble commercial et les services municipaux (crèche, salle polyvalente...)
- La création d'une offre de logements et de surfaces de commerces complémentaires
- L'organisation des activités et des logements autour d'une place
- La création de places de stationnement adaptées aux besoins du nouveau quartier.

L'objectif du projet établi par la Commune est donc double : d'une part, assurer la cohérence du quartier en liaisonnant des équipements majeurs pour la Commune et d'autre part, développer un programme de logements à destination des jeunes actifs pour lesquels l'offre est insuffisante à l'heure actuelle selon les données de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2012-2017 de la CASA fixe un objectif de production de 10 logements par an dont 6 logements locatifs sociaux, 1 logement PSLA et 2 logements en accession encadrée.

Ainsi, l'Appel à Manifestation d'Intérêt lancé en mai 2013 par la Commune d'OPIO, en partenariat avec la CASA, devait permettre de sélectionner le meilleur partenaire capable d'acquérir le terrain communal en vue de la réalisation d'un programme immobilier comprenant des logements, des commerces, un espace public et des stationnements répondant à l'objectif de mixité sociale et de mixité de fonction notamment ainsi que de qualité architecturale et d'insertion paysagère et la prise en compte des fondements d'un aménagement et développement durables.

Aux termes de cette procédure d'appel à candidatures, la Commune d'OPIO a décidé par délibération de son Conseil municipal n° 01 en date du 27 mai 2014 de retenir le groupement : Nouveau Logis Azur/ Atelier du Port-Didier Roman/ Grontmij Sudequip/ AB Sud Ingenierie/ ES Paysages.

Dépôt de PC par Nouveau Logis Azur le 20 avril 2015.

Instruction en cours, attente avis pompiers.

Participation sollicitée par le SDEG à voir avec le constructeur

24. LRO 04 CENTRE VILLAGE – LE ROURET

La Commune du Rouret souhaite l'assistance de la SPL SOPHIA, dont elle est actionnaire, afin de l'accompagner et appréhender l'ensemble des problématiques complexes de l'urbanisation du Centre Village du Rouret, et du volet opérationnel de la construction afin de valoriser les propriétés communales.

L'axe de développement principal de la Convention-Cadre porte sur le renforcement d'une politique volontariste d'urbanisation du centre village. Il s'agit de mettre en œuvre une démarche générale consistant à :

- maîtriser l'urbanisation du cœur du village et limiter l'étalement urbain ;
- requalifier les espaces publics du centre village ;
- valoriser les fonctions de centralité et assurer une nouvelle dynamique du centre;
- proposer un paysage urbain cohérent ;
- repenser le fonctionnement des mobilités de manière à assurer un environnement viaire sécurisé et pacifié ;
- renforcer la mixité fonctionnelle dans le cœur du village (équipements, services, habitat, activités...);
- Favoriser l'émergence d'une offre immobilière adaptée aux besoins des Rourétans ;

Un CPI d'études préalables de faisabilité a été rédigé entre la Commune et la SPL SOPHIA et porte sur deux propriétés communales, sises en cœur de village :

1/« Centre village Ouest » (parcelles B 1705 et 2246), secteur destiné à la réalisation d'environ 20 logements. Les riez d'immeubles devront participer à l'animation du village, et seront donc affectés aux commerces, services, équipements...

2/ « l'ancienne propriété Pignon » (parcelles B 1030, 1416, 1417,), site devant accueillir la réalisation d'une opération mixte (équipements et habitat), destinée à répondre aux besoins en équipements publics et d'autres projets structurants d'intérêt général.

25. BIOT 01 SAINT-ELOI - BIOT

Plusieurs réunions techniques se sont déroulées avec la Commune de Biot au sujet de l'opération d'aménagement de Saint-Eloi.

Un cahier des charges a été rédigé par la SPL SOPHIA en vue d'une consultation sur des études urbanistiques.

Un CPI a également été préparé afin de mener les études préalables/ les études techniques/ les démarches administratives.

En raison des intempéries intervenues dans la nuit du 03 au 04 octobre 2015, le projet a été suspendu le temps de la remise en état des différents ouvrages publics endommagés.

QUATRIEME PARTIE : LES ELEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE A LAQUELLE EST ETABLI LE RAPPORT

ACTIVITES :

-LE ROURET – En application de la convention cadre pour la réalisation d'un ensemble d'actions entrant dans le cadre de sa politique foncière et patrimoniale, la Commune a notifié à la SPL SOPHIA le 22.02.2016 le CPI relatif aux études préalables de faisabilité en vue de la réalisation d'une opération d'aménagement portant logements, commerces, services et équipements publics, sur les terrains communaux « centre village ouest » et « propriété Le Clos des Tilleuls »;

-LE ROURET – Espace associatif culturel et polyvalent : Poursuite des travaux

- VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS ZAC DES CLAUSONNES :

- ✓ Programme des travaux d'infrastructures modifié par le Concédant (sans décaissement et donc dévoiement des réseaux) pour rester dans l'estimatif du bilan prévisionnel de la ZAC des Clausonnes, d'où :
 - Déclaration sans suite du marché de conception-réalisation et indemnisation des 5 équipes
 - Lancement du marché de maîtrise d'œuvre des infrastructures primaires, passerelle et parc relais de la ZAC des Clausonnes à Valbonne Sophia Antipolis (CAO du 22.02.2016 : analyse des candidatures)
 - Lancement du marché de maîtrise d'œuvre des infrastructures internes de la ZAC des Clausonnes (CAO du 22.02.2016 : analyse des candidatures)
- ✓ convention financière et foncière avec le Département des Alpes-Maritimes approuvée en Commission Permanente du 25.02.16 et en Conseil municipal du 24.02.2016. Elle sera soumise à l'approbation du Conseil d'Administration dans sa séance du 18 avril 2016
- ✓ Dossier de demande d'un fonds de concours aménagement et accessibilité de zones à vocation économique auprès de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

- COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS - ZAC D'INTERET COMMUNAUTAIRE LES HAUTS DE ROQUEFORT : Calage de la « co-activité » chantiers ZAC IC des Hauts de Roquefort avec ERILIA et LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS ;

-GOURDON -Ecole maternelle et parc de stationnement et abords à Pont du Loup : la Commune de GOURDON ne souhaite pas de lancement du DCE avant juin 2016 ;

-COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS – TERRAINS AIR France A VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS : le projet de CPI études terrains AIR France à Valbonne Sophia Antipolis a été transmis par la Commune de Valbonne à la CASA pour poursuite des études par SPL et AIR France : réunion le 25 mars 2015 CASA/ SPL/ AIR France

- VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS- FERME BERMOND : Démarrage des travaux en mars 2016 de la Ferme Bermond au regard des galeries souterraines à Valbonne Sophia Antipolis avec relance du lot 1 Fondations spéciales/gros œuvres. Travaux d'une durée de 13 mois en site libéré ;

-COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS – ZAE PLATEAU DE LA SARREE A BAR SUR LOUP : réunions de travail CASA/ SPL pour calage CPI de concession d'aménagement

-COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS/ VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS – ZAC IC FUGUEIRET : Cahier des charges des études complété par SPL SOPHIA et participation à l'analyse des candidatures.

-VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS – PRE DE BATI : poursuite des négociations et du programme

CONVENTIONS REGLEMENTEES DANS LES SOCIETES ANONYMES

(Ordonnance n° 2014-863 du 31 juillet 2014 relative au droit des sociétés prise en application de l'article 3 de la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises) : il est rappelé, en lien avec la Fédération des EPL , la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes et Monsieur le Commissaire aux Comptes, que « les contrats de prestations intégrées s'analyse comme des conventions libres dans la mesure où ils constituent des opérations courantes conclues à des conditions normales au sens de l'article L.225-39 du Code de commerce. Il est à noter que la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes a considéré que les conventions d'amont (contrat entre la Collectivité et la SEM) relevaient bien des conventions libres (opérations courantes conclues à des conditions normales)... »

La circulaire sur les modifications apportées par l'ordonnance du 31 juillet 2014 relative au droit des sociétés, précise notamment que les conventions réglementées qui ont été conclues au cours d'exercice antérieurs et dont l'exécution se poursuit au cours du dernier exercice doivent désormais être communiquées au Commissaire aux Comptes pour les besoins de l'établissement de son rapport spécial. De plus, ces mêmes conventions doivent être examinées chaque année par le Conseil d'Administration. Le Conseil doit seulement indiquer s'il maintient ou non l'autorisation antérieurement donnée, après s'être assuré que les conventions répondent toujours aux critères qui l'avaient conduit à donner son accord initial. La décision d'autorisation préalable par le Conseil d'Administration doit à présent être motivée « en justifiant l'intérêt de la convention pour la société notamment en précisant les conditions financières qui y sont attachées ».

Par courrier du 16 février 2016, Monsieur le Président Directeur Général apporté « les précisions suivantes au regard des conventions réglementées à M le Commissaire aux Comptes :

-L'exercice 2015 :

Le Conseil d'Administration (procès-verbal joint) a approuvé dans sa séance du 13 avril 2015, en votre présence, le bail pour les bureaux situés dans le centre administratif, place Joseph Bermond à Valbonne Sophia Antipolis, avec la Commune de Valbonne Sophia Antipolis. Ce contrat a été signé le 5 mai 2015 et nous vous en avons transmis une copie par courrier du 28 mai 2015.

Vous trouverez en pièce jointe un état récapitulatif des contrats approuvés par le CA en 2015, préalablement à leur signature ainsi que la copie de l'ensemble des contrats autorisés par le CA préalablement et de fait conclus en 2015.

Il est à noter que le Contrat de Prestations Intégrées (CPI) pour des acquisitions foncières d'opportunité relatives aux opérations de logements des Bourrelles et de Peidessalle signé le 28 août 2015, a été résilié par la Commune de Valbonne Sophia Antipolis le 13 janvier 2016. De ce fait, le projet de contrat de prêt

avec ARKEA BANQUE, approuvé par le Conseil municipal de Valbonne Sophia Antipolis dans sa séance du 25 juin 2015 et par le Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA le 6 juillet 2015, n'a pas été suivi d'effet. »

VIE DE LA SOCIETE

La Commune de Tourrettes sur Loup est entrée au capital social.

La modification des statuts a été préalablement opérée

L'ensemble des collectivités ou groupement de collectivités actionnaires ont approuvé cette modification des statuts par délibérations de leurs Assemblées Délibérantes

Les actionnaires ont souhaité réunir le Comité permanent stratégique et de contrôle afin qu'une réflexion soit engagée en vue de la finalisation du Plan d'affaires 2015-2020 de la Société, au regard des engagements de mandat des collectivités et des opérations d'intérêt communautaire confiées par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ainsi que de la mobilisation des financements.

Des opérations ont d'ores et déjà été listées lors de la réunion du CPSC du 2 février 2015 et du 30 mars 2015 telles que la ZAC d'intérêt communautaire du Fugueiret, la ZAE d'intérêt communautaire de la Sarrée à Bar sur Loup, la place Sophie Laffitte ... et des réunions avec les actionnaires se poursuivent.

Il conviendra de préciser le calendrier opérationnel.

Le recrutement de Nicole Bonnamour en contrat à durée indéterminée chargée du suivi comptable et financier des opérations, est intervenu au 1^{er} février 2016. Elle travaillait sous le statut d'auto entrepreneur, disposant de plusieurs clients en plus de la SPL SOPHIA jusque- là.

CINQUIEME PARTIE : LES RESULTATS DE L'ACTIVITE – COMPTE DE RESULTAT

RESULTATS DE L'ACTIVITÉ 2015 :

Le niveau d'activité de la société au cours de l'exercice écoulé ainsi que de ses résultats sont synthétisés dans le tableau ci-après :

	2015	2014
CHIFFRE D'AFFAIRES	3 435 740,00	-8 791 369,00
RESULTAT D'EXPLOITATION	-38 609,00	164 073,00
RESULTAT FINANCIER	4 072,00	3 212,00
RESULTAT COURANT	-34 537,00	167 285,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-9,00	1 113,00
PARTICIPATION DES SALARIES		
IMPOTS SUR LES SOCIETES		
RESULTAT NET COMPTABLE	-34 546,00	168 398,00
DOTATIONS AMORT. DEPREC° & PROV	7 986,00	4 487,00
REPRISES AMORT. DEPREC° & PROV		
DOT. PROV. RISQUES & CHARGES		
REP. PROV. RISQUES & CHARGES		
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	-26 560,00	172 885,00

	2014	2013
CHIFFRE D'AFFAIRES	-8 791 369,00	10 152 258,00
RESULTAT D'EXPLOITATION	164 073,00	-120 708,00
RESULTAT FINANCIER	3 212,00	24 678,00
RESULTAT COURANT	167 285,00	-96 030,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 113,00	-766,00
PARTICIPATION DES SALARIES		
IMPOTS SUR LES SOCIETES		
RESULTAT NET COMPTABLE	168 398,00	-96 796,00
DOTATIONS AMORT. DEPREC° & PROV	4 487,00	
REPRISES AMORT. DEPREC° & PROV		
DOT. PROV. RIQUES & CHARGES		
REP. PROV. RISQUES & CHARGES		
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	172 885,00	-96 796,00

L'exercice 2015 présente un résultat net comptable déficitaire de (34 546)€ contre un bénéfice de 168 398€ en 2014 avec un total des produits de 3 519 108 € (contre 5 501 024 € en 2014) et un total de charges de 3 553 654€ (contre 5 332 626 € en 2014).

Il vous appartiendra de statuer sur l'affectation du résultat net comptable.

RESULTAT DE L'ACTIVITE DES CINQ DERNIERS EXERCICES :

<i>Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)</i>	<i>31/12/2015 12</i>	<i>31/12/2014 12</i>	<i>31/12/2013 12</i>	<i>31/12/2012 12</i>	<i>31/12/2011 12</i>
<i>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</i>					
Capital social	230 400	230 400	230 400	230 400	230 400
Nombre d'actions - ordinaires	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400
Nombre maximum d'actions à créer					
<i>OPERATIONS ET RESULTATS</i>					
Chiffre d'affaires hors taxes	3 435 740	(8 791 369)	10 152 258	174 029	47 357
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	(26 560)	172 885	(96 796)	35 456	(38 276)
Dot. Amortissements et provisions	7 986	4 487			
Résultat net	(34 546)	168 398	(96 796)	35 456	(38 276)
<i>RESULTAT PAR ACTION</i>					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	(11)	72	(40)	15	(16)
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	(14)	70	(40)	15	(16)
<i>PERSONNEL</i>					
Effectif moyen des salariés	5	4	4	1	1
Masse salariale	274 668	237 656	249 855	50 091	21 388
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	127 688	108 854	111 313	23 523	10 205

SITUATION DE LA SOCIETE AU 31 DECEMBRE 2015 :

Pour vous permettre d'apprécier la situation patrimoniale et financière de la société et son évolution depuis la clôture du précédent exercice, nous avons dressé un tableau faisant ressortir, au jour de la clôture de l'exercice écoulé et de l'exercice précédent, la situation du fonds de roulement structurel propre, celle du besoin en fonds de roulement, ainsi qu'une présentation synthétique de ces données et de leurs rapports avec la trésorerie disponible et les dettes financières.

Compte tenu du volume représenté par les concessions, ces éléments sont distingués par nature : Structure et aménagement (concessions et mandats).

FONDS DE ROULEMENT STRUCTUREL	2015			2014		
	STRUCTURE	AMENAGEMENT	CUMULE	STRUCTURE	AMENAGEMENT	CUMULE
CAPITAL	230 400,00		230 400,00	230 400,00		230 400,00
PRIMES ET RESERVES	144 039,00		144 039,00	144 039,00		144 039,00
REPORT A NOUVEAU	11 762,00		11 762,00	-156 637,00		-156 637,00
RESULTAT	-34 546,00		-34 546,00	168 398,00		168 398,00
PROVISIONS REGLEMENTEES						
FONDS PROPRES AVANT AFFECTATION	351 655,00	0,00	351 655,00	386 200,00	0,00	386 200,00
IMMOBILISATIONS BRUTES	49 619,00		49 619,00	47 119,00		47 119,00
AMORTISSEMENTS/PROVISIONS	21 305,00		21 305,00	13 318,00		13 318,00
DETTE SUR IMMOBILISATIONS						
CHARGES A ETALER						
IMMOBILISATIONS NETTES	28 314,00	0,00	28 314,00	33 801,00	0,00	33 801,00
FONDS ROULEMENT PROPRE	323 341,00	0,00	323 341,00	352 399,00	0,00	352 399,00

BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	2015			2014		
	STRUCTURE	AMENAGEMENT	CUMULE	STRUCTURE	AMENAGEMENT	CUMULE
STOCKS		13 300 684,00	13 300 684,00		13 702 062,00	13 702 062,00
CLIENTS NETS	78 844,00		78 844,00	67 138,00		67 138,00
AUTRES CREANCES	289 625,00	136 169,00	425 794,00	225 169,00	499 287,00	724 456,00
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	4 434,00		4 434,00	4 017,00		4 017,00
ACTIF CIRCULANT D'EXPLOITATION	372 903,00	13 436 853,00	13 809 756,00	296 324,00	14 201 349,00	14 497 673,00
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES						
DETTE FINANCIERES		7 706 571,00	7 706 571,00		3 205 333,00	3 205 333,00
FOURNISSEURS	53 702,00	254 927,00	308 629,00	50 735,00	462 068,00	512 803,00
DETTE FISCALES ET SOCIALES	90 886,00		90 886,00	79 108,00		79 108,00
AUTRES DETTES	77,00	627 275,00	627 352,00	1 292,00	4 163 033,00	4 164 325,00
PRODUITS CONSTATEES D'AVANCE		9 323 608,00	9 323 608,00		9 300 647,00	9 300 647,00
PASSIF CIRCULANT D'EXPLOITATION	144 665,00	17 912 381,00	18 057 046,00	131 135,00	17 131 081,00	17 262 216,00
BESOIN EN F.R. EXPLOITATION	228 238,00	-4 475 528,00	-4 247 290,00	165 189,00	-2 929 732,00	-2 764 543,00

JUSTIFICATION DE LA TRESORERIE	2015			2014		
	STRUCTURE	AMENAGEMENT	CUMULE	STRUCTURE	AMENAGEMENT	CUMULE
FONDS DE ROULEMENT PROPRE	323 341,00	0,00	323 341,00	352 399,00	0,00	352 399,00
RESSOURCES EN F.R. EXPLOITATION						
DETTE FINANCIERES						
TOTAL RESSOURCES	323 341,00	0,00	323 341,00	352 399,00	0,00	352 399,00
INSUFFISANCE F.R. PROPRE						
BESOIN EN F.R. EXPLOITATION	228 238,00	-4 475 528,00	-4 247 290,00	165 189,00	-2 929 732,00	-2 764 543,00
DISPONIBILITES	446 078,00	4 124 551,00	4 570 631,00	555 773,00	2 561 170,00	3 116 942,00
TOTAL EMPLOIS	674 316,00	-350 977,00	323 341,00	720 962,00	-368 562,00	352 399,00

Nota : Dans le présent tableau, les stocks des opérations de concessions apparaissent dans l'actif circulant, de ce fait, et par soucis de cohérence, les emprunts finançant ces opérations de concessions sont présentés dans les dettes financières court terme.

HONORAIRES DE LA SPL SOPHIA :

Sur proposition du Comité permanent stratégique et de contrôle en date du 14 mai 2012, le Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA approuvait en date du 23 mai 2012 la grille de rémunération suivante :

Travaux :

Les taux de rémunération de la SPL SOPHIA pour les études et la réalisation de travaux de construction,

de réhabilitation et de réutilisation d'équipements publics ainsi que pour les travaux d'infrastructures, sont les suivants :

Cout de l'ouvrage €HT	Taux de rémunération HT
CO > 6 900 000	3,6 %
6 900 000 > CO > 4 500 000	4,2 %
4 500 000 > CO > 2 400 000	4,8 %
2 400 000 > CO > 1 000 000	5,0 %
1 000 000 > CO > 300 000	5,5%
300 000 > CO	6,0 %

Modalités d'obtention de la rémunération de la SPL :

- à la notification du CPI	20 %
- à la notification du marché de MOE	5 %
- à la notification de validation de l'APS	5 %
- à la notification de validation de l'APD + recalage de la rémunération jusqu'à 40 %	10 %
- à la date d'envoi de l'AAPC travaux	10 %
- pendant la phase travaux répartis sur le nombre de trimestres du chantier	40 %
- à la notification de réception des travaux	5 %
- au quitus après clôture de l'opération	5 %

Missions d'aménageur :

Pour les opérations d'aménagement dans le cadre de ZAC ou de projets urbains, la rémunération de la SPL sera calculée à partir des missions spécifiques assurées par la Société sur la base des taux suivants :

Missions	Taux de rémunération HT
Négociations foncières	3% des acquisitions TTC
Commercialisation	5% des cessions TTC
Mission de réalisation	Cf : barème Travaux
Gestion administrative comptable et financière	2 % des dépenses HT

Les Contrats de prestations intégrées précisent par opération ces modalités d'obtention de la rémunération et sont approuvés par le Conseil d'administration et l'Assemblée délibérante de la collectivité ou groupement de collectivités actionnaires, préalablement à leur signature.

AFFECTATION DU RESULTAT 2015

Nous vous proposons d'affecter le résultat de (34 546) € au 31 décembre 2015 comme suit :

	AFFECTATION	A AFFECTER
RESULTAT DE L'EXERCICE		-34 546 €
REPORT A NOUVEAU		
TOTAL A AFFECTER		-34 546 €
RESERVE LEGALE		
RESERVE ORDINAIRE		
RESERVE PV LT		
DIVIDENDES		
REPORT A NOUVEAU	-34 546 €	
TOTAL AFFECTE	-34 546 €	

Il est rappelé qu'il n'y a pas eu de distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents.

ACTIVITES DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

La société n'a entrepris aucune action de recherche et développement de nature à lui permettre de bénéficier d'avantages fiscaux et financiers susceptibles d'être octroyés dans certains cas par les pouvoirs publics.

Aucune dépense de l'espèce n'a été portée à l'actif de notre bilan.

MODIFICATIONS INTERVENUES DANS LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS OU DANS LES METHODES D'EVALUATION

Modification dans la présentation des comptes de l'avance financière octroyée par la commune de Valbonne Sophia Antipolis, auparavant en « Autres dettes » (compte 467), reclassée en « Dettes financières diverses » (compte 167), pour une meilleure présentation.

SITUATION DES FILIALES, PARTICIPATIONS ET SOCIETES CONTROLEES

La société ne détient aucune filiale ou participation. Il n'y a eu aucune prise de participation sur l'exercice amenant à détenir plus du 20^{ème}, 10^{ème}, 5^{ème}, tiers ou moitié d'une société ayant son siège social sur le territoire Français, ni prise de contrôle d'une telle société.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE

Aucun risque ou incertitude compte tenu des circonstances économiques actuelles ne remettent en cause la continuité d'activité de la SPL SOPHIA.

ACTIONS D'AUTOCONTROLE

Aucune opération entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L 233-13 du code de commerce n'est intervenue au cours de l'exercice.

OPERATIONS EFFECTUEES PAR LA SOCIETE SUR SES PROPRES ACTIONS

Aucune opération entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L 225-208 du code de commerce n'est intervenue au cours de l'exercice.

INFORMATIONS DIVERSES

Décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance (article D 441-4 du code de commerce) :

Au 31/12/2015, le total des dettes fournisseurs s'élève à 295 497,22€ et est ventilé comme suit :

TABLEAU DES DETTES FOURNISSEURS PAR ECHEANCE						
	Moins 30j	31 à 60j	Plus 60j	Retenues de garanties	Litiges	TOTAL
Exercice 2014	357 600,15 €	15 957,76 €	- €	64 566,81 €	30 242,52 €	468 367,24 €
Exercice 2015	156 885,68 €	28 062,61 €		82 982,93 €	27 566,00 €	295 497,22 €

CONCLUSION :

L'examen détaillé du bilan et des comptes a été présenté par l'Expert-Comptable de la Société, Madame Delphine CASTELLA du cabinet Sémaphores, lors du Conseil d'Administration du 25 avril 2016, séance à laquelle participait Monsieur le Commissaire aux Comptes.

Monsieur le Commissaire aux Comptes a établi le 19 mai 2016, un rapport spécial sur les conventions réglementées ainsi que son rapport sur les comptes annuels, exercice clos le 31 décembre 2015 présenté lors de l'Assemblée Générale annuelle du 13 juin 2016 par lequel il certifie :

« Opinion sur les comptes annuels

... Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Vérifications et informations spécifiques

... Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels. »

Le Président du Conseil d'Administration,

Marc DAUNIS

Les Membres du Conseil d'Administration en date du 25 avril 2016

(Approbation à l'unanimité)

Les Membres de l'Assemblée Générale annuelle en date du 13 juin 2016

(Approbation à l'unanimité)